



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC/Réception des soumissions
– TPSGC

11 Laurier St/11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

REQUEST FOR PROPOSAL

DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Business Operations Support Systems Division/Systèmes de
soutien des activités opérationnelles

Terrasses de la Chaudière 4th Floor

10 Wellington Street

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Title - Sujet Solution Mobile pour les enquêtes d	
Solicitation No. - N° de l'invitation 45045-180072/B	Date 2019-08-15
Client Reference No. - N° de référence du client 000010747	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XS-003-36722	
File No. - N° de dossier 003xs.45045-180072	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-09-25	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Smith, Kenneth	Buyer Id - Id de l'acheteur 003xs
Telephone No. - N° de téléphone (613) 408-0246 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: STATISTICS CANADA JT09A8 170 TUNNEYS PASTURE OTTAWA Ontario K1A0T6 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

DEMANDE DE SOUMISSIONS

SOLUTION MOBILE POUR LES ENQUÊTES DE SÉCURITÉ

POUR

STATISTIQUE CANADA

Table des matières

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	4
1.1 Introduction	4
1.2 Résumé	4
1.3 Comptes rendus	5
1.4 Processus de conformité des soumissions en phases.....	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	6
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées	6
2.2 Présentation des soumissions.....	6
2.3 Ancien fonctionnaire	6
2.4 Demandes de renseignements en période de soumission	8
2.5 Lois applicables	8
2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la période de soumissions.....	9
2.7 Données volumétriques.....	9
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	10
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions	10
3.2 Section I : Soumission technique	12
3.3 Section II : Soumission financière	15
3.5 Section IV : Renseignements supplémentaires	16
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	17
4.1 Procédures d'évaluation.....	17
4.2 Évaluation technique	21
4.3 Évaluation financière	23

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

4.4	Méthode de sélection	24
PARTIE 5 –	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	26
5.1	Attestations exigées avec la soumission.....	26
5.2	Attestations préalables à l'adjudication du contrat et renseignements supplémentaires..	26
PARTIE 6 –	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES	
EXIGENCES	30	
6.1	Exigences relatives à la sécurité	30
6.2	Capacité financière.....	30
PARTIE 7 –	CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	32
7.1	Exigence.....	32
7.2	Biens ou services optionnels.....	33
7.3	Autorisation de tâche.....	33
7.4	Clauses et conditions uniformisées.....	36
7.5	Exigences relatives à la sécurité	36
7.6	période du contrat.....	38
7.7	Responsables	38
7.8	Divulgateion proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires.....	39
7.9	Paiement	39
7.10	Instructions relatives à la facturation.....	44
7.12	Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur	45
7.13	Lois applicables	45
7.14	Ordre de priorité des documents.....	45
7.15	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien).....	46
7.16	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger).....	46
7.17	Exigences en matière d'assurances.....	46
7.18	Entrepreneur – Coentreprise.....	46
7.19	Matériel.....	47
7.20	Option d'achat –Matériel loué.....	48
7.21	Élargissement de la gamme de produits existants.....	49
7.22	Logiciel sous licence.....	49
7.23	Maintenance et soutien des logiciels sous licence.....	51
7.24	Formation	52
7.25	Services professionnels – Généralités	53
7.26	Protection des supports électroniques	54
7.27	Déclarations et garanties.....	54
7.28	Accès aux biens et aux installations du Canada.....	55

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

7.29	Garantie d'exécution.....	55
7.30	Résiliation pour raisons de commodité	55
7.31	Responsabilités relatives au protocole d'identification.....	56

Liste des annexes du contrat subséquent :

Annexe A Énoncé des travaux

Appendice A de l'annexe A	Tableau des étapes des produits livrables
Appendice B de l'annexe A	Processus d'enquête de sécurité pour les employés recrutés en vertu de la Loi sur la statistique dans le cadre du Recensement
Appendice C de l'annexe A	Procédure d'attribution de tâches
Appendice D de l'annexe A	Formulaire d'autorisation de tâches
Appendice E de l'annexe A	Critères d'évaluation des ressources
Appendice F de l'annexe A	Attestations
Appendice G de l'annexe A	Serment professionnel de Statistique Canada

Annexe B Base de paiement

Annexe C Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Annexe D Instruments de paiement électronique

Liste des pièces jointes de la Partie 4 (Procédures d'évaluation et méthode de sélection) :

- Pièce jointe 4.1 : Soumission technique
- Pièce jointe 4.2 : Soumission financière
- Pièce jointe 4.3 : Critères de Démonstration

Liste des pièces jointes de la Partie 5 (Attestations) :

- Pièce jointe 5.1 : Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation

Formulaires :

- Formulaire 1 – Formulaire de présentation des soumissions
- Formulaire 2 – Formulaire d'attestation du fabricant original de matériel
- Formulaire 3 – Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel
- Formulaire 4 – Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

DEMANDE DE SOUMISSIONS

SOLUTION MOBILE POUR LES ENQUÊTES DE SÉCURITÉ

POUR

STATISTIQUE CANADA

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- Partie 1** Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2** Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3** Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
- Partie 4** Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5** Attestations : renferme les attestations qui doivent être présentées;
- Partie 6** Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre;
- Partie 7** Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux et toute autre annexe.

1.2 Résumé

La présente demande de soumissions est lancée afin de satisfaire au besoin de Statistique Canada (le « **Client** ») de recourir à un entrepreneur pour qu'il fournisse une solution Web sécurisée afin de rationaliser le processus d'enquête de sécurité des travailleurs temporaires requis à l'appui du Recensement de 2021. Un changement de politique important est survenu depuis le dernier recensement en ce qui a trait à la Norme sur le filtrage de sécurité du gouvernement du Canada. Plus particulièrement, les vérifications du casier judiciaire à partir des empreintes digitales et les vérifications de crédit sont maintenant obligatoires pour chaque candidat. La solution permettra à Statistique Canada d'effectuer des vérifications du casier judiciaire à partir des empreintes digitales et des vérifications de crédit à l'aide d'appareils mobiles dans plus de 350 endroits au Canada.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Les soumissionnaires doivent utiliser le service Connexion postal de la Société canadienne des postes pour présenter leur soumission par voie électronique. Les soumissionnaires doivent consulter la Partie 2 - Instructions à l'intention des soumissionnaires et la Partie 3 - Instructions pour la préparation des soumissions de l'invitation à soumissionner, pour obtenir de plus amples renseignements.

- (a) La demande de soumissions vise l'attribution d'un contrat de deux (2) ans, plus une (1) option irrévocable d'un (1) an chacune, ce qui permet au Canada de prolonger la durée du contrat.
- (b) La présente demande de soumissions comporte des exigences en matière de sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences et la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organisations et sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires devraient se référer au site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de TPSGC (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).
- (c) Le besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord de libre-échange nord-américain, de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, de l'Accord de libre-échange Canada-Pérou, de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, de l'Accord de libre-échange Canada-Panama, s'il est en vigueur, et de l'Accord sur le commerce intérieur.
- (d) Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez vous référer à la Partie 5, Attestations, à la Partie 7, Clauses du contrat subséquent, et au formulaire intitulé « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation ».

1.3 Comptes rendus

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, au téléphone ou en personne.

1.4 Processus de conformité des soumissions en phases

Le Processus de conformité des soumissions en phases (« PCSP ») s'applique à ce besoin

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par numéro, date et titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- (c) Le document 2003 (2019-03-04), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de divergence entre les dispositions du document 2003 et celles du présent document, ce dernier a préséance.
- (d) Le paragraphe 5(4) du document 2003, Instructions uniformisées – Biens ou services – Besoins concurrentiels est modifié comme suit :
 - (i) Supprimer : 60 jours
 - (ii) Insérer : 180 jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions présentées au moyen du service Connexion postel de la Société canadienne des postes doivent être soumises à l'emplacement indiqué, et ce, au plus tard à la date et à l'heure précisées dans la demande de soumissions.

Remarque : Pour les soumissionnaires qui choisissent d'utiliser Connexion postel pour la clôture des soumissions au Module de réception des soumissions de la région de la capitale nationale (RCN), l'adresse électronique est : tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca. Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont transmises directement à cette adresse électronique. Cette adresse courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, comme décrit dans le document 2003, Instructions uniformisées, ou pour envoyer des soumissions dans un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence de Connexion postel. Si les soumissionnaires ont des questions sur la présentation de soumissions au moyen de Connexion postel, ils peuvent communiquer avec l'autorité contractante identifiée à la page 1 de l'invitation à soumissionner.

2.3 Ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent faire l'objet d'un examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir les renseignements exigés ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu, les renseignements requis n'ont pas été fournis à la date de la fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai qui lui est imparti pour fournir l'information. Le défaut de répondre à la demande du

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Canada et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence de rendre la soumission non recevable.

(b) **Définitions**

Aux fins de la présente clause, « ancien fonctionnaire » désigne tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (i) une personne physique;
- (ii) une personne morale;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

Le terme « période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période d'application du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de départ, qui se mesure de façon similaire.

Le terme « pension » désigne une pension ou une allocation annuelle payable en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24 dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension payable en vertu du [Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

(c) **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions fournies ci-dessus, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés](#) : 2012-2 et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(d) **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a touché un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui ()**
Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii) la date de la cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période du paiement forfaitaire, y compris la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
- (vii) le nombre et le montant (honoraires) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, taxes applicables comprises.

2.4 Demandes de renseignements en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Les demandes de renseignements reçues après ce délai pourraient demeurer sans réponse.
- (b) Les soumissionnaires doivent citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte leur demande de renseignements. Les soumissionnaires doivent prendre soin d'énoncer chaque question de façon suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans un tel cas, le Canada peut modifier les questions ou demander au soumissionnaire de le faire afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada pourrait ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

- (a) Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que le soumissionnaire accepte les lois applicables

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

précisées. Les soumissionnaires doivent préciser sur le formulaire de présentation de la soumission la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.

2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la période de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment pouvoir améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenu dans la demande de soumissions sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante désignée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer de façon claire les améliorations proposées, ainsi que les motifs de celles-ci. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition d'être soumises à l'autorité contractante, conformément au paragraphe intitulé « Demandes de renseignements – en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.7 Données volumétriques

Les données concernant les 80 000 cotes de sécurité relatives aux demandes reçues des candidats ont été fournies aux soumissionnaires afin de les aider à préparer leurs soumissions. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumission ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation de la solution mobile pour les enquêtes de sécurité correspondra à ces données. Elles sont fournies strictement à titre d'information.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande au soumissionnaire de présenter sa soumission conformément à l'article 08 des instructions uniformisées de 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être regroupée par section dans des fichiers distincts sauvegardés comme suit :

Section I : Soumission technique

Section II : Soumission financière

Section III : Attestation

Section IV : Renseignements supplémentaires

Prices must appear in the financial bid only. No prices must be indicated in any other section of the bid.

- (a) **Format des soumissions** : Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission :

- (i) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions;
- (ii) inclure, sur le dessus de chaque volume de la soumission, une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de l'invitation à soumissionner, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource;
- (iii) joindre une table des matières.

- (b) **Soumissions inconditionnelles**

Le soumissionnaire doit présenter une soumission pour laquelle il sera considéré comme un soumissionnaire. La soumission présentée par le soumissionnaire ne doit pas être conditionnelle. Toute condition imposée par le soumissionnaire aura pour conséquence de rendre la soumission non recevable et d'être rejetée d'emblée.

- (c) **Présentation d'une seule soumission** :

- (i) Un soumissionnaire et ses entités liées ne peuvent soumettre qu'une seule soumission en réponse à la présente demande de soumissions. Si un soumissionnaire ou une entité liée participe à plusieurs soumissions (participer signifie faire partie du soumissionnaire, et non pas être un sous-traitant), le Canada accordera deux (2) jours ouvrables à ces soumissionnaires pour indiquer la soumission unique que le Canada devra examiner. À défaut de respecter ce délai, les soumissions visées seront rejetées.
- (ii) Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

physique, d'une société, d'un partenariat, etc.), une entité est considérée comme étant « **liée** » à un soumissionnaire :

- (A) il s'agit de la même personne morale (c'est-à-dire la même personne physique, société ou société à responsabilité limitée, le même partenariat, etc.);
 - (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
 - (C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou ont entretenu une telle relation au cours des deux années précédant la date de clôture des soumissions;
 - (D) si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.
- (iii) Les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise.

(d) **Expérience de la coentreprise :**

- (i) Si le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut citer l'expérience qu'il a acquise en tant que coentreprise.

Exemple : Supposons que le soumissionnaire est une coentreprise constituée des membres L et O, et que la demande de soumissions exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de services d'entretien et de services de dépannage à un client comptant au moins 10 000 utilisateurs, pendant 24 mois. En tant que coentreprise (composée de L et O), le soumissionnaire a déjà réalisé ce travail. Il peut donc citer cette expérience pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence. Si L a acquis cette expérience alors qu'il était en coentreprise avec une tierce partie, N, cette expérience ne peut pas être utilisée parce que N ne fait pas partie de la coentreprise qui présente une soumission.

- (ii) Une coentreprise peut se fonder sur l'expérience de l'un de ses membres pour satisfaire à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Supposons que le soumissionnaire est une société en participation constituée des membres X, Y et Z, et que l'appel d'offres exige a) que le soumissionnaire ait trois années d'expérience dans la prestation de services d'entretien et b) qu'il en ait deux dans l'intégration de matériel informatique à des réseaux complexes. Chacune de ces deux exigences peut alors être satisfaite par un membre différent de ladite société. Cependant, pour un critère donné, par exemple les trois années d'expérience exigées dans la prestation de services d'entretien, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Cette proposition serait considérée comme irrecevable.

- (iii) Les membres de la coentreprise ne peuvent pas combiner leurs compétences avec celles d'autres membres de coentreprise pour satisfaire à un seul critère technique de la présente demande de soumissions. Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à une exigence, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire ne l'a pas fait, l'autorité contractante permettra au soumissionnaire de fournir cette information pendant la période d'évaluation. Les soumissionnaires qui ne fourniront pas les formulaires requis

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

à l'intérieur du délai établi par l'autorité contractante verront leur soumission déclarée non recevable.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par A;
- les contrats signés par B;
- les contrats signés par A et B en coentreprise;
- les contrats signés par A et les contrats signés par A et B en coentreprise;
- les contrats signés par B et les contrats signés par A et B en coentreprise;

Le tout totalise 100 jours ouvrables.

- (iv) Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par une coentreprise devraient poser leurs questions dans le cadre du processus de demande de renseignements dès que possible durant la période de demande de soumissions.

3.2 Section I : Soumission technique

- (a) Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire, de façon complète, concise et claire, l'approche qu'ils prendront pour effectuer le travail.
- (b) La soumission technique devrait aborder clairement et de façon suffisamment approfondie les points qui sont assujettis aux critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence aux différentes sections de leur soumission en précisant le paragraphe et le numéro de page où le sujet visé est déjà traité.
- (c) La soumission technique comprend les éléments suivants :
- (i) **Formulaire de présentation des soumissions** : Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission le formulaire de présentation des soumissions (formulaire 1). Ce formulaire constitue un document général sur lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation de la soumission et de l'attribution du contrat, tels que le nom d'une personne-ressource et leur numéro d'entreprise – approvisionnement, etc. L'utilisation de ce formulaire pour présenter les renseignements susmentionnés n'est pas obligatoire, mais recommandée. Si le gouvernement du Canada considère que les renseignements requis dans le formulaire de présentation des soumissions sont incomplets ou doivent être corrigés, il accordera au soumissionnaire la possibilité de les compléter ou de les corriger.
- (ii) **Exigences relatives à la sécurité** : On demande aux soumissionnaires de fournir les renseignements de sécurité suivants pour chaque ressource proposée avec leur soumission avant ou à la date de clôture des soumissions.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

RENSEIGNEMENTS DE SÉCURITÉ	
Nom de la personne tel qu'il figure sur le formulaire de demande d'attestation de sécurité	
Niveau de l'attestation de sécurité obtenue	
Période de validité de l'attestation de sécurité obtenue	
Numéro de dossier du Certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité	

Si le soumissionnaire n'a pas inclus les renseignements de sécurité dans sa soumission, l'autorité contractante permettra au soumissionnaire de fournir les renseignements de sécurité pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire n'a pas fourni les renseignements en matière de sécurité pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

- (iii) **Justification de la conformité technique :** Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe 4.1 de la Partie 4, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition des besoins, mais doit expliquer et indiquer la façon dont le soumissionnaire répondra aux besoins et exécutera les travaux requis. Il ne suffit pas de simplement déclarer que le soumissionnaire, la solution, ou les produits qu'il propose, sont conformes. Si le Canada considère que la justification n'est pas complète, la soumission sera déclarée non recevable et rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Référence » ou la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la pièce jointe 4.1 de la Partie 4, où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit où se trouvent les documents d'accompagnement, y compris le titre du document et les numéros de page et de paragraphe. Si la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire lui précise l'endroit approprié dans le document.
- (iv) **Projets antérieurs :** Dans les cas où la soumission doit comprendre la description de projets antérieurs : i) le projet doit avoir été réalisé par le soumissionnaire lui-même (l'expérience acquise par un sous-traitant proposé ou une société affiliée au soumissionnaire ne peut être prise en compte); ii) le projet doit avoir été terminé à la date d'émission de la demande de propositions (DP); iii) la description de chaque projet doit comprendre, au minimum, le nom et le numéro de téléphone ou l'adresse de courriel de l'un des clients cités en référence; et iv) si le soumissionnaire présente plus de projets similaires que ce qui a été demandé, le Canada évaluera les deux premiers dans l'ordre où ils sont indiqués dans la soumission.
- (v) **Ressources proposées :** La soumission technique doit comprendre le curriculum vitae des ressources indiquées à la pièce jointe 4.1 de la Partie 4. La même personne ne peut être proposée pour plus d'une catégorie de ressources. La soumission technique doit démontrer que toutes les ressources proposées répondent aux exigences de qualification (y compris celles sur les études, l'expérience et les affiliations ou titres

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

professionnels). Voici les éléments à considérer quant aux curriculum vitæ et aux ressources :

- (A) Les ressources proposées peuvent être des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, ou il peut s'agir d'entrepreneurs indépendants auxquels le soumissionnaire attribuerait une partie du travail (voir la Partie 5, Attestations).
- (B) Pour les exigences en matière d'études, de titre ou de certificat, TPSGC ne tiendra compte que des programmes ayant été réussis par la ressource à la clôture des soumissions. Si le diplôme, le titre ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, le soumissionnaire doit fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des compétences provenant d'une organisation ou d'un organisme reconnu par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux.
- (C) En ce qui concerne les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre exigé à la clôture des soumissions et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel ou être affiliée à l'association professionnelle en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsqu'il faut fournir la preuve de l'accréditation ou de l'affiliation professionnelle au moyen d'un certificat, d'un diplôme ou d'un grade universitaire, ce document doit être actuel, valide et émis par l'organisme spécifié dans cette demande de soumissions. Si la demande de soumissions ne désigne aucun établissement en particulier, alors l'organisme qui a délivré le certificat ou le diplôme devait être agréé au moment de la délivrance du document. Si le diplôme ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, le soumissionnaire doit fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des compétences provenant d'une organisation ou d'un organisme reconnu par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux.
- (D) Quant à l'expérience de travail, TPSGC ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'un programme Coop formel, suivi dans un établissement postsecondaire.
- (E) Pour les exigences qui stipulent une durée particulière (p. ex., deux ans) d'expérience professionnelle, TPSGC ne tiendra pas compte des données sur l'expérience si la soumission technique ne fait pas mention des dates (mois et année) pertinentes relatives à l'expérience revendiquée (c.-à-d. la date de début et la date de fin). TPSGC n'évaluera que la période au cours de laquelle la personne a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée pour la personne jusqu'à la date de fin), plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la personne a participé.
- (F) Pour que TPSGC tienne compte de l'expérience de travail, la soumission technique ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne; elle doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant ses responsabilités et les tâches effectuées. Lorsque la ressource proposée a travaillé en même temps sur plus d'un projet, la période de chevauchement ne sera comptée qu'une fois dans les exigences portant sur la durée de l'expérience.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(vi) **Coordonnées de clients cités en référence :**

- (A) Le soumissionnaire doit fournir des références de clients. Chaque client cité en référence doit confirmer, à la demande de TPSGC, les faits indiqués dans la soumission, comme exigé dans la pièce jointe 4.1 de la Partie 4.
- (B) Voici le libellé de la question qui devra être posée pour demander la confirmation des clients cités en référence :

[Exemple de question à un client cité en référence : « [Nom du soumissionnaire] a-t-il offert des services de [indiquer les services et, le cas échéant, les délais dans lesquels ces services doivent avoir été offerts] à votre organisation? »

____ Oui, le soumissionnaire a fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.

____ Non, le soumissionnaire n'a pas fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.

____ Je ne suis pas disposé à fournir des renseignements sur les services précités ou je ne suis pas en mesure de le faire.

- (C) Pour chaque client cité en référence, le soumissionnaire doit, au minimum, fournir le nom ainsi que le numéro de téléphone et l'adresse de courriel d'une personne-ressource. Si seul le numéro de téléphone est fourni, ce dernier sera utilisé pour demander l'adresse courriel et la vérification des références se fera par courriel.

Les soumissionnaires sont également tenus de fournir le titre de la personne-ressource. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la personne-ressource qu'il propose est au fait des services qu'il a offerts et qu'elle accepte d'être citée en référence. Les références de l'État seront acceptées.

- (vii) **Liste de logiciels proposés :** Le soumissionnaire doit fournir une liste détaillée comportant le nom et la version de chaque composant du logiciel sous licence requis pour la solution logicielle proposée.
- (viii) **Architecture de système de la solution :** Le soumissionnaire doit inclure une vue d'ensemble de l'architecture technique de la solution logicielle proposée.

3.3 Section II : Soumission financière

- (a) **Prix :** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à la Feuille de présentation des soumissions financières de la Pièce jointe 4.2 de la Partie 4. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué distinctement.
- (b) **Variation des taux relatifs aux ressources d'une année à l'autre :** Pour une catégorie de ressources donnée, lorsque les tableaux financiers fournis par le Canada permettent d'établir des taux fermes différents associés à une catégorie de ressources pour des périodes différentes :
- (i) le taux présenté dans la soumission ne doit pas augmenter de plus de 5 % d'une période à une autre;
- (ii) le taux présenté dans la soumission pour une même catégorie de ressources pour toute période subséquente ne doit pas être inférieur au taux présenté dans la soumission pour la période comprenant le premier mois de la période initiale du contrat.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (c) **Coûts qui doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris les années d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composantes nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (d) **Prix non indiqués** : On demande aux soumissionnaires d'indiquer « 0,00 \$ » pour tout article qu'il ne compte pas facturer ou qui fait déjà partie d'autres prix présentés dans les tableaux. Si le soumissionnaire laisse le champ vide, le Canada considérera que le prix se chiffre à « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien de « 0,00 \$ ». Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix lors de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un champ vierge est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée irrecevable.
- (e) **Païement électronique des factures – Soumission** : Si vous êtes disposé à accepter le paiement de factures à l'aide des instruments de paiement électronique, remplissez l'annexe E – Instruments de paiement électronique pour indiquer ceux qui sont acceptés. Si l'annexe D, Instruments de paiement électronique, n'est pas remplie, il sera alors convenu que les instruments de paiement électronique ne sont pas acceptés pour le paiement des factures. L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.
- (f) **Fluctuation du taux de change**
C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

3.5 Section IV : Renseignements supplémentaires

(a) Installations proposées du soumissionnaire nécessitant des mesures de sauvegarde

Tel qu'indiqué à la Partie 6, à l'article intitulé Exigences relatives à la sécurité, le soumissionnaire doit fournir l'adresse complète de ses installations et celles des personnes proposées pour lesquelles des mesures de sauvegarde sont nécessaires à la réalisation des travaux.

Numéro d'immeuble, nom de la rue, numéro d'unité, de bureau ou d'appartement
Ville, province, territoire ou État
Code postal
Pays

L'agent de sécurité d'entreprise (ASE) doit s'assurer, dans le cadre du Programme de sécurité des contrats, que le soumissionnaire et les personnes proposées détiennent une attestation de sécurité valide au niveau nécessaire, comme il est indiqué à la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences.

Les soumissionnaires doivent inclure ces renseignements dans le formulaire de présentation de la soumission.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers. La procédure d'évaluation comporte plusieurs étapes, décrites ci-après. Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, le fait que le Canada soit passé à une étape ultérieure ne signifie pas que ce dernier a irréfutablement déterminé que le soumissionnaire a réussi toutes les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines étapes de l'évaluation.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.
- (c) En plus de tout autre délai prescrit dans la demande de soumissions :
 - (i) **Demandes de précisions** : Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire quant à son offre ou qu'il veut vérifier celle-ci, le soumissionnaire disposera d'un délai de deux (2) jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, la soumission sera jugée non recevable.
 - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires** : Si le Canada demande d'autres renseignements pour l'une des raisons qui suivent (selon la section intitulée « Déroulement de l'évaluation » du document 2003 Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels) :
 - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission; ou
 - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitæ des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire.

Le soumissionnaire doit soumettre les renseignements demandés par le Canada dans les deux jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
 - (iii) **Prolongation de délai** : L'autorité contractante se réserve le droit d'accepter ou de refuser les demandes de prolongation de délai présentées par le soumissionnaire.
- (d) Le Canada appliquera le Processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases

4.1.1.1 (19-07-2018) Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (04-03-2019) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 (13-03-2018)

Phase I: Soumission financière:

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y a manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.

- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

4.1.1.3 (13-03-2018) Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que la soumission n'a pas respectée. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 (13-03-2018) Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

(e)

4.2 Évaluation technique

(a) Critères techniques obligatoires :

- (i) On examinera chaque soumission pour s'assurer qu'elle respecte toutes les exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne respectent pas l'ensemble des exigences obligatoires seront déclarées non recevables et rejetées.
- (ii) Le processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera à tous les exigences techniques obligatoires.
- (iii) Les critères techniques obligatoires sont décrits dans la pièce jointe 4.1 de la Partie 4.

(b) Critères techniques cotés :

Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, lesquelles sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou au moyen de renvoi à une note. Les soumissions incomplètes et ne contenant pas tous les renseignements exigés

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence. Les critères techniques cotés sont décrits dans la pièce jointe 4.1 de la Partie 4.

- (c) **Critères de Démonstration.** Le Canada peut, sans toutefois y être obligé, demander au soumissionnaire classé au premier rang (position établie après l'évaluation financière) de faire la preuve des fonctions, fonctionnalité et capacité décrites dans la présente demande de soumissions ou dans la soumission fournie, afin de confirmer la conformité aux exigences établies dans la présente demande. Si une démonstration est exigée, elle doit être effectuée sans frais pour le Canada, dans une installation de Statistiques Canada dans la région d'Ottawa-Gatineau. Le Canada donnera un avis d'au moins cinq jours ouvrables avant la date fixée pour la démonstration. Une fois la démonstration commencée, elle doit être achevée en trois (3) heures. La démonstration devra se faire durant les heures normales de travail déterminées par l'autorité contractante. Le Canada assumera les frais de déplacement et de rémunération de son personnel, appelé à assister à la démonstration. Malgré la soumission écrite, si le Canada détermine pendant une démonstration que la solution proposée par le soumissionnaire ne satisfait pas aux exigences obligatoires de cette demande de soumissions, la soumission sera déclarée irrecevable. Le Canada peut, par suite d'une démonstration, réduire la note attribuée au soumissionnaire pour une exigence cotée, si la démonstration indique que la note accordée au soumissionnaire à l'examen de sa soumission écrite n'est pas conforme à la démonstration effectuée. La note accordée à un soumissionnaire ne peut augmenter à la suite d'une démonstration. S'il réduit la note du soumissionnaire à la suite de la démonstration, le Canada procédera à un nouveau classement des soumissionnaires.

La méthodologie et les exigences relatives à la démonstration sont décrites à la pièce jointe 4.3 de la Partie 4.

- (d) **Vérification des références :** Si le Canada décide d'effectuer une vérification des références sur un critère coté ou obligatoire donné, la procédure suivante sera utilisée :
- (A) Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Il enverra les demandes de vérification des références à toutes les personnes dont les coordonnées ont été fournies par les soumissionnaires, dans une période de 48 heures, à l'aide des adresses électroniques indiquées dans la soumission. La réponse doit être envoyée dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'envoi du courriel de vérification des références, faute de quoi le Canada n'attribuera aucun point ou considérera que le soumissionnaire ne satisfait pas à l'exigence obligatoire en matière d'expérience (selon le cas).
 - (B) Le troisième jour ouvrable après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en avisera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler au client cité en référence qu'il doit répondre au Canada dans le délai prescrit de cinq (5) jours ouvrables. Si la personne nommée n'est pas disponible pendant la période d'évaluation, le soumissionnaire peut fournir le nom et les coordonnées d'une autre personne chez le même client cité en référence. Cette possibilité ne sera offerte aux soumissionnaires qu'une fois par client cité en référence, et ce, uniquement si la personne nommée initialement n'est pas disponible (c'est-à-dire que le soumissionnaire ne pourra soumettre le nom d'une autre personne si la première personne-ressource indique qu'il ou elle ne souhaite pas répondre ou n'est pas en mesure de le faire). Le soumissionnaire disposera d'un (1) jour ouvrable pour soumettre le nom d'une nouvelle personne-ressource. Cette personne aura cinq (5) jours ouvrables pour répondre au Canada à compter de la date d'envoi de la demande de vérification du client cité en référence.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (C) Dans chaque cas où les renseignements fournis par un client cité en référence diffèrent de ceux fournis par le soumissionnaire, ce sont les renseignements fournis par le client cité en référence qui sont évalués.
- (D) Des points ne seront pas attribués et/ou un soumissionnaire ne répondra pas au critère obligatoire relatif à l'expérience (le cas échéant) si (1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire, ou (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client cité en référence ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire). De même, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client cité en référence est lui-même une filiale ou autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire.
- (E) La vérification des références n'est pas obligatoire, TPSGC peut choisir d'y recourir ou non. Toutefois, si TPSGC choisit de le faire pour quelque exigence cotée ou obligatoire que ce soit, il vérifiera les clients cités en référence des soumissionnaires dont la candidature n'a pas été jugée irrecevable à ce stade de l'évaluation.

4.3 Évaluation financière

- (a) Le processus utilisé pour l'évaluation financière est décrit dans la pièce jointe 4.2 de la Partie 4.
 - (i) Clause du *Guide des CCUA* A0220T (2014-06-26), Évaluation du prix

(b) Tableaux d'établissement des prix comprenant une formule intégrée

Si les tableaux d'établissement des prix fournis aux soumissionnaires ne comprennent aucune formule, le Canada peut entrer les prix fournis par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s'il estime que la formule ne fonctionne plus correctement selon la version fournie par le soumissionnaire.

(c) Justification des taux des services professionnels

Selon l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposent de temps à autre des taux au moment de déposer une soumission pour une ou plusieurs catégories de personnel qu'ils refusent de respecter par la suite, parce que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer leurs propres coûts ou de réaliser un profit. Dans le cadre de l'évaluation des taux des services professionnels présentés dans la soumission, le Canada peut, sans toutefois y être obligé, demander une justification des taux, conformément au présent article. Si le Canada demande une justification de prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes proposant un tarif au moins 20 % inférieur au à la médiane des tarifs offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressources. Si le Canada demande une justification des prix, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (i) une facture (ainsi que le numéro de série du contrat ou tout autre élément permettant d'identifier le contrat) démontrant que le soumissionnaire a fourni et facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressource à un client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire dans la catégorie de ressources pertinente, les services ont été offerts pour une période d'au minimum trois mois au cours des douze (12) mois précédant la date de clôture de la demande de soumissions, et que les services ont été fournis à un taux quotidien égal ou inférieur à celui proposé au Canada;
- (ii) relativement à la facture mentionnée en (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50 % des tâches énumérées dans l'énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée,

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s'agir d'une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l'on démontre qu'au moins 50 % des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions) ou d'une attestation signée du client indiquant que les services notés sur la facture comprenaient au moins 50 % des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions;

- (iii) pour chacun des contrats pour lesquels une facture est présentée à titre de justification, le curriculum vitæ de la ressource qui a offert les services dans le cadre de ce contrat afin de démontrer que la ressource répondrait aux exigences obligatoires et obtiendrait la note de passage pour tous les critères cotés de la catégorie de ressources faisant l'objet d'une justification des taux;
- (iv) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Lorsque le Canada demande une justification des taux offerts pour une catégorie de ressources donnée, il incombe entièrement au soumissionnaire de présenter l'information (décrite ci-dessus, ou d'autres renseignements pouvant être demandés par le Canada, y compris les renseignements qui permettraient au Canada de vérifier l'information auprès de la ressource proposée) qui permettra au Canada de déterminer s'il peut compter en toute confiance sur la capacité du soumissionnaire à fournir les services requis aux taux indiqués dans la soumission. Lorsque le Canada détermine que l'information fournie par le soumissionnaire ne justifie pas des taux déraisonnablement bas, la proposition sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée.

4.4 Méthode de sélection

1. Pour être jugée recevable, la soumission doit :
 - a. satisfaire à toutes les exigences de la demande de soumissions;
 - b. respecter tous les critères obligatoires;
 - c. obtenir le nombre minimal de points requis pour l'évaluation technique pour chacun des critères;
 - d. obtenir au moins 585 points pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques qui sont cotés. Le calcul se fait sur une échelle de 800 points.
2. Les soumissions qui ne respectent pas les exigences de a) ou b) ou c) et d) seront déclarées irrecevables.
3. La sélection sera faite en fonction de la note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix. Le ratio sera de 70 % pour le mérite technique et de 30 % pour le prix.
4. Pour établir la note pour le mérite technique, la note technique générale pour chaque soumission recevable sera établie comme suit : nombre total de points obtenus/nombre maximum de points disponibles multiplié par le rapport de 70 %.
5. Afin de déterminer la note pour le prix, la note de chaque soumission recevable sera calculée au prorata en fonction du prix évalué le plus bas et du rapport de 30 %.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

6. La note combinée de chaque soumission recevable sera calculée en additionnant la note pour le mérite technique et la note pour le prix.
7. La soumission recevable ayant obtenu la note pour le mérite technique la plus élevée ou ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement retenue. On recommandera l'attribution d'un contrat à la soumission recevable dont la note combinée (mérite technique et prix) est la plus élevée.

Le tableau ci-dessous montre l'exemple de trois soumissions recevables où le choix de l'entrepreneur est déterminé en appliquant le ratio 70-30 à l'aspect technique et au prix, respectivement. Le nombre total des points possible est de 135 et le prix évalué le plus bas est de 45 000 \$ (45).

		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission		55 000,00 \$	50 000,00 \$	45 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$115/135 \times 70 = 59,63$	$89/135 \times 70 = 46,15$	$92/135 \times 70 = 47,70$
	Note pour le prix	$45/55 \times 30 = 24,55$	$45/50 \times 30 = 27$	$45/45 \times 30 = 30$
Note combinée		84,18	73.15	77,70
Classement		1^{er}	3^e	2^e

Les soumissionnaires devraient noter que l'attribution des contrats est assujettie au processus d'approbation interne du Canada, qui prévoit l'approbation obligatoire du financement selon le montant de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire a été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera attribué uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun marché ne sera attribué.

Si plus d'un soumissionnaire est classé au premier rang parce que les notes globales sont identiques, le soumissionnaire ayant la meilleure note relative au prix se verra accorder le premier rang.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et d'autres renseignements.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent être vérifiées par ce dernier à tout moment.

Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante peut rendre la soumission non recevable ou constituer un manquement au contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations ci-dessous dûment remplies avec leur soumission.

(a) Dispositions relatives à l'intégrité – Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux Dispositions relatives à l'intégrité des Instructions générales, tous les soumissionnaires doivent fournir avec leur proposition, s'il y a lieu, le formulaire de déclaration d'intégrité se trouvant sur le site Web des [formulaires de déclaration – Intégrité](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'adjudication du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être présentés avec la soumission, mais il est possible de les présenter après. Si l'une des attestations exigées ou l'un des renseignements supplémentaires requis n'est pas fourni conformément aux exigences, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai dont il dispose pour le faire. Si les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous ne sont pas fournis dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

(a) Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les offrants qui sont constitués en société, y compris ceux qui présentent une offre à titre de coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement directeurs de l'offrant.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre d'entreprise individuelle, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent indiquer le nom du ou des propriétaire(s).

Les offrants qui présentent une offre à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

(b) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la « Liste des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'[Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) — Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/canada/edsc-travail) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la « Liste soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pour l'équité en matière d'emploi au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure sur la « [Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au PCF](#) » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation](#), avant l'attribution du marché. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » dûment remplie pour chaque membre de la coentreprise.

Attestations additionnelles préalables à l'adjudication du contrat

(c) Personnel des services professionnels

- (i) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel que l'exigent les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenu avec ces derniers.
- (ii) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. De plus, le soumissionnaire garantit que chaque personne proposée pour l'exigence est capable d'effectuer les travaux décrits dans le contrat subséquent.
- (iii) Si le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'une personne nommée dans sa soumission en raison du décès, de la maladie, du congé prolongé (y compris du congé parental et du congé d'invalidité), du départ à la retraite, de la démission ou du congédiement justifié de cette personne, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la prise de connaissance du Canada de la non-disponibilité de la personne, le soumissionnaire pourra proposer un remplaçant à l'autorité contractante, pourvu qu'il fournisse :
 - (A) le motif du remplacement ainsi que des documents justificatifs jugés acceptables par l'autorité contractante;
 - (B) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (C) la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.

La candidature d'un seul remplaçant par personne proposée dans la soumission sera évaluée. L'autorité contractante peut, à l'égard du remplaçant proposé par le soumissionnaire et à son entière discrétion, choisir l'une ou l'autre des options suivantes :

- (A) rejeter la soumission sans autre examen;
- (B) évaluer la candidature du remplaçant proposé à l'aide des exigences de la demande de soumissions comme elle l'a fait avec le premier candidat proposé et comme si le remplaçant avait été proposé dès le départ, en apportant les ajustements nécessaires aux résultats de l'évaluation, y compris le rang de la soumission par rapport aux autres.

Si aucun remplaçant n'est proposé, l'autorité contractante rejettera la soumission sans autre examen.

- (iv) Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, il atteste en déposant une soumission qu'il a obtenu la permission de la personne avant d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Il doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission qui lui a été donnée ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

(d) Attestation du soumissionnaire que le système est disponible en vente libre

Tout système proposé pour satisfaire à ce besoin doit être disponible dans le commerce (à moins qu'autrement stipulé dans cette demande de soumissions), ce qui signifie que le matériel et les logiciels qui constituent le système doivent être du matériel et des logiciels standard qui sont disponibles dans le commerce et qui n'exigent aucune recherche ou élaboration. Ensemble, ce matériel et ces logiciels doivent faire partie d'un système existant dont l'historique opérationnel a été éprouvé en pratique (c.-à-d. qu'il n'a pas uniquement été testé dans un laboratoire ou un environnement expérimental). Si tout matériel ou logiciel constituant le système proposé est une extension entièrement compatible d'une gamme de produits éprouvée en pratique, il doit avoir été annoncé publiquement au plus tard à la date de clôture des soumissions. En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que tout système proposé est disponible dans le commerce. Attestation du constructeur de matériel

(e) Attestation du FEO – [Matériel seulement]

- (i) Tout soumissionnaire qui n'est pas le fabricant d'équipement d'origine (FEO) pour tout article du matériel proposé dans le cadre de sa soumission doit soumettre l'attestation du FEO qui confirme que le soumissionnaire est autorisé à fournir et à maintenir le matériel du FEO. Cette attestation doit être signée par le FEO, et non pas par le soumissionnaire. On n'attribuera pas de contrat à un soumissionnaire qui n'est pas le fabricant d'équipement d'origine qu'il offre au Canada, sauf si l'attestation du FEO reproduite ci-après a été déposée auprès du Canada. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'attestation du FEO contenu dans la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation du FOM, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires ou FEO qui utilisent un autre formulaire, il appartient entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission non recevable.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (ii) Si le matériel proposé par le soumissionnaire provient de plusieurs FOM, un certificat distinct doit être présenté pour chacun des FOM.
- (iii) Aux fins de la présente demande de soumissions, FOM désigne le fabricant du matériel, comme en témoigne le nom qui apparaît sur le matériel, sur tous les documents connexes et sur les rapports d'attestation obligatoires.

(f) Attestation de l'éditeur de logiciel et autorisation de l'éditeur de logiciel

- (i) Si le soumissionnaire est l'éditeur de tout élément des produits logiciels privés proposés, le gouvernement du Canada exige que le soumissionnaire confirme, par écrit, qu'il est l'éditeur de logiciels. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciels, l'utilisation de ce formulaire pour les fournir n'est pas obligatoire. Dans le cas des soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, il appartient entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission non recevable.
- (ii) Tout soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les produits logiciels proposés dans le cadre de sa soumission doit présenter une preuve de l'autorisation de l'éditeur de logiciel, qui doit être signée par ce dernier (et non par le soumissionnaire). Aucun contrat ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les logiciels privés proposés au Canada, à moins qu'une preuve de l'autorisation de ce dernier n'ait été fournie au Canada. Si le logiciel privé proposé par le soumissionnaire provient de plusieurs éditeurs de logiciels, chacun d'entre eux doit fournir une autorisation. Les soumissionnaires doivent utiliser le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciels joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciels, l'utilisation de ce formulaire pour les fournir n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires et les éditeurs de logiciel qui utilisent un autre formulaire, il appartient entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission non recevable.
- (iii) Dans le cadre de la présente demande de soumissions, « éditeur de logiciel » désigne le propriétaire de tout produit logiciel compris dans la soumission qui a le droit d'octroyer une licence (et d'autoriser d'autres personnes à octroyer une licence ou une sous-licence) pour ses produits logiciels.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- (a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiquée à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
 - (ii) les personnes proposées par le soumissionnaire qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés ou à des lieux de travail dont l'accès est réglementé doivent satisfaire aux exigences relatives à la sécurité, conformément à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
 - (iii) le soumissionnaire doit fournir le nom de toutes les personnes qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens protégés ou classifiés ou à des lieux de travail dont l'accès est réglementé;
 - (iv) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
 - (v) le soumissionnaire doit fournir l'adresse du ou des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents tel qu'indiqué à la Partie 3 - Section IV, Renseignements supplémentaires.
- (b) On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement l'attestation de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir l'attestation de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
- (c) Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle (PSI) de TPSGC (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).
- (d) Le défaut de répondre à cette exigence constituera un manquement en vertu de tout contrat subséquent qui pourra être établi au cours d'une phase ultérieure du processus de demande de soumissions.

6.2 Capacité financière

- (a) La clause A9033T (2012-07-16), Capacité financière, du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat s'applique, à la différence que le paragraphe 3 est supprimé et remplacé par ce qui suit : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante au paragraphe a) à f) doivent également être fournis par chaque palier de la société mère, y compris la société mère elle-même. L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière nécessaire, mais que la société mère la possède, ou si le Canada ne peut évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisqu'elle fait partie intégrante de celle de la société mère, le Canada peut, à sa seule

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

discrétion, attribuer le contrat au soumissionnaire sous réserve qu'au moins une des sociétés mères fournisse une garantie au Canada ».

- (b) Dans le cas d'une coentreprise, chaque membre de la coentreprise doit respecter les exigences relatives à la capacité financière.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Exigence

_____ (l'« **entrepreneur** ») consent à fournir au client les biens et les services afin d'offrir la solution mobile complète pour les enquêtes de sécurité décrits dans le contrat, y compris l'Énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix qui y sont stipulés. En font partie :

- (i) fournir le matériel acheté ou fournir le matériel loué, et accorder l'option d'acheter le matériel loué, à tout moment pendant la durée du contrat;
 - (ii) fournir la documentation relative au matériel;
 - (iii) offrir des services de maintenance et de soutien du matériel durant la période de maintenance du matériel;
 - (iv) accorder la licence d'utilisation des logiciels sous licence décrits dans le contrat;
 - (v) fournir la documentation des logiciels;
 - (vi) fournir les services de maintenance et de soutien pour le logiciel sous licence durant la période de soutien du logiciel;
 - (vii) fournir un soutien technique à distance, dans les deux langues officielles du Canada, pour tout l'équipement et les logiciels du Recensement de Statistique Canada et de l'ASM, au moyen d'un numéro sans frais et par courriel;
 - (viii) offrir un service de soutien en ligne aux candidats qui remplissent le formulaire SCT 330-23 ou l'équivalent;
 - (ix) fournir la formation concernant tous les aspects de la solution;
 - (x) fournir des services de soutien technique et administratif, à la demande du Canada, à un ou à plusieurs emplacements qui seront désignés par le Canada.
- (b) **Client** : Dans le cadre du contrat, le « **client** » est Statistique Canada.
- (c) **Réorganisation du client** : Le changement de nom, la restructuration, le réaménagement ou le remaniement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait à l'exécution des travaux (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires supplémentaires). La restructuration, le réaménagement et le remaniement du client s'entendent également de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est similaire à celle du client d'origine. Peu importe le type de réorganisation, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou chargé de projet, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la réorganisation.
- (d) **Termes définis** : Les termes et expressions définis dans les conditions générales ou les conditions générales supplémentaires et qui sont utilisés dans ce contrat ont le sens qui leur

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

a été attribué dans ces conditions. De plus, les termes et expressions ci-dessous ont les définitions suivantes :

- (i) toute référence à « **livrable** » ou « **livrables** » signifie le matériel, la licence d'utilisation du logiciel sous licence (le logiciel sous licence lui-même n'est pas un livrable, car il est seulement le sujet d'une licence et il est ni vendu ni concédé), le matériel loué, le soutien technique, les services professionnels et la formation.
- (ii) La « période de soutien du logiciel » s'agit de la période précisée dans le contrat, durant laquelle l'entrepreneur doit soutenir le logiciel sous licence, conformément aux modalités du contrat.

7.2 Biens ou services optionnels

- (a) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services, ou les deux, qui sont décrits au contrat selon les mêmes conditions et aux prix et/ou aux taux, ou aux deux, établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante sur avis écrit et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.
- (b) L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

7.3 Autorisation de tâche

- (a) **Travaux effectués au fur et à mesure des besoins – autorisations de tâche :** La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâche (AT). Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une autorisation de tâche approuvée, émise par le Canada. Il convient que tous les travaux réalisés avant la réception d'une autorisation de tâche approuvée seront effectués à ses propres risques.
- (b) **Évaluation des ressources proposées à l'étape de l'AT :** Les processus relatifs à l'établissement d'une AT, en réponse à une AT et à l'évaluation sont décrits plus en détail aux appendices C, D, E, F et G de l'annexe A.
- (c) **Formulaire et contenu de l'ébauche de l'autorisation de tâches :**
 - (i) Le responsable du projet fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du Formulaire d'autorisation des tâches de l'appendice D de l'annexe A.
 - (ii) La version provisoire de l'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits livrables et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. Elle comprendra également la base et le mode de paiement applicables, comme le précise le contrat.
 - (iii) La version provisoire de l'AT doit également contenir les renseignements suivants, s'il y a lieu :
 - (A) le numéro de tâche;
 - (B) la date avant laquelle la réponse de l'entrepreneur doit être reçue (cette date figurera sur le projet d'AT, mais non sur l'AT attribuée);
 - (C) tout code financier à utiliser;
 - (D) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (E) une description des travaux associés à la tâche, portant sur les activités à réaliser ou indiquant les produits livrables (rapports, par exemple);
 - (F) les dates de commencement et d'achèvement;
 - (G) dates clés des produits livrables et des paiements, le cas échéant);
 - (H) le nombre de jours-personnes requis;
 - (I) une note à savoir si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit;
 - (J) le profil linguistique des ressources requises;
 - (K) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les ressources;
 - (L) prix payable à l'entrepreneur pour l'exécution de la tâche, en indiquant s'il s'agit d'un prix ferme ou du prix maximum pour l'AT (et, pour les autorisations de tâche au prix maximum, l'AT doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'AT n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, pour les heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés pour justifier les frais);
 - (M) toute autre contrainte qui pourrait avoir des répercussions sur l'exécution de la tâche.
- (d) **Réponse de l'entrepreneur à une ébauche d'autorisation de tâches** : L'entrepreneur doit fournir au responsable du projet, dans les cinq (5) jours ouvrables de la réception de l'ébauche d'AT (ou tout autre délai plus long précisé dans l'ébauche d'AT), le coût total proposé pour l'exécution de la tâche et la ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat. La proposition de prix de l'entrepreneur doit être établie selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'autorisation de tâches.
- (e) **Pouvoirs relatifs aux autorisations de tâches en vue de l'émission valable des autorisations de tâches** :
- Pour être attribuée de façon officielle, une AT doit porter les signatures suivantes :
- (A) le responsable du projet;
 - (B) un représentant de _____;
 - (C) l'autorité contractante.
- Toute AT qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux effectués par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une AT valide seront effectués à ses propres risques. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une AT qui ne porte pas les signatures requises. Au moyen d'un avis écrit envoyé à l'entrepreneur, l'autorité contractante peut suspendre en tout temps le pouvoir du client d'attribuer des AT, ou réduire la valeur indiquée au sous-alinéa (A) ci-dessus. L'avis de suspension ou de réduction prend effet dès la réception.
- (f) **Rapports d'utilisation périodique** :

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (i) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches valides émise dans le cadre du contrat. L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données requises ne sont pas disponibles, l'entrepreneur doit en indiquer la raison. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention " NÉANT ". Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante. De temps à autre, l'autorité contractante peut aussi demander un rapport provisoire pendant une période de référence.

- (ii) Voici la répartition des trimestres :

- (A) Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
- (B) 2e trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- (C) 3e trimestre : Du 1^{er} octobre au 31 décembre;
- (D) 4^e trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être transmises à l'autorité contractante au plus tard dix jours civils après la période visée par le rapport.

- (iii) Chaque rapport doit contenir les renseignements suivants pour chaque autorisation de tâches valide attribuée (dans leur version modifiée) :

- (A) le numéro de l'AT et le numéro de la version modifiée, le cas échéant;
- (B) le nom, ou une brève description, de chaque autorisation de tâche;
- (C) le nom et la catégorie de ressources de chaque ressource participant à l'exécution de l'autorisation de tâches, le cas échéant;
- (D) le coût total estimatif indiqué dans l'autorisation de tâche valide de chaque tâche, taxes applicables en sus;
- (E) le montant total dépensé jusqu'à présent, taxes applicables en sus, pour chaque tâche autorisée;
- (F) les dates de début et de fin de chaque tâche autorisée;
- (G) l'état d'avancement de chaque tâche autorisée, s'il y a lieu (p. ex. indiquer si les travaux sont en cours ou si le Canada a annulé ou a suspendu l'AT).

- (iv) Chaque rapport doit également contenir les renseignements cumulatifs suivants pour chaque AT valide attribuée (dans leur version modifiée) :

- (A) le montant (taxes applicables en sus) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT approuvées;
- (B) le montant total (taxes applicables en sus) dépensé jusqu'à présent pour chaque tâche attribuée de façon officielle.

- (g) **Ressources préapprouvées :**

Les ressources désignées dans le contrat doivent demeurer disponibles selon le nombre indiqué pendant la durée du contrat. Il n'y a pas de limite au nombre de ressources que

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

l'entrepreneur peut présenter aux fins d'évaluation, et il peut le faire en tout temps. Toutefois, la présentation de remplaçants n'élimine pas l'obligation pour l'entrepreneur de fournir, pour une tâche donnée, les ressources qu'il a convenu de fournir au Canada en réponse à une AT valide ou conformément à toute autre condition prévue dans le contrat.

- (h) **Regroupement des autorisations de tâches pour des raisons administratives** : Le contrat peut être modifié à l'occasion afin de tenir compte de l'ensemble des autorisations de tâches valides émises à ce jour et de consigner les travaux réalisés dans le cadre de ces autorisations de tâches à des fins administratives.

7.4 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions du contrat désignées par un numéro, une date et un titre sont tirées du [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(a) **Conditions générales :**

- (i) Les conditions 2035 (2018-06-21), Conditions générales – Besoins plus complexes de services, s'applique au contrat et en font partie intégrante.

(b) **Conditions générales supplémentaires :**

Les conditions générales supplémentaires suivantes :

- (i) 4001 (2015-04-01), Conditions générales supplémentaires — Achat, location et maintenance de matériel;
- (ii) 4002 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
- (iii) 4003 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Logiciels sous licence;
- (iv) 4004 (2013-04-25), Conditions générales supplémentaires – Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;
- (v) 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
- (vi) 4008 (2008-12-12), Conditions générales supplémentaires – Renseignements personnels;

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.5 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité suivantes s'appliquent au contrat et en font partie intégrante :

1. Le contractant ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau PROTÉGÉ B, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de **Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)**.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une COTE DE FIABILITÉ valide, délivrée ou approuvée par la DSIC/TPSGC.
3. L'entrepreneur NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements de niveau PROTÉGÉ tant que la DSIC de TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été émise, ces tâches pourront être exécutées au niveau PROTÉGÉ B (ainsi qu'au moyen d'un lien électronique de niveau protégé B).
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité ne doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
5. L'entrepreneur doit respecter les dispositions :
 - a) Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et guide de sécurité (s'il y a lieu) joints à l'annexe C;
 - b) Manuel de la sécurité industrielle (plus récente version).

7.5.1 Site ou locaux de l'entrepreneur nécessitant des mesures de protection

L'entrepreneur doit diligemment tenir à jour les renseignements relatifs à ses installations et celles des personnes proposées pour lesquelles des mesures de sauvegarde sont nécessaires à la réalisation des travaux, pour les adresses suivantes :

Numéro d'immeuble, nom de la rue, numéro d'unité, de bureau ou d'appartement
Ville, province, territoire ou État
Code postal
Pays

L'agent de sécurité d'entreprise (ASE) doit s'assurer, par l'entremise du Programme de sécurité industrielle (PSI), que le soumissionnaire et les personnes proposées sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

7.5.2 Protection et sécurité des données stockées dans des bases de données

1. L'entrepreneur doit veiller à ce que toutes les bases de données contenant les renseignements liés aux travaux se trouvent au Canada.
2. L'entrepreneur doit contrôler l'accès à toutes les bases de données dans lesquelles sont stockées des données liées au contrat, afin que seules les personnes qui ont la cote de sécurité appropriée puissent avoir accès à la base de données, soit au moyen d'un mot de passe ou d'un autre moyen d'accès (comme des mesures de contrôle biométrique).
4. L'entrepreneur doit s'assurer que toutes les bases de données dans lesquelles sont stockées des données liées au contrat ne sont pas reliées physiquement ou logiquement à toutes les autres bases de données (c'est-à-dire qu'il n'y a aucune connexion directe ou indirecte), sauf si les bases de données en question sont situées au Canada.
5. L'entrepreneur doit veiller à ce que toutes les données liées au contrat soient traitées au Canada uniquement.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

6. L'entrepreneur doit veiller à que le trafic dans le réseau national (c'est-à-dire le trafic partant d'une partie du Canada vers une destination située dans une autre partie du Canada) s'effectue exclusivement au Canada.
7. Malgré tout article des conditions générales relatif à la sous-traitance, l'entrepreneur ne peut confier à un sous-traitant (y compris à une société affiliée) aucune fonction qui permet d'accéder aux données du contrat sans le consentement écrit préalable de l'autorité contractante.

7.6 Durée du contrat

- (a) **Durée du contrat** : La « **durée du contrat** » correspond à toute la période pendant laquelle l'entrepreneur est obligé d'effectuer les travaux. Elle comprend :
 - (i) La « **durée du contrat initial** », qui débute à la date d'attribution du contrat et qui prend fin deux (2) ans plus tard.
 - (ii) La période de prolongation de ce contrat, si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.
- (b) **Option de prolongation du contrat** :
 - (i) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus une période supplémentaire d'une année, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la durée prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement.
 - (ii) Le Canada peut exercer cette option à tout moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 60 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option, qui ne pourra être exercée que par l'autorité contractante, sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.7 Responsables

(a) **Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Kenneth Smith
 Titre : Chef de l'équipe d'approvisionnement, TPSGC
 Direction générale des approvisionnements
 Direction : SGAST
 Adresse : 10, rue Wellington
 Gatineau (Québec) K1A 0S5
 Téléphone : 613-408-0246
 Courriel : kenneth.smith@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et doit autoriser toute modification par écrit. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ni de travaux qui n'y sont pas prévus en réponse à des demandes ou à des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(b) **Chargé de projet**

Le chargé de projet pour le contrat est le suivant :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(c) **Représentant de l'entrepreneur**

(Remplir ou supprimer, selon le cas.)

7.8 Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique, l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels dans les rapports de divulgation proactive des marchés, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.9 Paiement

(a) **Base de paiement**

- (i) **Solution mobile pour les enquêtes de sécurité** : Pour la location de l'équipement, des logiciels et du matériel décrits dans le contrat qui sont interconnectés avec la solution mobile complète pour les enquêtes de sécurité en vertu du contrat, ou qui interagissent autrement pour livrer celle-ci, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme indiqué à l'annexe B, y compris tous les droits de douane, taxes applicables en sus.
- (ii) **Achat de numériseurs mobiles d'empreintes digitales** : Pour la fourniture de l'équipement, des logiciels et du matériel décrits dans le contrat qui sont interconnectés avec l'équipement livré en vertu du contrat, ou qui interagissent autrement avec celui-ci, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme indiqué à l'annexe B, y compris tous les droits de douane, taxes applicables en sus.
- (iii) **Coûts des opérations d'enquête de sécurité effectuée** : Pour effectuer les opérations d'enquête de sécurité effectuée, qui comprennent la transmission à la GRC et le processus d'enquête automatique : vérification de casier judiciaire (VCJ) de la GRC, traitement des courriels et traitement de la vérification du crédit (y compris les frais du fournisseur de crédit) en vertu du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme énoncé à l'annexe B, y compris tous les droits de douane, taxes applicables en sus.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (iv) **Maintenance et soutien des logiciels sous licence :** Pour l'obtention de la licence lui permettant d'utiliser le logiciel sous licence (comprenant la livraison, l'installation, l'intégration, la configuration et la documentation du logiciel sous licence), conformément au contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme établi à l'annexe B, à l'avance, droits de douane compris, taxes applicables en sus. Les prix fermes comprennent la garantie pendant la période de garantie du logiciel ainsi que la maintenance et le soutien pendant la période de soutien du logiciel (y compris pour toute licence supplémentaire achetée pendant la durée du contrat).
- (v) **Licences de logiciels supplémentaires optionnelles :** Pour des licences supplémentaires en vue de l'utilisation du logiciel sous licence par des clients supplémentaires, si le Canada décide de se prévaloir de cette option, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme [*par appareil*] établi à l'annexe B, droits de douane compris, taxes applicables en sus.
- (vi) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches avec un prix maximum :** Pour les services professionnels demandés par le Canada, conformément à une autorisation de tâches attribuée de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur, de façon rétroactive, jusqu'à concurrence du prix maximum pour l'autorisation de tâches, les heures réellement travaillées ainsi que tout produit livrable subséquent aux taux quotidiens fermes tout compris indiqués dans l'annexe B, Base de paiement, taxes applicables en sus.
- (vii) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâche à un prix ferme :** Pour les services professionnels demandés par le Canada, conformément à une autorisation de tâches attribuée de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme établi dans l'autorisation de tâches (selon les taux quotidiens fermes tout compris indiqués dans l'annexe B), taxes applicables en sus.
- (viii) **Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte :** L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais de déplacement et de subsistance autorisés qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit ou les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisés aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ». Tout déplacement doit être approuvé au préalable par le chargé de projet. Tout paiement peut faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.
- (ix) **Processus concurrentiel :** L'entrepreneur reconnaît que le contrat a été attribué à la suite d'un processus concurrentiel. Aucuns frais supplémentaires ne seront payés à l'entrepreneur pour compenser les erreurs, les omissions, les mauvaises interprétations et les sous-évaluations faites dans le cadre du dépôt de sa soumission.
- (x) **Taux des services professionnels :** D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposent parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refusent de respecter par la suite parce que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer leurs frais ou de rentabiliser leurs activités. Cela annule alors les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu'il propose plutôt de présenter quelqu'un d'une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits en vertu des Conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) de TPSGC en vigueur. Ces mesures peuvent

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

comprendre une évaluation de laquelle peut découler l'imposition à l'entrepreneur de conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète de l'entrepreneur l'empêchant de soumissionner à l'avenir.

- (xi) **Objet des estimations** : Toutes les estimations reproduites dans le contrat le sont uniquement pour répondre aux besoins administratifs du Canada et ne constituent pas des engagements de sa part pour ce qui est de l'acquisition de ces biens ou de ces services selon les quantités indiquées. Les engagements relatifs à l'acquisition d'une quantité ou d'une valeur précise de biens ou de services sont décrits ailleurs dans le contrat.

(b) Limite des dépenses

- (i) Dans le cadre du contrat, la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur ne doit pas dépasser la somme indiquée à la première page du contrat, moins les taxes applicables, selon le cas. En ce qui concerne le montant inscrit à la première page du contrat, les droits de douane et les taxes applicables sont inclus. L'engagement d'acquiescer une quantité ou une valeur précise de biens ou de services est décrit ailleurs dans le contrat.
- (ii) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada, à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer par écrit l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
- (A) lorsque 75 % de la somme est engagée.
- (B) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat; ou
- (C) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux.

Selon la première de ces éventualités.

- (iii) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

(c) Mode de paiement – Paiements multiples

- (i) H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

(d) Mode de paiement – Paiement mensuel

- (i) H1008C (2008-05-12), Paiement mensuel

(e) Mode de paiement – Paiements d'étape

- (i) Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes figurant dans le contrat et aux dispositions de paiement du contrat si :

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- a. une demande de paiement exacte et complète est présentée au moyen du formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#), Demande de paiement progressif, et que tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- b. toutes les attestations mentionnées dans le formulaire [PWGSC-TPSGC 1111](#) ont été signées par les représentants autorisés;
- c. tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout produit livrable exigé ont été terminés et acceptés par le Canada.

(f) **Mode de paiement pour les autorisations de tâches avec prix plafond :** Pour chaque autorisation de tâches à prix maximal valide émise en vertu du contrat :

- (i) Le Canada paiera l'entrepreneur une fois par mois uniquement, conformément à la base de paiement. L'entrepreneur doit présenter des feuilles de présence pour chaque ressource, indiquant le nombre de jours et d'heures de travail effectués, pour justifier les montants réclamés sur la facture.
- (ii) Une fois que le Canada aura payé le prix maximum pour l'autorisation de tâche, il n'aura plus à verser d'autres montants, mais l'entrepreneur devra achever les travaux décrits dans l'autorisation de tâche et correspondant au prix maximum de l'autorisation de tâche. Si les travaux décrits dans l'autorisation de tâche sont terminés plus tôt que prévu, et que leur coût (en fonction de la durée des travaux confirmée par les feuilles de présence) selon les taux établis dans le contrat est inférieur au prix maximum de l'autorisation de tâche, le Canada ne sera tenu de payer que le temps consacré à la réalisation des travaux liés à l'autorisation de tâches.

(g) **Mode de paiement à l'achèvement des travaux pour les autorisations de tâches à prix ferme ou à paiement forfaitaire :** Le Canada paiera l'entrepreneur à l'achèvement et à la livraison des travaux visés par l'autorisation de tâches attribuée de façon officielle, conformément aux modalités de paiement prévues au contrat, si :

- (i) Une facture exacte et complète et tous les autres documents requis en vertu du contrat ont été présentés conformément aux directives de facturation énoncées dans le contrat;
- (ii) Tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (iii) Les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

(h) **Clauses du CCUA**

- (i) A9117C (2007-11-30), T1204 – demande directe du ministère client
- (ii) C2000C (2007-11-30), Taxes – entrepreneur établi à l'étranger

(i) **Crédits de paiement**

- (i) **Retard de livraison :** Si l'entrepreneur omet de livrer les marchandises ou d'exécuter les services dans le délai précisé dans le contrat, l'entrepreneur doit verser au Canada un crédit de 5 000,00 \$ pour chaque jour civil de retard jusqu'à concurrence de 10 jours

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

au maximum, le montant total des dommages-intérêts ne devant pas dépasser 10 % du prix contractuel.

- (ii) **Crédits versés pour non-respect du niveau de disponibilité minimal :** Si l'équipement n'atteint pas la disponibilité minimale au cours d'un mois donné, le Canada obtiendra le crédit correspondant au montant suivant :
 - (A) pour chaque 0,1 % sous le niveau de disponibilité minimal pour un mois donné, l'entrepreneur doit offrir au Canada un crédit au montant de 1 % des *frais de transaction mensuels* jusqu'à concurrence de 10 % de ce montant. Par exemple, si le niveau de disponibilité réelle était équivalent à *[98 % moins 0,2 %]*, alors un crédit équivalent à 2 % des *frais de transaction mensuels* s'appliquera.
- (iii) **Mesures correctives :** Si, conformément à cet article, les crédits sont applicables durant deux (2) mois consécutifs ou durant trois (3) mois sur une période de douze (12) mois, l'entrepreneur doit présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour soumettre le plan d'action au client et à l'autorité contractante et vingt (20) jours ouvrables pour corriger le problème sous-jacent.
- (iv) **Résiliation pour non-respect du niveau de disponibilité minimal :** En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut, conformément aux conditions générales, résilier le contrat pour manquement en donnant à l'entrepreneur un avis écrit de trois (3) mois lui faisant part de son intention, si :
 - (A) le montant total de crédits pour un cycle de facturation mensuelle donné a atteint 10 % de la facture mensuelle;
 - (B) les mesures correctives présentées par l'entrepreneur n'ont pas été prises.

La résiliation du contrat entrera en vigueur à la fin de la période de trois mois, sauf si le Canada détermine que l'entrepreneur a mis en œuvre les mesures correctives de façon satisfaisante pendant cette période.
- (v) **Crédits applicables durant toute la durée du contrat :** Les parties conviennent que les crédits seront appliqués tout au long du contrat, y compris durant la mise en œuvre.
- (vi) **Crédits en dommages-intérêts convenus :** Les parties conviennent que les crédits constituent des dommages-intérêts convenus et qu'ils représentent la meilleure estimation de la perte qu'essuie le Canada en cas de manquement par l'entrepreneur. Les crédits ne visent pas à constituer une pénalité et ne doivent pas être considérés comme constituant une pénalité.
- (vii) **Droit du Canada d'obtenir paiement :** Les parties conviennent que les crédits constituent une dette déterminée. Afin d'obtenir le paiement des crédits, le Canada est autorisé en tout temps à retenir, à recouvrer ou à déduire tout montant dû et impayé de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada de temps à autre.
- (viii) **Droits et recours du Canada illimités :** Les parties sont convenues qu'aucun élément de la présente clause ne limite les droits ou recours du Canada en vertu du présent contrat (y compris son droit à résilier celui-ci pour faute) ou, d'une manière générale, selon la loi.
- (ix) **Droits de vérification :** Dans le cadre du contrat, le calcul des crédits par l'entrepreneur pourra faire l'objet d'une vérification par le gouvernement, à la seule discrétion de l'autorité contractante, avant ou après le paiement à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit coopérer entièrement avec le Canada au cours de la réalisation de toute vérification en

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

permettant au Canada d'accéder à tous les documents et les systèmes que le Canada juge nécessaires pour s'assurer que tous les crédits ont été correctement imputés au Canada dans les factures de l'entrepreneur. Si une vérification démontre que des factures passées contiennent des erreurs de calcul des crédits, l'entrepreneur doit payer au Canada le montant, tel que déterminé par la vérification, qui aurait dû être crédité au Canada, additionné des intérêts, à compter de la date à laquelle le Canada a versé le paiement excédentaire jusqu'à la date du remboursement (le taux d'intérêt correspond au taux officiel d'escompte par année de la Banque du Canada en vigueur à la date à laquelle le crédit était d'abord dû au Canada, plus 1,25 % par année). Si, à la suite de la réalisation d'une vérification, le Canada détermine que les documents ou les systèmes de l'entrepreneur servant à déterminer, calculer ou enregistrer les crédits ne sont pas adéquats, l'entrepreneur doit mettre en œuvre toutes les mesures supplémentaires exigées par l'autorité contractante.

7.10 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit présenter des factures conformément aux renseignements exigés dans les conditions générales.
 - (b) La facture de l'entrepreneur doit prévoir un article distinct pour chaque sous-alinéa de la disposition Méthode de paiement.
 - (c) En soumettant ses factures, l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes à la disposition Méthode de paiement du contrat, notamment les frais des travaux exécutés par des sous-traitants.
 - (d) L'entrepreneur doit fournir au chargé de projet l'original de chaque facture. Une copie de la facture doit être transmise à l'autorité contractante.
1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant l'achèvement de tous les travaux indiqués sur la facture.

Chaque facture doit, s'il y a lieu, être appuyée par :

- a. une copie des feuilles de présence pour corroborer le temps de travail réclamé;
 - b. une copie du document de sortie et de tout autre document, comme précisé dans le contrat;
 - c. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance;
 - d. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui suit pour attestation et paiement.

(insérer le nom de l'organisation)
 (insérer l'adresse de l'organisation)

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- b. Une (1) copie doit être envoyée à l'autorité contractante identifiée à l'article intitulé « Responsables » du contrat.

7.11 Attestations

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

7.12 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que, lorsqu'il conclut une entente pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, cette entente doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cette entente devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux. L'imposition d'une telle sanction par EDSC peut entraîner l'annulation du contrat.

7.13 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre ces parties seront déterminées par ces lois.

7.14 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (a) les articles du présent accord, y compris les clauses du guide des CCUA qui y sont intégrées par renvoi;
- (b) les conditions générales supplémentaires, dans l'ordre suivant :
 - (i) 4001 (2015-04-01), Achat, location et maintenance de matériel;
 - (ii) 4002 (2010-08-16), Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
 - (iii) 4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence;
 - (iv) 4004 (2013-04-25), Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;
 - (v) 4006 (2010-08-16), L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;
 - (vi) 4008 (2008-12-12), Renseignements personnels;
- (c) les conditions générales 2035 (2018-06-21);
- (d) l'annexe A – Énoncé des travaux;
- (e) l'annexe B – Base de paiement;

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (f) l'annexe C – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (g) les autorisations de tâches signées ainsi que les attestations nécessaires;
- (h) la proposition de l'entrepreneur en date du ____ clarifiée « **ou** » modifiée le ____ à l'exclusion des conditions de licence de l'éditeur de logiciels pouvant faire partie de la soumission, de toute disposition ayant trait à la limitation de la responsabilité, et de toute modalité incorporée par renvoi (ou par le biais d'un hyperlien) dans la soumission.

7.15 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- (a) Guide des CCUA, clause A2000C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

- (a) Guide des CCUA, clause A2001C (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.17 Exigences en matière d'assurances

- (a) Guide des CCUA, clause G1005C (2016-01-28), Exigences en matière d'assurance

7.18 Entrepreneur – Coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est ____ et que cette dernière est constituée des membres suivants :
- (b) En ce qui a trait aux rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
 - (i) _____ a été désigné « représentant » de la coentreprise et a le pouvoir d'agir en tant que mandataire de chaque membre relativement à tous les aspects du contrat;
 - (ii) tout avis envoyé par le Canada au représentant sera considéré comme un avis envoyé à tous les membres de la coentreprise;
 - (iii) toutes les sommes versées par le Canada au membre représentant en vertu du contrat seront réputées l'avoir été à tous les membres de la coentreprise.
- (c) Les membres de la coentreprise acceptent que le Canada puisse, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de différend entre les membres lorsqu'il est d'avis que ce différend nuit à l'exécution des travaux, et ce, de quelque façon que ce soit.
- (d) Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution de l'ensemble du contrat.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification de la composition de la coentreprise (c'est-à-dire le changement du nombre de membres ou le remplacement d'un membre par une autre personne morale) constitue une cession et est assujettie aux dispositions des Conditions générales.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (f) L'entrepreneur reconnaît que, le cas échéant, toutes les exigences du marché en matière de sécurité et de marchandises contrôlées s'appliquent également à chaque membre de la coentreprise.

7.19 Matériel

- (a) En ce qui concerne les dispositions des conditions générales supplémentaires 4001 :

La Partie III du document 4001 s'applique au contrat (Conditions supplémentaires : achat).	[Oui]
La Partie IV du document 4001 s'applique au contrat (Conditions supplémentaires : location).	[Oui]
La Partie V (Conditions supplémentaires : maintenance) s'applique.	[Oui]
Lieu de livraison	Statistique Canada 170, promenade du pré Tunney Ottawa, Ontario K1A 0T6
Date de livraison	Que le Canada décide d'acheter ou de louer le matériel, la date de livraison doit être : a) Livraison de 50 numériseurs mobiles d'empreintes digitales FAP certifiés par la GRC – dans les 30 jours qui suivent l'attribution du contrat. b) Environ 500 numériseurs mobiles d'empreintes digitales FAP certifiés par la GRC – 5 août 2020.
L'entrepreneur doit livrer la documentation relative au matériel.	[Oui]
L'entrepreneur doit mettre à jour la documentation relative au matériel pendant la durée du marché.	[Oui]
L'entrepreneur doit mettre à jour la documentation relative au matériel pendant la durée du marché.	[Non]
Format et support de livraison de la documentation relative au matériel	Version papier et électronique.
Exigences de livraison particulières	[Non]

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

L'entrepreneur doit installer le matériel au moment de la livraison.	[Non]
L'entrepreneur doit intégrer et configurer le matériel au moment de l'installation.	[Oui] Compris dans le prix unitaire du matériel.
Le matériel fait partie d'un système.	[Oui]
Niveau de disponibilité minimum pour le matériel	98 % Malgré le document 4001, Section 1, « heure d'utilisation » signifie de 7 h à 22 h à l'échelle nationale.
Période de location	Si le Canada choisit de louer le matériel, la période de location commence à la date d'acceptation du matériel et se termine à la fin de la durée du contrat initial.
Option de prolongation de la période de location	L'entrepreneur donne irrévocablement l'option au Canada de prolonger la location d'un an. Ces options ne peuvent être autorisées que par l'autorité contractante par avis écrit, preuve à l'appui à des fins administratives seulement, et par modification de contrat.
Catégories de services de maintenance	Service de maintenance avec retour à l'atelier.
Principale période de maintenance (PPM)	<i>De 8 h à 22 h, heure locale, les jours de la semaine (à l'exception des jours fériés) lorsque le matériel est utilisé.</i>
Responsabilité de la première partie	[Remarque à l'intention des soumissionnaires : À remplir en fonction des renseignements fournis par l'entrepreneur au moment de l'attribution du contrat. On demande aux soumissionnaires d'indiquer ces renseignements dans leur soumission.]
Site Web pour le service de maintenance	[Remarque à l'intention des soumissionnaires : À remplir en fonction des renseignements fournis par l'entrepreneur au moment de l'attribution du contrat. On demande aux soumissionnaires d'indiquer ces renseignements dans leur soumission.]

7.20 Option d'achat – Matériel loué

Option d'achat : L'entrepreneur accorde au Canada l'option d'acheter une partie ou la totalité des produits loués en tout temps pendant la période de location. Dans un tel cas, 25 pour cent du prix de location payé lui sera crédité au moment de l'achat, jusqu'à un maximum de 75 pour cent du prix d'achat unitaire indiqué ci-dessous pour le produit concerné.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Le Canada pourra se prévaloir de cette option n'importe quand, en adressant à l'entrepreneur un avis écrit au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. Seule l'autorité contractante peut exercer l'option, qui sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

Prix d'achat unitaire : Article _____ \$

7.21 Élargissement de la gamme de produits existants

(a) Pendant la durée du contrat, si des améliorations technologiques ont été apportées aux produits pouvant être achetés dans le cadre de ce contrat, l'entrepreneur peut proposer de nouveaux produits qui sont un prolongement d'une gamme de produits existante ou qui représentent la « prochaine génération » d'une gamme de produits existante, à condition que ce produit soit égal ou supérieur au produit existant dans le cadre du contrat et que son prix ne dépasse pas :

- (i) le prix ferme (ou prix plafond, s'il y a lieu) du produit offert au départ dans la soumission de l'entrepreneur qui a donné lieu à l'attribution du contrat plus 5 %;
- (ii) la liste actuelle des prix publiés du produit de remplacement, moins tout rabais applicable au gouvernement;
- (iii) le prix du produit de remplacement sur le marché.

Selon le plus bas prix.

- (b) Le nouveau produit proposé peut faire l'objet d'une étude comparative, et toutes les dépenses liées à cette étude (p. ex., le transport, coût de l'étude, etc.) seront aux frais de l'entrepreneur.
- (c) L'acceptation ou le rejet du nouveau produit est à l'entière discrétion du Canada. Si le Canada refuse le nouveau produit proposé, l'entrepreneur a l'obligation de continuer à livrer le produit de départ. Si accepté, l'ajout du nouveau produit sera consigné pour répondre aux besoins administratifs du Canada en apportant une modification au contrat pour y ajouter le nouveau produit.
- (d) Aucun nouveau produit ne pourra être ajouté au marché jusqu'à ce qu'une année se soit écoulée à partir de l'attribution du marché.

7.22 Logiciel sous licence

- (a) En ce qui concerne les dispositions des conditions générales supplémentaires 4003 :

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Logiciel sous licence	Le logiciel sous licence, défini dans le document 4003, comprend tous les produits offerts par l'entrepreneur dans sa soumission ainsi que tout autre code de logiciel requis pour que ces produits fonctionnent conformément à la documentation du logiciel et aux spécifications, y compris, entre autres, les produits suivants : [Cette information sera insérée à la date d'attribution du contrat à partir de l'information contenue dans la soumission de l'entrepreneur.]
Type de licence octroyée	Licence d'appareil
Nombre de licences d'appareil	50 dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat, et environ 500 appareils supplémentaires le 5 août 2020.
Options d'achat ou de location de licences d'appareils supplémentaires	L'entrepreneur accorde au Canada une option irrévocable lui permettant d'acheter ou de louer des licences pour des appareils supplémentaires au prix énoncé à l'annexe B selon les mêmes modalités que celles stipulées pour les licences de l'appareil accordées dans le cadre du contrat initial. Cette option peut être exercée en tout temps pendant la période du contrat, aussi souvent que le Canada le désire. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante au moyen d'un avis écrit et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification du contrat.
Langue du logiciel sous licence	Le logiciel sous licence doit être fourni en anglais.
Lieu de livraison	Conformément aux points 4.1.2.6 et 4.2.10 de l'annexe A, la solution logicielle complète doit être installée avant la livraison.
Support sur lequel le logiciel sous licence doit être livré	Téléchargement sur Internet à partir d'une connexion sécurisée.
Durée de la licence	À partir de la date de livraison jusqu'à la fin de la durée du contrat.

- (b) **Maintenance continue du code logiciel :** L'entrepreneur doit continuer d'assurer la maintenance du logiciel sous licence (c.-à-d. de la version ou construction faisant l'objet des licences accordées au départ en vertu du contrat) en tant que produit du commerce (c.-à-d. que l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciel doit continuer à développer les codes du logiciel sous licence afin d'en maintenir et d'en améliorer la fonctionnalité et de corriger les erreurs logiques) pendant au moins deux (2) ans après la date d'attribution du contrat. Si, après cette période, l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciel décide de cesser d'assurer la maintenance de la version ou de la construction installée du logiciel sous licence et d'offrir plutôt des mises à niveau de ce logiciel dans le cadre des services de soutien, il doit aviser par écrit le Canada au moins douze (12) mois avant de cesser d'assurer cette maintenance.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

7.23 Maintenance et soutien des logiciels sous licence

(a) Conformément aux dispositions des Conditions générales supplémentaires 4004 :

Période de soutien des logiciels	La période de soutien des logiciels correspond à la période du contrat.
Période de soutien du logiciel si des licences supplémentaires sont ajoutées pendant la période du contrat	Lorsque des licences supplémentaires sont achetées conformément au contrat, la période de soutien du logiciel en cours s'appliquera, de telle sorte qu'elle finira à la même date pour toutes les licences bénéficiant d'un soutien en vertu du contrat.
Heures pour la prestation des services de soutien	Le personnel de l'entrepreneur doit être disponible pendant la période de pointe de trois (3) à cinq (5) mois (comme il est indiqué dans les sections 2.3 et 4.1 de l'annexe A) sept (7) jours par semaine entre 7 h 30 et 22 h à l'échelle nationale, à l'exclusion des jours fériés observés par le Canada. En dehors de la période de pointe, les services de soutien doivent être disponibles du lundi au samedi entre 7 h 30 et 22 h à l'échelle nationale, à l'exclusion des jours fériés observés par le Canada. L'entrepreneur doit répondre, pendant la durée du contrat, à tous les appels téléphoniques, ainsi qu'à tous les messages transmis par courriel (par l'entremise d'un agent de service en direct) dans un délai de 60 minutes suivant l'heure de la communication initiale du client ou de l'utilisateur.
L'entrepreneur doit fournir des services de soutien sur place.	[Non]
L'entrepreneur doit installer des corrections d'erreurs du logiciel ainsi que des programmes de maintenance et des mises à niveau.	[Oui]

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Coordonnées pour accéder aux services de soutien de l'entrepreneur	<p>Conformément à l'article 5 des conditions générales supplémentaires 4004, les services de soutien de l'entrepreneur seront accessibles aux coordonnées suivantes :</p> <p>Accès téléphonique sans frais : _____</p> <p>Accès par courriel : _____</p> <p>L'entrepreneur doit répondre à tous les appels téléphoniques, ainsi qu'à tous les messages transmis par télécopieur ou par courriel (par l'entremise d'un agent de service en direct) dans un délai de 60 minutes suivant l'heure de la communication initiale du client ou de l'utilisateur.</p> <p>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : À remplir en fonction des renseignements fournis par l'entrepreneur au moment de l'attribution du contrat. On demande aux soumissionnaires d'indiquer ces renseignements dans leur soumission.]</p>
Site Web	<p>Conformément à l'article 5 des conditions générales supplémentaires 4004, l'entrepreneur doit fournir des services de soutien sur Internet. Pour ce faire, l'entrepreneur doit y inclure, à tout le moins, une foire aux questions et des procédures de diagnostic de logiciels ainsi que des outils d'aide en ligne. Sans égard pour les heures requises de prestation des services de soutien, les utilisateurs du Canada devront pouvoir accéder au site Web de l'entrepreneur 24 heures sur 24, tous les jours de l'année, et ce service devra être disponible 99 % du temps. L'adresse du site Web de l'entrepreneur aux fins du soutien Internet est : _____.</p> <p>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : À remplir en fonction des renseignements fournis par l'entrepreneur au moment de l'attribution du contrat. On demande aux soumissionnaires d'indiquer ces renseignements dans leur soumission.]</p>
Langue des services de soutien	Les services de soutien devront être offerts en français et en anglais, selon le choix de l'utilisateur ayant recours aux services de soutien.

7.24 Formation

Donner de la formation :

L'entrepreneur doit faire ce qui suit, sans frais additionnels pour le Canada :

- i. fournir du matériel de formation et de la documentation, sous réserve de l'approbation de Statistique Canada, dans les deux langues officielles du Canada (français et anglais), pour tous les aspects de la solution mobile pour les enquêtes de sécurité, y compris la solution Web sécurisée, les numériseurs mobiles et tous les logiciels

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

connexes. Tous les documents et la documentation doivent être en format papier et électronique et doivent être tenus à jour pendant toute la durée du contrat;

- ii. fournir un ou plusieurs instructeurs bilingues pour former les membres du personnel de Statistique Canada en ce qui concerne tous les aspects de la solution mobile pour les enquêtes de sécurité, y compris la solution Web sécurisée, les numériseurs mobiles et tous les logiciels connexes, afin qu'ils puissent à leur tour donner une formation sur la solution au personnel sur le terrain et responsable du recrutement. La formation doit être offerte dans les bureaux de Statistique Canada à Ottawa, en Ontario.
- iii. L'entrepreneur doit présenter, au minimum dix (10) jours ouvrables avant le début de la formation, le plan et l'horaire de cours, le matériel de cours, et le nom et les qualifications des instructeurs au chargé de projet aux fins d'approbation.

7.25 Services professionnels – Généralités

- (a) L'entrepreneur doit fournir des services professionnels sur demande, tels qu'ils sont précisés dans le présent contrat.

Toutes les ressources fournies par l'entrepreneur doivent respecter les qualifications décrites dans le contrat (notamment celles relatives à l'expérience, aux titres professionnels, aux études, aux aptitudes linguistiques et aux autorisations de sécurité) et doivent avoir les compétences nécessaires pour offrir les services requis selon les échéances précisées dans le contrat.

- (b) Si l'entrepreneur ne remplit pas ses obligations en vertu du présent article ou ne peut fournir les biens livrables décrits dans le contrat dans les délais prescrits, le Canada peut, indépendamment de toute autre mesure pouvant être prise par le Canada en vertu du contrat ou de la loi, informer l'entrepreneur de la nature de la défaillance et peut exiger que ce dernier fournisse au responsable technique, dans les 10 jours ouvrables, un plan écrit décrivant les mesures que l'entrepreneur entend prendre pour remédier au problème. L'entrepreneur doit préparer le plan et le mettre en œuvre à ses propres frais.
- (c) Supprimer l'article 08 des conditions générales 2035 intitulé « Remplacement de personnes précises » et le remplacer par ce qui suit :

Remplacement de personnes précises

- (i) Si l'entrepreneur ne peut fournir les services d'une personne en particulier désignée dans le contrat pour exécuter les travaux, il doit, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant le départ de la personne en question ou de son défaut d'entamer les travaux (ou si le Canada en a demandé le remplacement, dans les dix [10] jours ouvrables suivant la remise d'un avis à cet effet) fournir à l'autorité contractante ce qui suit :
 - (A) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;
 - (B) les renseignements de sécurité sur le remplaçant proposé exigés par le Canada, le cas échéant.

Les qualifications et l'expérience du remplaçant doivent correspondre à la note obtenue par la ressource originale ou la dépasser.

- (ii) Sous réserve des dispositions relatives au retard justifiable, lorsque le Canada constate qu'une personne désignée dans le contrat pour fournir les services n'a pas été mise à sa disposition ou ne réalise pas les travaux, l'autorité contractante peut choisir :

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (A) de revendiquer les droits du Canada ou d'exercer un recours en vertu du contrat ou de la loi, y compris de résilier le contrat entièrement ou en partie pour manquement, en vertu de l'article intitulé « Manquement de la part de l'entrepreneur »;
- (B) d'évaluer les renseignements fournis à l'alinéa (c) (i) ci-dessus ou, si ces renseignements n'ont pas encore été fournis, d'exiger de l'entrepreneur qu'il propose un remplaçant, qui sera évalué par le chargé de projet. Les compétences et l'expérience du remplaçant doivent correspondre à la note obtenue par la ressource initiale ou la dépasser, et le remplaçant doit être acceptable pour le Canada. Une fois le remplaçant évalué, le Canada pourra l'accepter, exercer les droits décrits à la division (ii) (A) ci-dessus ou encore demander qu'on lui propose un autre remplaçant en vertu du présent paragraphe.

Lorsqu'un retard justifiable s'applique, le Canada peut choisir l'option décrite au point c)(ii)(B) ci-dessus plutôt que de résilier le contrat en vertu de l'article intitulé « Retard justifiable ». La non-disponibilité d'une ressource en raison d'une affectation à un autre contrat ou projet (y compris ceux de l'État) exécuté par l'entrepreneur ou l'une de ses sociétés affiliées ne constitue pas un retard justifiable.

- (iii) L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'une ressource originale ou qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. Dans ce cas, l'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'une ressource cesse d'exécuter les travaux ne relève pas l'entrepreneur de sa responsabilité de satisfaire aux exigences du contrat.
- (iv) Les obligations énoncées dans le présent article s'appliquent en dépit des changements que le Canada pourrait avoir apportés au contexte opérationnel du client.

7.26 Protection des supports électroniques

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour numériser électroniquement tous les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de vérifier qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. Il devra informer le Canada si des médias électroniques utilisés dans le cadre des travaux renferment des virus informatiques ou d'autres codes visant à causer des défauts.
- (b) Si, pendant le transport entre l'établissement de l'entrepreneur et le point de livraison précisé ou pendant qu'ils se trouvaient sous la garde de ce dernier, des renseignements et/ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus, y compris s'ils sont supprimés accidentellement, l'entrepreneur devra les remplacer à ses frais.

7.27 Déclarations et garanties

L'entrepreneur a fait des déclarations à propos de son expérience et de son expertise et des ressources proposées dans sa soumission qui a donné suite à l'attribution du contrat et à l'émission d'AT. L'entrepreneur déclare et certifie que toutes ces déclarations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur ces déclarations pour lui attribuer ce contrat et lui assigner des travaux par l'intermédiaire des AT. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a, et qu'il aura pendant la durée du contrat, ainsi que tout le personnel et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien les travaux conformément aux tâches décrites dans ce contrat et qu'il a (ainsi que le personnel et les sous-traitants) déjà rendu de pareils services à d'autres clients.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

7.28 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les biens, les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas forcément à la disposition de l'entrepreneur. Si l'entrepreneur doit y avoir accès, il doit le signaler au responsable technique. Sauf indication contraire explicite dans le contrat, le Canada n'a pas l'obligation de fournir l'une ou l'autre des ressources précitées à l'entrepreneur. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, le Canada peut exiger un rajustement de la Base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

7.29 Garantie d'exécution

Le contrat stipule que l'entrepreneur doit fournir au Canada une garantie sans condition et irrévocable relativement à l'acquittement de chacune des obligations de l'entrepreneur prévues au contrat. Cette garantie doit prendre la forme établie à l'annexe (à fournir à l'attribution du contrat) et être exécutée sous scellé (si le Canada le demande) au plus tard le . Si l'entrepreneur ne présente pas cette garantie dans un délai de 10 jours ouvrables suivant l'attribution du contrat, le Canada a le droit de résilier le contrat avec l'entrepreneur pour manquement et il n'aura aucune responsabilité à l'égard de l'entrepreneur pour les travaux réalisés avant cette résiliation. Il incombe entièrement à l'entrepreneur d'obtenir et de présenter la garantie dûment signée dans les délais prescrits.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Cet article ne sera ajouté que si le Canada détermine qu'une garantie d'exécution (par exemple d'une société mère) est nécessaire lors de l'évaluation de la capacité financière du soumissionnaire. Le nom du garant sera fourni au moment de l'attribution du contrat.

7.30 Résiliation pour raisons de commodité

À l'égard de l'article 30 de la clause 2035, le paragraphe 4 est remplacé par les paragraphes 4, 5 et 6 suivants :

4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel.
5. Si l'autorité contractante résilie le contrat en totalité et si les articles de l'accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants :
 - a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui lui seront dus en plus des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie de revenu minimum, ou les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation;
 - b) le montant total payable selon la garantie des travaux minimums, moins les montants qui ont été versés à l'entrepreneur et les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation.
6. Sauf dans la mesure prévue dans le présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours et ne pourra donc toucher aucune compensation ou indemnité ni obtenir de dommages-intérêts en cas de perte de profit découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Canada la portion de tout paiement anticipé non liquidée à la date de la résiliation.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

7.31 Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respecte les exigences d'auto-identification suivantes :

- (a) Les représentants de l'entrepreneur qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada (à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada) doivent s'identifier en tant que représentants de l'entrepreneur avant le début de la réunion afin de garantir que chaque participant à la réunion est au courant du fait que ces personnes ne sont pas des employés du gouvernement du Canada.
- (b) Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement et en tout temps identifié comme étant un représentant de l'entrepreneur.
- (c) Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme un mandataire ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriétés ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation.
- (d) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la réception d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et vingt (20) jours ouvrables pour corriger la source du problème.
- (e) En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.

File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003XS
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Annexe A

Solution mobile pour les enquêtes de sécurité

Énoncé des travaux

Statistique Canada
Recensement de 2021



**Statistique
Canada**

**Statistics
Canada**

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.

File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003XS
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Table des matières

1	Objet	4
2	Contexte	4
3	Structure de l'énoncé des travaux.....	5
4	Exigences.....	5
5	Catégories de ressources des services professionnels.....	16
6	Sécurité.....	17
7	Protection de la vie privée.....	18
8	<u>Produits et services facultatifs.....</u>	<u>20</u>
9	Contraintes	21
10	Exigences linguistiques.....	21
11	Emplacement des travaux.....	21
12	Gouvernance	22

1 Objet

- 1.1 Le présent énoncé des travaux (EDT) a pour objet de préciser les exigences associées à la livraison réussie d'une solution permettant de simplifier le processus d'enquête de sécurité visant les travailleurs temporaires nécessaires pour les opérations du Recensement de 2021.

2 Contexte

- 2.1 Statistique Canada (StatCan) est l'organisme du gouvernement qui veille à ce que les Canadiens disposent des renseignements importants sur l'économie, la société et l'environnement du Canada dont ils ont besoin pour assumer efficacement leur rôle de citoyens et de décideurs. Les données du recensement constituent l'une des principales sources de ces renseignements et, en vertu de la législation canadienne, Statistique Canada a le mandat de mener un recensement tous les cinq ans. Le prochain recensement aura lieu en 2021.
- 2.2 Compte tenu de l'entreprise d'envergure que constitue le recensement, Statistique Canada devra embaucher jusqu'à 35 000 personnes de façon temporaire. En raison de la nature délicate des données du recensement, chacun des travailleurs temporaires devra passer une enquête de sécurité en vue d'obtenir une cote de fiabilité du gouvernement du Canada. Voir l'appendice B pour consulter un organigramme décrivant en détail le processus d'enquête de sécurité visant le personnel recruté pour le recensement en vertu de la *Loi sur la statistique*.
- 2.3 Au cours de la deuxième année du contrat, environ 110 000 candidats seront évalués pour déterminer s'ils satisfont aux conditions des emplois liés au recensement. De ce nombre, environ 80 000 seront soumis à des vérifications de crédit et à des vérifications de casier judiciaire (VCJ) à partir d'empreintes digitales au cours d'une période de cinq mois consécutifs, dont environ 65 % dans un délai de trois mois consécutifs. Les candidats seront situés dans des régions urbaines, rurales et éloignées du Canada.
- 2.4 Depuis le dernier recensement, un changement de politique important a été apporté à la Norme sur le filtrage de sécurité du gouvernement du Canada. Les points les plus importants de ce changement sont les suivants :
- 2.4.1 Il faut maintenant vérifier le crédit de chaque candidat. La vérification de crédit est effectuée par l'entremise d'Equifax Canada ou de TransUnion Canada, et le processus est actuellement enclenché au moyen d'une demande manuelle. Les demandes sont transmises électroniquement par Internet et doivent comporter le nom et l'adresse de la personne.

- 2.4.2 Une VCJ à partir d'empreintes digitales doit également être menée pour chaque candidat. Auparavant, la VCJ était fondée sur une vérification à partir du nom, laquelle n'est plus soutenue par la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Les VCJ doivent maintenant être fondées sur les empreintes digitales.
- 2.4.3 À l'heure actuelle, l'exécution d'une enquête de sécurité comprend plusieurs mesures distinctes, qui doivent toutes être effectuées manuellement. Le temps et les efforts requis pour exécuter toutes les enquêtes de sécurité à l'appui du Recensement de 2021 dépassent largement les ressources de Statistique Canada.

3 Structure de l'énoncé des travaux

- 3.1 Les travaux associés à cette exigence comprennent les éléments suivants :
- 3.1.1 Fournir une solution logicielle pour automatiser et gérer le déroulement des opérations nécessaires à la réalisation des enquêtes de sécurité, laquelle sera mise en œuvre à la fin de l'automne 2019;
 - 3.1.2 Fournir, par l'entremise de l'achat ou de la location, environ 550 systèmes Live Scan portatifs neufs et inutilisés certifiés par la GRC comprenant chacun un numériseur d'empreintes digitales mobile FAP (de l'anglais « Fingerprint Acquisition Profile » [profil d'empreintes digitales]) pour utilisation par Statistique Canada pendant les opérations du Recensement de 2021;
 - 3.1.3 Fournir la formation, la documentation et une ligne d'assistance technique dans les deux langues officielles du Canada, soit le français et l'anglais;
 - 3.1.4 Fournir des services de gestion de projet;
 - 3.1.5 Fournir des services de soutien administratif et technique sur demande.
- 3.2 Les services de soutien à fournir seront définis dans des autorisations de tâches (AT) qui préciseront en détail toutes les tâches et tous les produits livrables requis. Voir le modèle de formulaire d'AT à l'appendice D.

4 Exigences

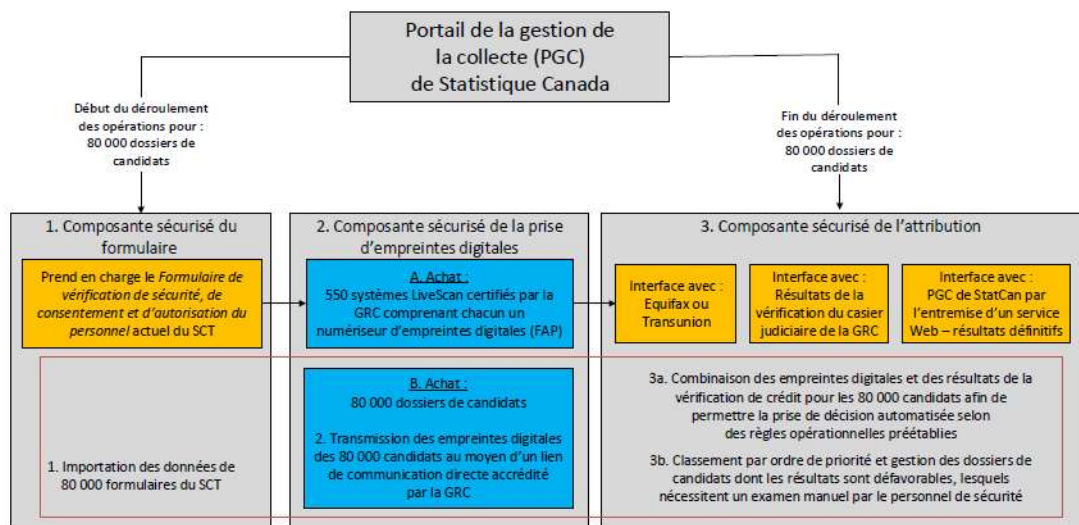
4.1 Description générale des composantes de la solution Web sécurisée

L'entrepreneur doit, au cours de la deuxième année du contrat, soutenir la bonne exécution d'environ 80 000 enquêtes de sécurité au cours d'une période de cinq mois consécutifs (définie comme la période de pointe), dont environ 65 % au cours d'une période de trois mois consécutifs. Ces enquêtes de sécurité porteront sur les candidats ayant présenté leur candidature pour un emploi temporaire à Statistique Canada à l'appui du Recensement de 2021. Dans les délais prescrits décrits dans le tableau des étapes clés de l'appendice A de l'annexe A, l'entrepreneur doit fournir une solution Web sécurisée comprenant les trois composantes ci-dessous. Le terme

« sécurisé » signifie que la solution et chaque composante sont protégées contre les attaques, le vol ou toute autre activité criminelle. Toutes les composantes doivent être livrées dans les deux langues officielles, soit le français et l'anglais.

- 4.1.1 Composante sécurisée du formulaire Web du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT)
- 4.1.2 Composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales
- 4.1.3 Composante sécurisée de la décision

Le diagramme suivant illustre chaque composante de la solution. Le diagramme est suivi d'exigences plus détaillées propres à chaque composante.



4.1.1 Composante sécurisée du formulaire Web du SCT

La composante sécurisée du formulaire Web du SCT doit importer périodiquement (toutes les quelques minutes) les dossiers de candidats disponibles créés par le Portail de gestion de la collecte (PGC) de StatCan. Chaque dossier peut comporter un ou plusieurs enregistrements relatifs au candidat, lesquels indiquent tous le nom et l'adresse de courriel du candidat, de même que l'emplacement et la date et l'heure de l'examen. La composante sécurisée du formulaire Web du SCT doit envoyer, par l'intermédiaire du serveur de courriel de Statistique Canada, un courriel à chaque candidat, lequel doit contenir les paramètres requis aux fins de personnalisation en fonction du nom, de l'emplacement, de la date et de l'heure de l'examen, et de la langue du candidat. Le courriel doit également inclure un lien vers une application Web pour permettre au candidat de remplir (et signé électroniquement) le formulaire SCT330-23, *Formulaire de vérification de sécurité, de consentement et d'autorisation du personnel*, (ou l'équivalent) en ligne. La composante sécurisée

du formulaire Web du SCT doit valider toutes les entrées de données de sorte à assurer la conformité du formulaire SCT330-23 (ou l'équivalent) aux lignes directrices du SCT avant de le soumettre par voie électronique. La composante sécurisée du formulaire Web du SCT doit être disponible au moyen de plusieurs navigateurs de réseau, conformément aux normes d'accessibilité du SCT.

- 4.1.1.1 La composante sécurisée du formulaire Web du SCT doit assurer la conformité du processus d'enquête de sécurité à la Norme sur le filtrage de sécurité du gouvernement du Canada en utilisant le formulaire de vérification de sécurité et de consentement approuvé du SCT le plus récent. De plus amples renseignements sur cette norme sont accessibles à l'adresse indiquée à la section 4.1.1.3 ci-dessous.
- 4.1.1.2 La composante sécurisée du formulaire Web du SCT doit importer les données configurables des candidats à partir d'un fichier externe (dont le format sera indiqué par Statistique Canada après l'attribution du contrat) et utiliser ces données pour générer automatiquement un courriel invitant les candidats à remplir leur formulaire d'autorisation et de consentement en vue de l'enquête de sécurité en cliquant sur le lien vers l'application Web pertinente inclus dans le courriel. L'application Web permettra aux candidats d'entrer leurs données dans le formulaire SCT330-23 (ou l'équivalent).
- 4.1.1.3 La composante sécurisée du formulaire Web du SCT doit créer un dossier pour chaque candidat comprenant tous les renseignements nécessaires à l'exécution d'une enquête de sécurité en vue d'obtenir la cote de fiabilité du gouvernement du Canada. La Norme sur le filtrage de sécurité est accessible en détail à l'adresse suivante : <https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=28115>.
- 4.1.1.4 La composante sécurisée du formulaire Web du SCT doit permettre aux candidats d'entrer leurs renseignements personnels et de donner leur consentement requis pour mener l'enquête de sécurité conformément au formulaire SCT330-23 (ou l'équivalent).
- 4.1.1.5 La composante sécurisée du formulaire Web du SCT doit valider automatiquement les données des candidats afin d'assurer l'intégralité des renseignements obligatoires nécessaires à l'enquête de sécurité, et plus précisément, l'intégralité des renseignements transmis au moyen du formulaire SCT330-23 (ou l'équivalent), et empêcher la soumission de formulaires SCT330-23 (ou l'équivalent) incomplets par les candidats. Lorsqu'il est soumis, le formulaire est intégré au dossier de renseignements du candidat aux fins du processus d'enquête de sécurité.

- 4.1.1.6 La composante sécurisée du formulaire Web du SCT doit permettre la saisie des données d'environ 110 000 dossiers et avoir la capacité de traiter 2 000 formulaires simultanément.
- 4.1.1.7 La composante sécurisée du formulaire Web du SCT doit inclure un service de soutien en ligne comprenant à tout le moins une foire aux questions sur la façon de remplir le formulaire SCT330-23 (ou l'équivalent). Le site Web de l'entrepreneur doit être offert en français et en anglais et être accessible aux utilisateurs du Canada 24 heures sur 24, 365 jours par année, 99 % du temps.

4.1.2 Composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales

La composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales est utilisée par une ressource de StatCan au cours des séances d'examen pour prélever les empreintes digitales des candidats et les transmettre à la GRC au moyen du lien de communication directe de la composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales accrédité par la GRC. La composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales doit consister en un système Live Scan certifié par un fournisseur de la GRC comprenant un numériseur mobile portatif FAP et le logiciel connexe. Elle doit également faire l'objet d'une autorisation de la GRC pour la transmission par voie électronique des empreintes digitales des candidats des régions urbaines, rurales et éloignées du Canada.

- 4.1.2.1 La composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales doit importer les données démographiques des candidats à partir de la composante sécurisée du formulaire Web du SCT une à la fois ou en lot.
- 4.1.2.2 La composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales doit comprendre des numériseurs d'empreintes digitales qui résistent aux traces latentes, c'est-à-dire que le plateau des numériseurs n'a pas à être lavé entre les saisies d'images.
- 4.1.2.3 La composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales doit être dotée d'un lien de communication directe accrédité par la GRC pour la transmission des empreintes digitales par les quelque 550 systèmes Live Scan au centre de liaison directe de l'entrepreneur. Cette exigence est conforme à la politique d'accréditation de la GRC.
- 4.1.2.4 La composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales doit permettre le stockage des empreintes digitales lorsque le réseau n'est pas accessible et la transmission ultérieure des empreintes lorsque le réseau est accessible.

- 4.1.2.5 La composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales doit être approuvée par la GRC pour la transmission électronique sécurisée des empreintes digitales à partir de tout emplacement urbain, rural ou éloigné au Canada. Cela nécessite une évaluation de la menace et des risques approuvée par la Sous-direction de la sécurité ministérielle (SDSM) de la GRC.
- 4.1.2.6 La composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales doit être installée par l'entrepreneur sur environ 550 ordinateurs portatifs fonctionnant sous Windows 10 Professionnel fournis par Statistique Canada.
- 4.1.2.7 La composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales doit fournir, par l'entremise de l'achat ou de la location, environ 550 systèmes Live Scan neufs et inutilisés certifiés par des fournisseurs de la GRC comprenant chacun un numériseur d'empreintes digitales mobile portatif FAP neuf et inutilisé et le logiciel connexe.
- 4.1.2.8 La composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales doit être en mesure de saisir les données d'environ 110 000 dossiers et de transmettre ensuite les données d'environ 80 000 dossiers à la GRC, par l'entremise du lien de communication directe du fournisseur.
- 4.1.2.9 La composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales doit transmettre de nouveau les empreintes digitales lorsque les résultats de la VCJ de la GRC n'ont pas été reçus avec succès (c.-à-d. perdus pendant la transmission) par StatCan, de sorte qu'il ne soit pas nécessaire de prélever les empreintes digitales des candidats de nouveau. Les empreintes digitales numériques doivent être automatiquement supprimées une fois que les résultats de la VCJ ont été reçus par la composante sécurisée de la décision. Toutes les autres empreintes digitales doivent être stockées, puis supprimées manuellement sur instruction de StatCan.

4.1.3 Composante sécurisée de la décision

La composante sécurisée de la décision doit s'interfacer par voie électronique avec le système de la GRC pour la transmission des résultats de la VCJ et avec le système du fournisseur des services de vérification de crédit (Equifax ou TransUnion) pour repérer automatiquement les renseignements défavorables dans les résultats de la VCJ ou de la vérification de crédit. La composante sécurisée de la décision doit transmettre automatiquement et électroniquement les résultats au PGC au moyen d'un service Web.

- 4.1.3.1 La composante sécurisée de la décision doit transmettre les demandes à Equifax Canada ou à TransUnion Canada par voie électronique au moyen d'une interface de système à système pour obtenir le dossier de crédit du

candidat sans qu'il soit nécessaire de saisir de nouveau les renseignements du candidat dans le portail du fournisseur de services de vérification de crédit.

- 4.1.3.2 La composante sécurisée de la décision doit repérer les renseignements défavorables dans les dossiers de crédit en fonction de règles opérationnelles configurables.
- 4.1.3.3 La composante sécurisée de la décision doit générer une version PDF complète et lisible des renseignements de crédit comprenant tous les champs requis conformément aux exigences du Bureau de la sécurité ministérielle (BSM) de Statistique Canada, et la joindre automatiquement au dossier.
- 4.1.3.4 La composante sécurisée de la décision doit s'interfacer avec le système de la GRC pour la transmission des résultats de la VCJ, appairer les résultats avec le dossier pertinent et traiter automatiquement les résultats dans le cadre du processus de prise de décision.
- 4.1.3.5 La composante sécurisée de la décision doit joindre automatiquement les résultats de la VCJ au dossier.
- 4.1.3.6 La composante sécurisée de la décision doit combiner les résultats en un seul dossier pour faciliter la recherche de dossiers et leur classement en ordre de priorité en fonction des besoins d'embauche.
- 4.1.3.7 La composante sécurisée de la décision doit comprendre un système de gestion des documents permettant de joindre et de télécharger des fichiers externes comme les résultats des VCJ, les données brutes des dossiers de crédit, les versions PDF lisibles des dossiers de crédit et les formulaires du SCT.
- 4.1.3.8 La composante sécurisée de la décision doit repérer automatiquement les résultats défavorables de la VCJ ou de la vérification de crédit de tout candidat et en aviser automatiquement Statistique Canada.
- 4.1.3.9 La composante sécurisée de la décision doit appuyer la gestion des résultats défavorables et non défavorables aux fins d'intervention par le BSM de Statistique Canada. Les résultats défavorables devront faire l'objet d'un examen et d'une approbation supplémentaires, tandis que les résultats non défavorables devront être mis à jour automatiquement, en fonction des règles opérationnelles établies par Statistique Canada.
- 4.1.3.10 La composante sécurisée de la décision doit générer des rapports sommaires opérationnels sur les dossiers à chaque étape du processus d'enquête de sécurité, de sorte que Statistique Canada soit en mesure de suivre l'état de chaque dossier et de cerner les goulots d'étranglement de la solution en ligne. À titre d'exemple, les renseignements sur l'état de traitement des dossiers des candidats peuvent inclure :
 - le nombre de dossiers à chaque étape du traitement;
 - la période pendant laquelle chaque dossier se trouve à chaque étape;

- les dossiers qui nécessitent plus de temps que le délai de traitement prévu à une étape donnée.

- 4.1.3.11 La composante sécurisée de la décision doit faire le suivi de l'état de transmission des dossiers d'un bout à l'autre au moyen d'un tableau de bord Web.
- 4.1.3.12 La composante sécurisée de la décision doit s'interfacer avec le PGC de Statistique Canada pour la transmission des résultats de l'enquête de sécurité au moyen d'un service Web (les spécifications seront fournies par StatCan après l'attribution du contrat).
- 4.1.3.13 La composante sécurisée de la décision doit transmettre automatiquement et électroniquement les résultats au PGC au moyen d'un service Web.
- 4.1.3.14 La composante sécurisée de la décision doit fournir les résultats complets de chaque VCJ et de chaque vérification de crédit dans un délai de moins de 10 minutes suivant la transmission des empreintes digitales. Dans le cas d'une demande précise retardée à la source, la solution doit faire le suivi de la transmission et faire état de l'avancement de la transmission à Statistique Canada.
- 4.1.3.15 La composante sécurisée de la décision doit traiter les résultats d'un nombre de VCJ et de vérifications de crédit pouvant aller jusqu'à 5 000 en 24 heures.
- 4.1.3.16 La composante sécurisée de la décision doit générer une décision pour environ 80 000 dossiers. La décision relative à chaque dossier comprend le repérage des résultats défavorables de la VCJ ou de la vérification de crédit.

4.2 Exigences techniques

- 4.2.1 L'entrepreneur doit, en tout temps pendant l'exécution du contrat, maintenir la solution dans un environnement « Protégé B ».
- 4.2.2 L'entrepreneur doit installer la solution de gestion sur les serveurs de Statistique Canada ou en faciliter l'installation (au moyen d'un guide d'installation).
- 4.2.3 La solution doit protéger l'intégrité et la confidentialité des données « Protégé B » en chiffrant les données qui sont stockées et transmises, et doit comprendre plusieurs niveaux de sorte à tirer parti des mesures de protection qui sont déjà en place dans l'infrastructure de StatCan.
- 4.2.4 Toutes les communications entre les interfaces de gestion, les dispositifs et les composantes exigées doivent être chiffrées conformément aux *Conseils sur la configuration sécurisée des protocoles réseau* et aux *Algorithmes cryptographiques pour l'information NON CLASSIFIÉ, PROTÉGÉ A et PROTÉGÉ B* du Centre de la sécurité des télécommunications.

- 4.2.5 La solution doit pouvoir être déployée dans un environnement infonuagique de StatCan ou dans un centre de données de Services partagés Canada (SPC), comme déterminé par StatCan.
- 4.2.6 La solution doit fonctionner dans un environnement d'architecture d'entreprise (principal) approuvé par Statistique Canada et formé des éléments suivants :
- Systèmes d'exploitation (renforcés et sécurisés) :
 - Windows 10 Professionnel;
 - Serveur privilégié : Windows Server 2016;
 - Serveur de gestion de bases de données :
 - Serveur privilégié : SQL Server 2016;
 - Navigateur :
 - Navigateurs privilégiés pour la composante sécurisée du formulaire Web du SCT : Microsoft Internet Explorer, Chrome, Microsoft Edge, Firefox et Safari.
 - Navigateurs privilégiés : Microsoft Internet Explorer, mode Entreprise, Chromium et Microsoft Edge.
- 4.2.7 La solution doit s'interfacer avec les systèmes suivants :
- Système d'identification en temps réel (ITR) de la GRC (pour la transmission des empreintes digitales) conformément à la dernière version du Document de contrôle d'interface (DCI) relatif au système d'ITR de la GRC;
 - Boîte de réception du système d'ITR de StatCan (pour la lecture des résultats des vérifications du casier judiciaire);
 - Système d'Equifax ou de TransUnion pour la vérification de crédit;
 - Portail de gestion de la collecte (PGC) de StatCan;
 - Serveur SMTP pour le transfert du courrier électronique.
- 4.2.8 La solution Web sécurisée doit offrir, intégrer et prendre en charge les fonctionnalités permettant d'effectuer des transferts de fichiers chiffrés entre des hôtes ayant un agent d'ordonnancement sans l'utilisation de logiciels de tiers. Le transfert de fichiers doit également inclure une reprise au point de contrôle et un processus de vérification pour assurer le transfert du fichier dans son intégralité avant de le rendre accessible sur l'hôte de destination pour utilisation dans les applications subséquentes.
- 4.2.9 Exigences en matière de maintenance et de soutien : L'entrepreneur doit fournir des calendriers détaillés de maintenance et de soutien des principales mises à niveau des logiciels, les composantes, les correctifs et les nouvelles versions. La norme de service pour les corrections de bogues et les autres problèmes doit être basée sur les priorités (p. ex. un correctif de sécurité urgent doit être déployé dans les 24 heures). Ces services de maintenance doivent être compris dans les services de garantie et de maintenance prévus par le contrat.

- 4.2.10 L'entrepreneur doit installer et mettre à l'essai la solution Live Scan certifiée par un fournisseur de la GRC sur chacun des quelque 550 ordinateurs portatifs de StatCan.

4.3 Matériel

- 4.3.1 L'entrepreneur doit fournir, par l'entremise de l'achat ou de la location, environ 550 systèmes Live Scan neufs et inutilisés certifiés par la GRC comprenant chacun un numériseur d'empreintes digitales qui est mobile, portatif, neuf et inutilisé que Statistique Canada utilisera pour saisir les empreintes digitales numériques des candidats. Un **appareil mobile** portatif est un appareil informatique suffisamment petit et léger pour tenir et fonctionner dans la paume de la main.

Les numériseurs d'empreintes digitales doivent :

- pouvoir être branchés à un ordinateur portatif fourni par StatCan (cela nécessite au moins un processeur Intel i7, une mémoire SDRAM de 8 Go et un disque SSD de 256 Go) et saisir et stocker (en mode hors ligne) jusqu'à 500 ensembles uniques d'empreintes digitales des candidats;
 - être résistants à l'abrasion et pouvoir recueillir des empreintes de qualité sur des mains sèches, humides ou sales chez des sujets jeunes et âgés;
 - être résistants aux traces latentes, c'est-à-dire que le plateau n'a pas à être lavé entre les saisies;
 - être résistants aux solutions de nettoyage utilisées pour les nettoyer et les désinfecter entre les utilisations;
 - être résistants à la chaleur, à l'humidité, à la lumière du soleil et au froid extrême caractéristiques des conditions météorologiques du Canada.
- 4.3.2 Le matériel doit comprendre tout autre équipement, matériel ou logiciel décrit dans le contrat qui est interconnecté avec le matériel livré en vertu du contrat ou qui fonctionne autrement en interaction avec celui-ci.
- 4.3.3 La décision d'acheter ou de louer le matériel est à l'entière discrétion du Canada et sera prise avant l'attribution du contrat.
- 4.3.4 Si le Canada choisit de louer le matériel, la période de location doit commencer aux dates de livraison indiquées dans le calendrier des étapes clés fourni à l'appendice A de l'annexe A, et se poursuivre jusqu'à la fin de la période initiale du contrat.

- 4.3.5 L'entrepreneur doit fournir un service de maintenance avec retour au dépôt, aux termes des *Conditions supplémentaires 4001*.
- 4.3.6 La solution de l'entrepreneur (matériel et logiciel) doit être certifiée conforme aux exigences de certification du Document de contrôle d'interface (DCI) du National Institute of Standards and Technology (NIST) des Services nationaux de police (SNP) avant d'être autorisée à soumettre des transactions précises, conformément au DCI-NIST-SNP 1.7.8. Pour être certifiés par la GRC, les numériseurs doivent préalablement figurer sur la liste des produits certifiés du FBI, accessible au lien suivant : <https://www.fbi/osp/ocs/cjis.gov/Certifications>.
- 4.3.7 Toutes les transactions (fichier NIST) transmises au système d'ITR doivent être conformes à la norme ANSI/NIST et aux spécifications du DCI-NIST-SNP 1.7.8 pour être jugées valides. Pour que le système d'ITR accepte et traite un fichier NIST, celui-ci doit avoir été bien généré et être valide.
- 4.3.8 StatCan fournira l'ordinateur portable Live Scan. La solution mobile Live Scan de l'entrepreneur doit comprendre tous les câbles et l'équipement connexe nécessaire au fonctionnement d'un l'ordinateur portable fourni par StatCan selon les spécifications énoncées.

4.4 Formation, documentation et ligne d'assistance technique

Sans frais supplémentaires pour le Canada, l'entrepreneur doit :

- 4.4.1 Fournir le matériel de formation et la documentation, sous réserve de l'approbation de StatCan, en français et en anglais, pour tous les aspects de la solution mobile pour les enquêtes de sécurité, y compris la solution Web sécurisée, les numériseurs mobiles et tous les logiciels connexes. Tout le matériel et toute la documentation doivent être fournis en format papier et électronique.
- 4.4.2 Mettre à jour le matériel de formation et la documentation tout au long de la période visée par le contrat, au besoin.
- 4.4.3 Fournir un ou des formateurs bilingues (français et anglais) pour former le personnel de StatCan sur tous les aspects de la solution mobile pour les enquêtes de sécurité, y compris la solution Web sécurisée, les numériseurs mobiles et tous les logiciels connexes.
- 4.4.4 Fournir un formateur pour former le personnel de StatCan afin que celui-ci puisse à son tour former les agents de sécurité, le personnel sur le terrain et le personnel de recrutement quant à l'utilisation de la solution.
- 4.4.5 Fournir un soutien technique à distance au personnel du recensement et du BSM de StatCan, dans les deux langues officielles du Canada, pour tout le matériel et les logiciels, au moyen d'un numéro sans frais et par courriel. Pendant la période de pointe de trois à cinq mois (comme il est indiqué aux sections 2.3 et 4.1 ci-dessus), le soutien technique doit être offert sept jours par semaine, de 7 h 30 à 22 h à l'échelle nationale, sauf lors des jours fériés observés par le Canada. En

dehors de la période de pointe, le soutien technique doit être offert du lundi au samedi de 7 h 30 à 22 h à l'échelle nationale, sauf lors des jours fériés observés par le Canada. L'entrepreneur doit répondre à tous les messages transmis par téléphone ou par courriel (par l'entremise d'un agent de service en direct) dans un délai de 60 minutes suivant l'heure de la communication initiale du client ou de l'utilisateur, pendant toute la durée du contrat.

4.5 Services de gestion de projet

- 4.5.1 L'entrepreneur doit, sans frais supplémentaires pour le Canada, désigner un gestionnaire de projet qui assurera la gestion quotidienne du projet.
- 4.5.2 Le gestionnaire de projet de l'entrepreneur doit parler couramment l'anglais.
- 4.5.3 Le gestionnaire de projet de l'entrepreneur doit respecter les exigences en matière de production de rapports décrites à la section 12 ci-dessous. Le gestionnaire de projet de l'entrepreneur travaillera directement avec le chef du Projet des opérations sur le terrain (POT) et en partenariat avec le chef de la sécurité du BSM. Le gestionnaire de projet de l'entrepreneur doit assister aux réunions qui auront normalement lieu dans les locaux de StatCan à Ottawa.
- 4.5.4 L'entrepreneur doit, sans frais supplémentaires pour le Canada, désigner un promoteur de projet chargé de diriger le projet, d'assister et de participer aux réunions mensuelles du comité directeur du projet et d'agir comme premier point d'escalade sur demande des gestionnaires de projet.
- 4.5.5 L'entrepreneur doit, sans frais supplémentaires pour le Canada, fournir un plan de gestion du projet (PGP) dans les 15 jours suivant l'attribution du contrat. Ce PGP doit inclure au moins les éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :
- i. Structure de répartition du travail;
 - ii. Gestion de la portée du projet;
 - iii. Gestion du calendrier de projet;
 - iv. Gestion des coûts du projet;
 - v. Gestion de la qualité du projet;
 - vi. Gestion des ressources humaines affectées au projet;
 - vii. Gestion des risques liés au projet;
 - viii. Gestion des intervenants du projet.

4.6 Services « sur demande »

L'entrepreneur peut également être tenu d'exécuter des travaux sur demande au moyen d'autorisations de tâches.

5 Catégories de ressources des services professionnels

- 5.1 Le gestionnaire de projet doit exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter :
- a. Préparer des plans de travail, des calendriers et des rapports d'étape résumant les travaux réalisés à ce jour, les travaux prévus et la détermination de tout problème, risque ou obstacle à la réussite de ces travaux;
 - b. Fournir des conseils d'expert et des recommandations sur des questions administratives et techniques, y compris les répercussions sur la stratégie, le déploiement et la formation;
 - c. Assister aux réunions à la demande du chargé de projet;
 - d. Fournir des séances d'information et des rapports ponctuels au besoin.
- 5.2 Le spécialiste du soutien administratif de base et le spécialiste du soutien administratif avancé doivent exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter :
- a. Participer à l'exécution des tâches du processus d'enquête de sécurité conformément aux directives du responsable technique;
 - b. Produire des rapports d'exception dressant la liste des demandes d'enquête de sécurité qui nécessitent des corrections ou des modifications;
 - c. Enquêter sur les problèmes liés aux demandes d'enquête de sécurité et prendre des mesures correctives, au besoin;
 - d. Agir à titre de premier point de contact ou de point de contact unique pour le soutien technique en répondant aux appels et aux courriels entrants, en consignait les appels et les courriels, en tentant de résoudre les problèmes simples et en suivant les procédures établies dans le cas des problèmes plus difficiles;
 - e. Fournir un soutien administratif et un soutien technique de nature administrative, au besoin, à l'équipe de projet.
- 5.3 Le spécialiste du soutien administratif avancé doit exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter :

- a. En collaboration avec le responsable technique, élaborer des documents de formation complets et des procédures opérationnelles normalisées pour les opérations administratives et fournir la formation appropriée, au besoin;
 - b. Assurer la surveillance, la supervision et le mentorat des spécialistes du soutien administratif de base.
- 5.4 Le spécialiste du soutien technique de base et le spécialiste du soutien technique avancé doivent exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter :
- a. Effectuer diverses tâches d'analyse et de surveillance des problèmes de réseau, surveiller les systèmes de gestion de réseau et répondre adéquatement aux demandes et aux problèmes des utilisateurs;
 - b. Effectuer l'analyse initiale des problèmes et l'assignation de ceux-ci à d'autres membres du personnel du gouvernement du Canada ou de l'entrepreneur appropriés, s'il y a lieu;
 - c. Maintenir la liaison avec les utilisateurs du réseau et le personnel technique pour communiquer l'état de la résolution des problèmes aux utilisateurs du réseau;
 - d. Consigner et suivre les demandes d'assistance technique;
 - e. Élaborer et mettre en œuvre la distribution de l'information liée au réseau destinée aux utilisateurs ou y prendre part, afin d'y inclure de l'information comme les procédures du bureau d'assistance et les manuels de réseau.
- 5.5 Le spécialiste du soutien technique avancé doit exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter :
- a. Élaborer une formation complète et des procédures d'exploitation normalisées pour les opérations du bureau d'assistance et fournir la formation appropriée, au besoin;
 - b. Assurer la surveillance, la supervision et le mentorat des spécialistes du soutien technique de base.

6 Sécurité

- 6.1 En plus de ce qui précède, l'entrepreneur doit transmettre les empreintes digitales électroniques au serveur certifié « Protégé B » par la SDSM de la GRC. L'entrepreneur doit présenter une évaluation de la menace et des risques (EMR) à la SDSM de la GRC, laquelle doit approuver l'EMR afin d'autoriser la transmission d'empreintes digitales en toute sécurité par la solution mobile de l'entrepreneur à partir de tout emplacement urbain, rural ou éloigné au Canada. L'entrepreneur doit fournir, au moment de la présentation de l'EMR, un

document de certification approuvée de la GRC. La certification doit être maintenue tout au long du contrat.

- 6.2 L'entrepreneur doit être autorisé par Equifax ou TransUnion à soumettre électroniquement et automatiquement des demandes à l'organisme de crédit afin d'obtenir les rapports de solvabilité des candidats. L'entrepreneur doit maintenir l'autorisation d'Equifax ou de TransUnion qui lui permet de revendre les résultats à Statistique Canada aux fins de la solution pendant toute la durée du contrat.
- 6.3 Pour obtenir une autorisation d'exploitation de StatCan, l'entrepreneur doit fournir des évaluations pour toutes les nouvelles applications attestant que celles-ci satisfont aux exigences de sécurité des TI de StatCan. Ces évaluations comprennent un examen des menaces sous-jacentes à l'utilisation d'une application ainsi qu'une analyse des vulnérabilités (il s'agit d'un essai mené par StatCan directement sur l'application installée pour tenter de cerner et d'exploiter les faiblesses). Les évaluations nécessitent que l'entrepreneur apporte les changements nécessaires pour s'assurer que son application est conforme aux normes de sécurité des TI de StatCan.

7 Protection de la vie privée

- 7.1 Toutes les données et tous les dossiers, y compris ceux en transfert, doivent demeurer au Canada et ne peuvent être transmis à l'extérieur du Canada ou faire l'objet d'un accès depuis l'extérieur du Canada pour quelque raison que ce soit. Cela comprend, sans s'y limiter, la saisie des données, les procédures d'assurance de la qualité, la mise en œuvre du plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités ou l'utilisation des technologies en nuage.
- 7.2 Dans toutes les zones où les documents sont accessibles, aucun dispositif doté d'un appareil photo n'est autorisé, sauf dans la mesure où il est approuvé par le Canada.
- 7.3 L'entrepreneur doit donner accès à ses installations sur demande, avec ou sans préavis, à Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), à la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) ou à tout entrepreneur embauché par SPAC ou par la DSIC pour effectuer des vérifications et des examens de la sécurité, de la protection de la vie privée ou de la qualité.
- 7.4 L'entrepreneur doit mettre en œuvre un processus de gestion des incidents d'atteinte à la vie privée ou à la sécurité (processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité). Ce processus doit être fourni dans les 30 jours

suivant l'attribution du contrat, et StatCan peut demander que des changements y soient apportés. Dans le cadre de ce processus, l'entrepreneur doit prendre les mesures suivantes, sans toutefois s'y limiter :

- 7.4.1 Aviser immédiatement le gestionnaire de projet de StatCan et l'autorité contractante de toute atteinte ou accès non autorisé à l'information fournie en vertu du présent contrat, ou de toute divulgation, perte, perte soupçonnée ou vol de cette information, par téléphone, au numéro indiqué à la section 12.4.
- 7.4.2 Aviser promptement la police si l'atteinte à la vie privée ou à la sécurité est liée à un vol ou à toute autre activité criminelle.
- 7.4.3 Faire enquête rapidement sur la cause de l'atteinte à la vie privée.
- 7.4.4 Prendre des mesures immédiates pour limiter les répercussions de l'atteinte à la vie privée, y compris les suivantes :
 - a) Mettre fin à la pratique non autorisée et récupérer les dossiers ou les renseignements personnels dérobés, le cas échéant;
 - b) Bloquer l'accès aux systèmes d'information; révoquer ou modifier les codes d'accès informatiques ou d'autres codes d'accès pertinents ou corriger les faiblesses en matière de sécurité physique ou de sécurité des TI.
- 7.4.5 Envoyer rapidement un rapport de suivi écrit sur l'incident au gestionnaire de projet de StatCan et à l'autorité contractante, selon les indications.

Le rapport doit contenir les renseignements suivants :

- a) Date et lieu de l'incident;
 - b) Circonstances entourant l'incident;
 - c) Description des renseignements concernés;
 - d) Étendue de la compromission connue ou probable et identité des personnes non autorisées qui ont eu ou sont réputées avoir eu accès aux renseignements;
 - e) Mesures prises ou envisagées pour remédier à la situation;
 - f) Tout autre renseignement qui pourrait aider à évaluer les renseignements perdus ou compromis;
 - g) Résultats de toute enquête menée à la suite de la recherche et de l'avis initiaux;
 - h) Mesures correctives qui ont été ou qui sont prises pour empêcher qu'un incident de sécurité visant des renseignements personnels ne se reproduise.
- 7.4.6 Aviser le gestionnaire de projet de StatCan et l'autorité contractante si les renseignements désignés comme perdus ou manquants sont par la suite trouvés, y compris les circonstances dans lesquelles ils ont été trouvés.

7.5 L'entrepreneur doit préparer et livrer un plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat afin d'assurer la poursuite des activités, lequel doit préciser le moment auquel toutes les activités seront rétablies et la façon dont elles le seront. Ce plan doit décrire de façon détaillée les exigences relatives au matériel, aux logiciels, aux procédures et aux processus nécessaires pour appuyer le plan. Ce plan doit être examiné par StatCan, et celui-ci peut demander des changements. Ce plan doit être soumis à l'approbation de StatCan et mis en œuvre à la seule discrétion de StatCan et selon les instructions de ce dernier. Si StatCan ordonne la mise en œuvre du plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités, l'entrepreneur doit passer en mode « prêt à intervenir », c.-à-d. qu'il doit s'assurer que tous les éléments du plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités sont prêts à être mis en œuvre en réponse à un sinistre. Le plan doit inclure les éléments suivants, sans toutefois s'y limiter :

- a) Mesures préventives de création d'une copie de sauvegarde de la base de données, y compris le temps de récupération;
- b) Processus de sauvegarde et de restauration ou de récupération de logiciels;
- c) Processus de remplacement du matériel;
- d) Processus de connectivité;
- e) Points de contact de l'entrepreneur et de tout sous-traitant, y compris leurs tâches et leurs responsabilités;
- f) Composition de l'équipe de reprise après sinistre;
- g) Plan de gestion de crise et de communication.

8 Produits et services facultatifs

Si le Canada se prévaut de l'année d'option, l'entrepreneur pourrait devoir fournir les biens et services ci-après. Le Canada déterminera à son entière discrétion quels produits et services facultatifs seront nécessaires et en choisira les quantités.

- a) Location de la solution mobile pour les enquêtes de sécurité pour l'année d'option. Si le Canada se prévaut de l'année d'option, le nombre d'appareils loués sera établi à l'exclusive discrétion du Canada.
- b) Achat de numériseurs mobiles d'empreintes digitales au prix ferme tout inclus indiqué dans l'Annexe B.
- c) Prolongation de la période de location de la licence du logiciel au prix ferme tout inclus indiqué dans l'Annexe B.

9 Contraintes

- 9.1 Pour respecter les exigences en matière de temps, d'échéances et de formation, le personnel de l'entrepreneur peut devoir travailler plus de 7,5 heures par jour. L'établissement du calendrier des travaux à exécuter par le personnel de l'entrepreneur est la responsabilité de l'entrepreneur.
- 9.2 Les contraintes liées à la protection de la vie privée sont décrites en détail à la section 7 ci-dessus.
- 9.3 Tout le personnel de l'entrepreneur doit signer le Serment professionnel et engagement au secret professionnel de Statistique Canada (appendice G de l'annexe A).

10 Exigences linguistiques

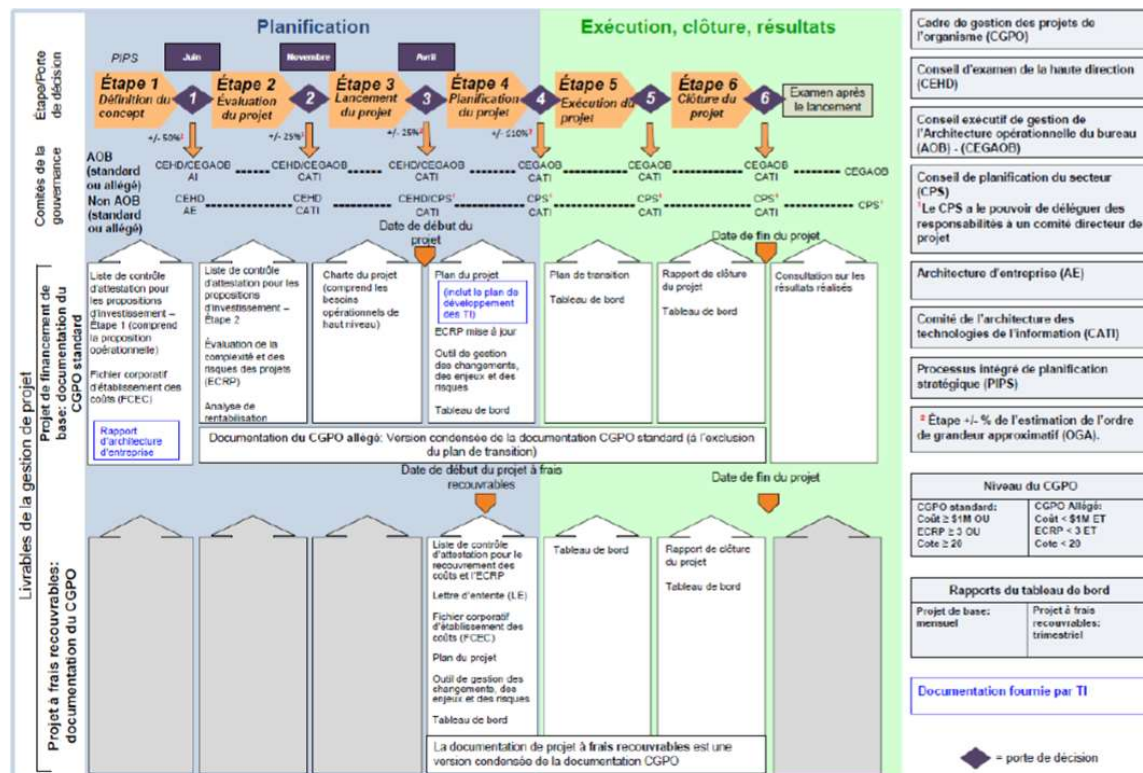
- 10.1 Aux fins des exigences linguistiques, une ressource sera considérée comme étant en mesure de s'exprimer couramment une ou dans les deux langues officielles si elle démontre les capacités suivantes dans cette langue :
 - a. Formuler des explications et des descriptions détaillées;
 - b. Répondre à des questions hypothétiques;
 - c. Défendre une opinion ou un point de vue ou justifier une action;
 - d. Prodiguer des conseils;
 - e. Dans le cas des autorisations de tâches, les exigences linguistiques seront précisées dans les autorisations de tâches subséquentes.
- 10.2 Si StatCan détermine qu'une ressource de l'entrepreneur ne répond pas aux exigences linguistiques, l'entrepreneur devra immédiatement remplacer la ressource sans frais supplémentaires.

11 Emplacement des travaux

La plupart des travaux seront effectués dans les installations de l'entrepreneur au Canada. Toutefois, une partie des travaux peut être effectuée dans les locaux de Statistique Canada à Ottawa. À l'occasion, des services peuvent être requis dans les bureaux régionaux de Statistique Canada répartis dans l'ensemble du pays.

12 Gouvernance

- 12.1 Le Recensement de 2021 est assujéti à la gouvernance normalisée définie dans le Cadre de gestion des projets de l'organisme (voir le diagramme ci-dessous), et s'inscrira dans la structure de gouvernance du Projet des opérations sur le terrain (POT). La solution mobile pour les enquêtes de sécurité fera partie du Programme du Recensement de 2021, et sera gérée en collaboration avec le BSM.



- 12.2 La gouvernance et la gestion du projet de solution mobile pour les enquêtes de sécurité seront fondées sur une bonne communication entre tous les intervenants du projet et sur une prise de décisions efficace. Les principaux membres du personnel, les voies de communication régulières et les forums de prise de décisions pour le présent énoncé des travaux sont décrits ci-dessous.
- 12.3 StatCan et les promoteurs de projet de l'entrepreneur sont chargés de diriger le projet, d'assister et de participer aux réunions mensuelles du comité directeur du

projet, et d'agir comme premier point de recours sur demande des gestionnaires de projet.

12.4 Principaux membres du personnel

- 12.4.1 Les rôles suivants sont essentiels à la réussite de ce projet pour StatCan et l'entrepreneur. Les personnes nommées sont celles qui occupent les rôles indiqués au début du projet. StatCan et l'entrepreneur conviennent de tenir ces renseignements à jour pendant toute la durée du projet.

StatCan		Entrepreneur	
GOUVERNANCE DU PROJET			
Promoteur de projet		Promoteur de projet	
GESTION DU PROJET			
Chargé de projet			
Gestionnaire de projet		Gestionnaire de projet	
AUTRES PRINCIPAUX MEMBRES DU PERSONNEL			
Agent ministériel de la sécurité			
Gestionnaire de tâche			

Coordonnées des gestionnaires de projet

Partie	Gestionnaire de projet
Entrepreneur	À déterminer Projet : Courriel : Numéro de téléphone :

Solicitation No. – N° de l'invitation

45045-180072/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur

003XS

Client Ref. No. – N° de réf. De client

45045-180072

File No. – N° du dossier

003xs.45045-180072

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

StatCan	À déterminer Projet : Courriel : Numéro de téléphone :
----------------	---

Exigences en matière de réunions

Nature de la réunion	Description de la réunion	Participants de StatCan	Participants de l'entrepreneur	Fréquence
Planification	Réunions détaillées de planification du travail pendant les principales étapes de développement	Gestionnaire de projet <i>Autres membres de l'équipe au besoin</i>	Gestionnaire de projet <i>Autres membres de l'équipe au besoin</i>	Au besoin
Examen de l'avancement	Réunions visant à examiner l'avancement du projet par rapport aux plans et faire le suivi des produits livrables pendant toutes les principales étapes de développement	Gestionnaire de projet <i>Autres membres de l'équipe au besoin</i>	Gestionnaire de projet <i>Autres membres de l'équipe au besoin</i>	Hebdomadairement ou au besoin
Comité directeur du projet	Réunions visant à examiner les progrès concernant les étapes clés et, le cas échéant, à confirmer	Chargé de projet <i>Autres membres de l'équipe au besoin</i>	Promoteur de projet <i>Autres membres de l'équipe au besoin</i>	Mensuellement ou au besoin

Solicitation No. – N° de l'invitation

45045-180072/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur

003XS

Client Ref. No. – N° de réf. De client

45045-180072

File No. – N° du dossier

003xs.45045-180072

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Nature de la réunion	Description de la réunion	Participants de StatCan	Participants de l'entrepreneur	Fréquence
	l'acceptation des étapes clés			

Exigences en matière de rapports

L'entrepreneur doit fournir des rapports au gestionnaire de projet de StatCan conformément aux indications ci-dessous :

Nature du rapport	Description du rapport	Fréquence
Rapport de suivi du projet	Rapports de suivi du projet adéquats indiquant l'avancement du projet	Au besoin
Rapport d'étape mensuel	<p>Rapport mensuel au comité directeur indiquant les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sommaire mensuel des progrès • État du ou des produits livrables • Calendrier de projet à jour • Mise à jour sur le budget comparativement aux dépenses réelles • Risques • Questions ouvertes • Registre des mesures à prendre <p>StatCan fera le rapprochement des renseignements figurant dans ces rapports pour permettre le paiement des factures.</p>	Mensuellement
Risques, problèmes, changements, mesures et décisions	Les registres des risques, des problèmes, des changements, des mesures et des décisions seront tenus à jour tout au long du projet. Tout changement important dans l'un ou l'autre de ces registres sera signalé dans le rapport d'étape mensuel.	Hebdomadairement

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.

File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

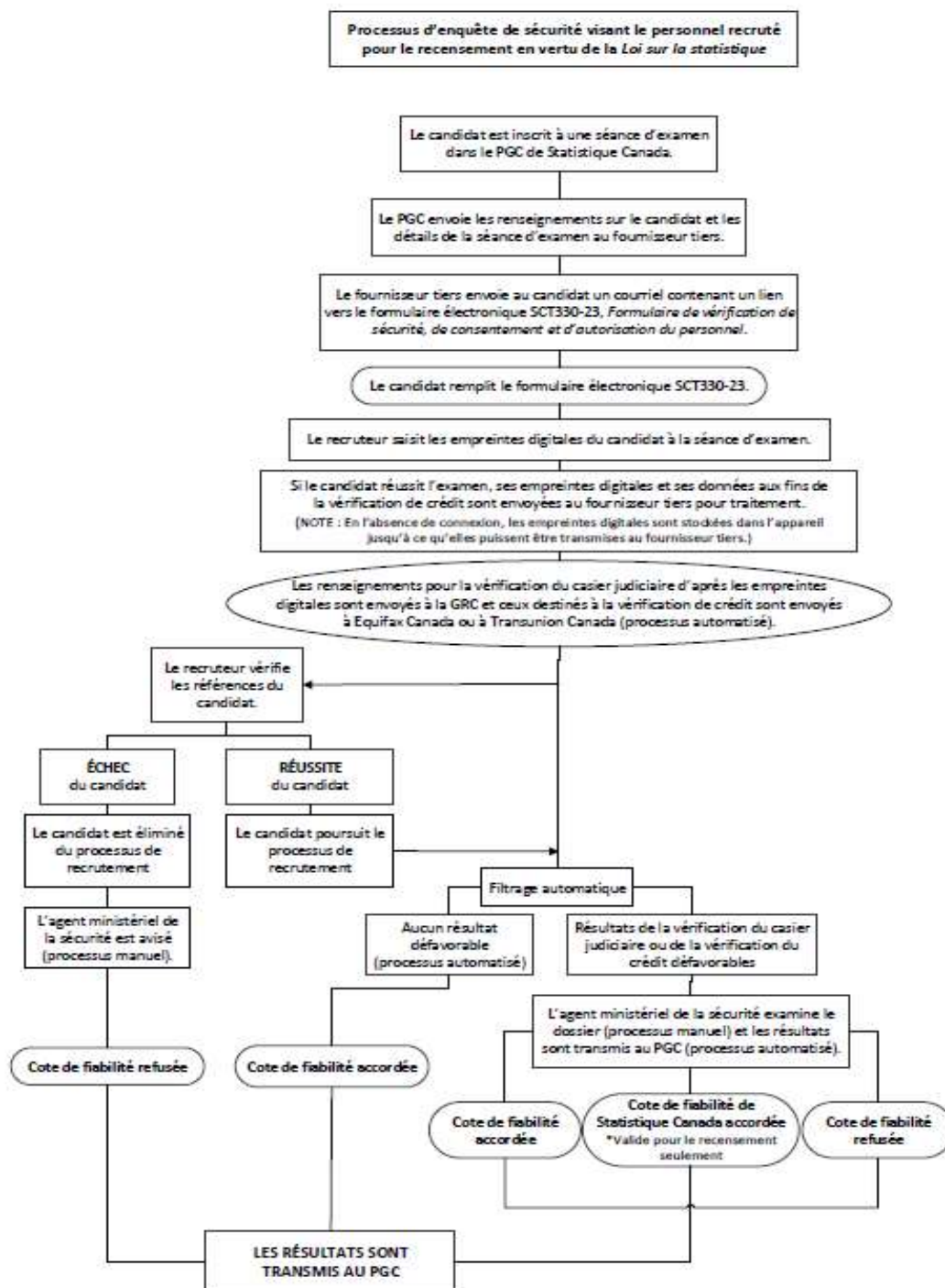
Buyer ID – Id de l'acheteur
003XS
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Appendice A — Tableau des étapes clés

Une fois que Statistique Canada aura mis à l'essai et accepté un système fonctionnel, les étapes clés suivantes et les dates de livraison connexes devront être respectées :

	Description de l'étape clé	Date de livraison
1	Plan de gestion du projet, version définitive	15 jours après l'attribution du contrat
2	Processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité	30 jours après l'attribution du contrat
3	Plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités, version définitive	30 jours après l'attribution du contrat
4	Livraison de 50 numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC	30 jours après l'attribution du contrat
5	Livraison et installation d'une solution et des licences connexes ayant fait l'objet d'essais complets à Statistique Canada	30 jours après l'attribution du contrat
6	Livraison de la documentation et du matériel de formation, version définitive	29 mai 2020
7	Livraison des 500 numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC restants	29 mai 2020
8	Installation et mise à l'essai finales de la solution Live Scan certifiée par un fournisseur de la GRC sur chacun des quelque 550 ordinateurs portatifs appartenant à Statistique Canada	29 juillet 2020

Appendice B — Processus d'enquête de sécurité visant le personnel recruté pour le recensement en vertu de la *Loi sur la statistique*



APPENDICE C DE L'ANNEXE A – PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE TÂCHES

1. Lorsqu'un besoin relatif à une tâche précise a été déterminé, une ébauche de formulaire d'autorisation des tâches (formulaire d'AT), qui figure à l'appendice D de l'annexe A, doit être fournie à l'entrepreneur. Lorsqu'il reçoit un formulaire d'AT, l'entrepreneur doit soumettre au responsable technique son offre de prix pour les catégories de ressources demandées d'après les renseignements contenus dans le formulaire d'AT. L'offre de prix doit être signée et envoyée au Canada dans le délai de réponse précisé dans le formulaire d'AT. L'entrepreneur disposera d'un délai d'au moins cinq jours ouvrables (ou d'une période plus longue précisée dans l'ébauche d'AT) pour présenter son offre de prix.
2. L'entrepreneur doit fournir les renseignements sur l'autorisation de sécurité demandée pour chaque ressource proposée, et doit remplir les tableaux de réponse à l'appendice E de l'annexe A qui portent sur les catégories de ressources indiquées dans l'ébauche d'AT. La même personne ne peut être proposée pour plus d'une catégorie de ressources. Les tableaux de réponse remplis doivent montrer que chaque personne proposée répond aux exigences décrites en matière de qualification (y compris les exigences liées aux études, à l'expérience de travail et aux titres professionnels ou de certification professionnelle). En ce qui concerne les ressources proposées :
 - (i) Les ressources proposées peuvent être des employés de l'entrepreneur ou des employés d'un sous-traitant, ou des entrepreneurs indépendants auxquels l'entrepreneur confierait une partie du travail en sous-traitance (veuillez consulter l'appendice F de l'annexe A, Attestations).
 - (ii) En ce qui concerne les exigences en matière d'études touchant un grade, un titre ou un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes d'études ayant été réussis par la ressource avant la date d'émission de l'ébauche d'AT à l'entrepreneur.
 - (iii) Pour les exigences relatives à la certification ou aux titres professionnels, la ressource doit détenir la certification ou le titre exigé au moment de la publication de l'ébauche d'AT et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification, d'un diplôme ou d'un grade, ce document doit être actuel, valide et émis par l'entité précisée dans le présent contrat ou, si l'entité n'est pas précisée, l'émetteur doit avoir été une entité, une institution ou un organisme reconnu ou accrédité au moment de la délivrance du document.
 - (iv) En ce qui concerne l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire.
 - (v) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex., 2 ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le tableau de réponse ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d., la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée par la ressource jusqu'à la date de fin), plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé.
 - (vi) Le tableau de réponse ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées à ce poste. Le fait

d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d'AT, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année), la manière et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Si la ressource proposée a travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.

3. On évaluera les qualifications et l'expérience des ressources proposées par rapport aux exigences établies à l'appendice E de l'annexe A, afin de déterminer si ces ressources satisfont aux critères obligatoires et cotés. Le Canada peut exiger une preuve selon laquelle la ressource proposée a suivi avec succès une formation officielle, ainsi que des références. Le Canada peut effectuer un contrôle des références pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis. Le cas échéant, ce contrôle sera fait par courriel (sauf si la personne citée en référence n'est accessible que par téléphone). Le Canada n'attribuera aucun point à l'entrepreneur ou considérera qu'un critère obligatoire n'est pas satisfait s'il ne reçoit pas de réponse dans les cinq (5) jours ouvrables. Le troisième jour après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en informera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq jours prescrit. Si les renseignements fournis par une personne citée en référence diffèrent des renseignements fournis par l'entrepreneur, les renseignements fournis par la personne citée en référence seront les renseignements évalués. On n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client cité en référence n'est pas un client de l'entrepreneur lui-même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale de l'entrepreneur). De même, on n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec l'entrepreneur. Des références de l'État seront acceptées.
4. Pendant l'évaluation des ressources proposées, si les références de deux ressources ou plus nécessaires dans le cadre de l'AT ne sont pas disponibles ou ne justifient pas les qualifications exigées pour la prestation des services requis, l'autorité contractante peut déclarer l'offre de prix irrecevable.
5. Dès que l'offre de prix aura été acceptée par le responsable technique, le formulaire d'AT sera signé par le Canada et envoyé à l'entrepreneur, qui devra le signer. Le formulaire d'AT doit être dûment signé par le Canada avant le début des travaux. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'après avoir reçu un formulaire d'AT (l'autorisation de tâche) valide. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans formulaire d'AT le seront à ses risques.

Solicitation No. - N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Appendice D – Formulaire d'Autorisation de Tâche

Task Authorization Autorisation de Tâche

Contractor's Name and Address – Nom et l'adresse de l'entrepreneur 		Contract Number – Numéro du contrat
		Task Authorization (TA) No. – No de l'autorisation de tâches (AT)
		Title of the task, if applicable – Titre de la tâche, s'il y a lieu
		Total Estimated Cost of Task (Applicable taxes extra) Coût total estimative de la tâche (Taxes applicable en sus)
Security Requirement: This task includes security requirements Exigences relatives à la sécurité : Cette tâche comprend des exigences relatives à la sécurité <input checked="" type="checkbox"/> No – Non <input type="checkbox"/> Yes - Oui If YES, refer to the Security Requirements Checklist (SRCL) included in the Contract Si OUI, voir la Liste de vérification des exigences relative à la sécurité (LVERS) dans le contrat 		
For Revision only – Aux fins de révision seulement		
TA Revision Number, if applicable Numéro de révision de l'AT, s'il y a lieu 	Total Estimated Cost of Task (Applicable taxes extra) before the revision Coût total estimative de la tâche (Taxes applicables en sus) avant la révision \$ 	Increase or Decrease (Applicable taxes extra), as applicable Augmentation ou réduction (Taxes applicables en sus), s'il y a lieu \$
Start of the Work for a TA: Work cannot commence until a TA has been authorized in accordance with the conditions of the contract. Début des travaux pour l'AT : Les travaux ne peuvent pas commencer avant que l'AT soit autorisée conformément au contrat		
1. Required Work: – Travaux requis :		
A. Task Description of the Work required – Description de tâche des travaux requis		See Attached – Ci-joint <input type="checkbox"/>
B. Basis of Payment – Base de paiement		See Attached – Ci-joint <input type="checkbox"/>
C. Cost of Task – Coût de la tâche		See Attached – Ci-joint <input type="checkbox"/>

Solicitation No. - N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

D. Method of Payment – Méthode de paiement

See Attached – Ci-joint ☐

2. Period of Service – Période de service

From:

To:

3. Authorization(s) – Autorisation(s)

By signing this TA, the Project Authority or the PWGSC Contracting Authority or both, as applicable, certify (ies) that the content of this TA is in accordance with the Contract.

En apposant sa signature sur cette AT, le chargé de projet ou l'autorité contractante de TPSGC ou, s'il y a lieu, les deux atteste(nt) que le contenu de cette AT respecte les conditions du contrat.

Name and title of authorized client – Nom et titre du client autorisé à signer

Signature

Date

PWGSC Contracting Authority – Autorité contractante de TPSGC

Signature

Date

4. Contractor's Signature – Signature de l'entrepreneur

Name and title of individual authorized – to sign for the Contractor
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom de l'entrepreneur

Signature

Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

APPENDICE E de l'ANNEXE A – CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAU DE RÉPONSES

Table des matières

Instructions.....	2
Ressources supplémentaires (critères d'évaluation obligatoires)	3
1. Gestionnaire de projet – Avancé	Error! Bookmark not defined.
2. Spécialiste du soutien administratif – De base	4
3. Spécialiste du soutien administratif – Avancé	5
4. Spécialiste du soutien technique – De base	6
5. Spécialiste du soutien technique – Avancé	7
6. Formateur	9

Instructions

Les renseignements et les instructions qui suivent ont trait à la présentation et à l'évaluation des critères d'évaluation obligatoires contenus dans le présent document.

- i. L'entrepreneur doit fournir une réponse à tous les critères d'évaluation des ressources (c.-à-d. les tableaux) qui suivent. Les curriculum vitæ ne sont pas requis pour les ressources proposées.
- ii. Il convient de noter que le fait de copier-coller des mots tirés de l'exigence et/ou de simplement citer l'expérience ne constitue pas une démonstration de la manière dont l'exigence est satisfaite. L'entrepreneur doit justifier toutes les affirmations concernant l'expérience en fournissant une description du rôle de la ressource dans le projet cité en référence, y compris le contexte ou d'autres renseignements pertinents qui valident l'expérience du candidat (p. ex. produits livrés, outils utilisés, méthode utilisée, résultat atteint, etc.). Si la réponse de l'entrepreneur ne démontre pas pleinement que l'exigence est satisfaite par la personne citée, l'expérience ne sera pas prise en compte.
- iii. Lorsque les critères précisent l'expérience dans un délai précis (p. ex., dans un délai de 10 ans), il s'agit de la période précédant la date de délivrance de l'autorisation de tâches.
- iv. Pour ce qui est de tous les projets de référence fournis en réponse aux critères d'évaluation des ressources à prendre en considération, la ressource proposée doit avoir travaillé sur le projet pendant la durée minimale stipulée (de base = 1 an, avancé = 2 ans). Si le projet cité en référence a été plus long, la durée en mois sera divisée par la valeur applicable et arrondie. Par exemple, un projet de 25 mois pour une ressource de base équivaudra à 2 projets. Les valeurs partielles sont exclues. L'entrepreneur doit indiquer clairement si un seul projet de référence client sert à démontrer l'expérience de multiples projets de référence en réponse aux critères d'évaluation.
- v. L'entrepreneur doit inclure les coordonnées complètes des clients pour chaque projet cité en référence (pour démontrer l'expérience), y compris le nom, le titre et le numéro de téléphone ou l'adresse électronique. Le Canada se réserve le droit de demander les coordonnées des clients aux fins de vérification.
- vi. Si l'entrepreneur fournit un plus grand nombre de projets que le nombre stipulé dans les critères, le Canada ne tiendra compte que du nombre maximal précisé, selon l'ordre dans lequel les projets sont présentés dans la réponse de l'entrepreneur.
- vii. Le Canada se réserve le droit de vérifier tout renseignement fourni dans la réponse de l'entrepreneur aux critères d'évaluation des ressources; le client cité en référence sera prié de confirmer les renseignements fournis.

Solicitation No. - N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
003xs45045-180072

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Ressources supplémentaires (critères d'évaluation obligatoires)

Afin de faciliter l'évaluation des ressources, l'entrepreneur doit préparer et soumettre une réponse à une ébauche d'autorisation de tâches à l'aide des tableaux fournis dans la présente annexe. Lorsque vous remplissez les grilles de ressources, les renseignements précis qui démontrent les critères demandés et la référence au numéro de page du curriculum vitæ devraient être inscrits afin que le Canada soit en mesure de vérifier ces renseignements. Les tableaux ne devraient pas contenir la totalité des renseignements de projet du curriculum vitæ. Seules les réponses demandées doivent être fournies.

Solicitation No. - N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
003xs45045-180072

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

1. Spécialiste du soutien administratif – De base

Critères d'évaluation des ressources		
Catégorie de ressources		2. Spécialiste du soutien administratif – De base
Nom de la ressource proposée :		<insérer le nom>
L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée répond aux exigences obligatoires :		
Critères	Exigences obligatoires	Réponse de l'entrepreneur
M-1	<p>La ressource proposée doit avoir au moins un an d'expérience confirmée de la prestation de soutien administratif dans un bureau.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou deux projets cités en référence. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins quatre mois au cours des trois années précédant la date de délivrance de cette DP.</p>	
M-2	<p>La ressource proposée doit avoir au moins un an d'expérience confirmée de l'utilisation du logiciel Microsoft Office.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou deux projets cités en référence. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins quatre mois au cours des trois années précédant la date de délivrance de cette DP.</p>	
M-3	<p>La ressource proposée doit avoir au moins un an d'expérience confirmée de l'utilisation d'outils logiciels d'entreprise pour produire des rapports courants et spéciaux.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou deux projets cités en référence. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins quatre mois au cours des trois années précédant la date de délivrance de cette DP.</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
003xs45045-180072

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

2. Spécialiste du soutien administratif – Avancé

Critères d'évaluation des ressources		
Catégorie de ressources		3. Spécialiste du soutien administratif – Avancé
Nom de la ressource proposée :		<insérer le nom>
L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée répond aux exigences obligatoires :		
Critères	Exigences obligatoires	Réponse de l'entrepreneur
M-1	<p>La ressource proposée doit avoir au moins trois ans d'expérience confirmée de la prestation de soutien administratif dans un bureau.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou plusieurs projets cités en référence. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins six mois au cours des cinq années précédant la date de délivrance de cette DP.</p>	
M-2	<p>La ressource proposée doit avoir au moins deux ans d'expérience confirmée de la supervision et de la surveillance de subalternes.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou plusieurs projets cités en référence. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins six mois au cours des trois années précédant la date de délivrance de cette DP.</p>	
M-3	<p>La ressource proposée doit avoir au moins trois ans d'expérience confirmée de l'utilisation d'outils logiciels d'entreprise pour produire des rapports courants et spéciaux.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou plusieurs projets cités en référence. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins six mois au cours des cinq années précédant la date de délivrance de cette DP.</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
003xs45045-180072

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

3. Spécialiste du soutien technique – De base

Critères d'évaluation des ressources		
Catégorie de ressources		4. Spécialiste du soutien technique – De base
Nom de la ressource proposée :		<insérer le nom>
L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée répond aux exigences obligatoires :		
Critères	Exigences obligatoires	Réponse de l'entrepreneur
M-1	<p>La ressource proposée doit avoir au moins un an d'expérience confirmée de la prestation de services de soutien technique et de dépannage pour le matériel informatique et les applications.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou plusieurs projets cités en référence. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins quatre mois au cours des trois années précédant la date de délivrance de cette DP et posséder un diplôme, un certificat ou un grade d'un établissement d'enseignement reconnu au Canada dans un domaine lié à la TI.</p>	
M-2	<p>La ressource proposée doit avoir au moins un an d'expérience confirmée de l'utilisation d'outils de gestion du réseautage.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou plusieurs projets cités en référence. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins quatre mois au cours des trois années précédant la date de délivrance de cette DP</p>	
M-3	<p>La ressource proposée doit avoir au moins un an d'expérience confirmée de l'utilisation d'outils logiciels d'entreprise pour produire des rapports courants et spéciaux.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou plusieurs projets cités en référence. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins quatre mois au cours des trois années précédant la date de délivrance de cette DP</p>	

4. Spécialiste du soutien technique – Avancé

Critères d'évaluation des ressources		
Catégorie de ressources		5. Spécialiste du soutien technique – Avancé
Nom de la ressource proposée :		<insérer le nom>
L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée répond aux exigences obligatoires :		
Critères	Exigences obligatoires	Réponse de l'entrepreneur
M-1	<p>La ressource proposée doit avoir au moins trois ans d'expérience confirmée de la prestation de services de soutien technique et de dépannage pour le matériel informatique et les applications, y compris 1 an d'expérience de travail liée aux solutions biométriques.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou plusieurs projets cités en référence. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins six mois au cours des cinq années précédant la date de délivrance de cette DP et posséder un diplôme, un certificat ou un grade d'un établissement d'enseignement reconnu au Canada dans un domaine lié à la TI.</p>	
M-2	<p>La ressource proposée doit avoir au moins trois ans d'expérience confirmée de la supervision et de la surveillance de subalternes.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou plusieurs projets cités en référence. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins quatre mois au cours des cinq années précédant la date de délivrance de cette DP</p>	
M-3	<p>La ressource proposée doit avoir au moins trois ans d'expérience confirmée de l'utilisation d'outils logiciels d'entreprise pour produire des rapports courants et spéciaux.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou plusieurs projets cités en référence. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins quatre mois au cours des cinq années précédant la date de délivrance de cette DP.</p>	
M-4	<p>La ressource proposée doit avoir réalisé au moins deux projets dans le cadre desquels elle était responsable de l'élaboration de documents de formation et de procédures normalisées d'exploitation pour les opérations de soutien technique.</p> <p>Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins six mois au cours des trois années précédant la date de délivrance de cette DP.</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
003xs45045-180072

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Critères d'évaluation des ressources		
Catégorie de ressources		5. Spécialiste du soutien technique – Avancé
Nom de la ressource proposée :		<insérer le nom>
L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée répond aux exigences obligatoires :		
Critères	Exigences obligatoires	Réponse de l'entrepreneur

Solicitation No. - N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
003xs45045-180072

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

5. Formateur

Critères d'évaluation des ressources		
Catégorie de ressources		6. Formateur
Nom de la ressource proposée :		<insérer le nom>
L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée répond aux exigences obligatoires :		
Critères	Exigences obligatoires	Réponse de l'entrepreneur
M-1	<p>La ressource proposée doit avoir au moins six mois d'expérience de la collaboration avec les clients à l'élaboration d'un plan de formation et de documents écrits qui ont été utilisés par les clients pour former leurs employés.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou plusieurs projets cités en référence au cours des deux années précédant la date de délivrance de cette DP.</p>	
M-2	<p>Les ressources suggérées doivent être en mesure de s'exprimer couramment en français ou en anglais.</p> <p>L'instructeur proposé doit être en mesure de communiquer couramment en français et en anglais comme il est précisé à la section 10.1 de l'annexe A.</p>	

Solicitation No. - N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
003xs45045-180072

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/A
Client Ref. No. – N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

APPENDICE F DE L'ANNEXE A

ATTESTATIONS À L'ÉTAPE DE L'AUTORISATION DE TÂCHE

Les attestations ci-après doivent être utilisées, le cas échéant. Si elles s'appliquent, elles doivent être signées et jointes à la proposition de l'entrepreneur lorsque celle-ci est soumise au Canada.

1. ATTESTATION RELATIVE AUX ÉTUDES ET À L'EXPÉRIENCE

L'entrepreneur atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et les documents à l'appui présentés en vue de l'exécution des travaux, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque personne qu'il a proposée en réponse au besoin est en mesure d'exécuter les travaux prévus par l'AT.

Nom en caractères d'imprimerie de la personne
autorisée et signature

Date

2. ATTESTATION DE LA DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL

L'entrepreneur atteste que, s'il est autorisé à fournir les services dans le cadre de l'AT, la personne proposée dans son offre de prix pourra commencer les travaux dans un délai raisonnable suivant la date d'attribution de l'AT ou dans le délai précisé dans le formulaire d'AT et qu'elle demeurera disponible pour réaliser le travail requis en réponse au besoin.

Nom en caractères d'imprimerie de la personne
autorisée et signature

Date

3. ATTESTATION DU STATUT DU PERSONNEL

Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, il atteste qu'il a obtenu la permission de cette personne avant d'offrir ses services pour l'exécution des travaux en vertu de l'AT et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. Pendant la durée du contrat, le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourra être considéré comme un manquement en vertu des conditions générales.

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/A
Client Ref. No. – N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

Nom en caractères d'imprimerie de la personne
autorisée et signature

Date

4. ATTESTATION LINGUISTIQUE - **[anglais ou bilingue ou français]**

L'entrepreneur atteste que la ressource proposée en réponse à la présente ébauche d'autorisation de tâche peut :

[Option 1 - unilingue anglais] s'exprimer couramment en anglais. La personne proposée doit être en mesure de communiquer en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

[Option 2 - bilingue] s'exprimer couramment dans les deux langues officielles du Canada (français et anglais). La personne proposée doit être en mesure de communiquer en français et en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

[Option 3 - unilingue français] s'exprimer couramment en français. La personne proposée doit être en mesure de communiquer en français tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

Nom en caractères d'imprimerie de la personne
autorisée et signature

Date

Serment professionnel et engagement au secret professionnel de la *Loi sur la statistique*

Pour les employés et les personnes réputées être employés

1. But

Le but de la présente section est de clarifier la portée des dispositions relatives au secret professionnel, ainsi que les conséquences d'une violation de votre serment ou engagement aux termes de la *Loi sur la statistique*. La *Loi sur la statistique* exige que **tous les employés et toutes les personnes réputées être employés** de Statistique Canada prêtent serment ou s'engagent au secret professionnel.

La *Loi sur la statistique* donne à Statistique Canada le pouvoir de recueillir des renseignements en communiquant directement avec les répondants et en accédant à des dossiers administratifs détenus par d'autres ministères fédéraux et provinciaux, ainsi que par les administrations municipales, les entreprises, les personnes morales et les organisations.

2. Obligation de protéger la confidentialité Afin de contrebalancer les pouvoirs étendus de Statistique Canada lui permettant d'accéder à des renseignements et de les recueillir, la *Loi sur la statistique* impose à l'organisme l'obligation juridique stricte de préserver la confidentialité des renseignements obtenus sous le sceau de la confidentialité. La *Loi sur la statistique* contient un engagement formel envers les répondants et les fournisseurs de données que les renseignements qu'ils fournissent ne seront jamais divulgués à quiconque sous une forme permettant leur identification, sans leur autorisation.

3. Le principe de la confidentialité Le principe général de la confidentialité est décrit au paragraphe 17(1) de la *Loi sur la statistique* : seul un employé ou une personne réputée être employée de Statistique Canada qui a été assermenté ou qui a pris l'engagement de respecter le secret professionnel peut prendre connaissance des renseignements identifiables recueillis sous l'autorité de la *Loi sur la statistique*, et ces renseignements ne peuvent pas être communiqués sous une forme qui permettrait d'identifier une personne, une entreprise ou un organisme.

4. Peines Comme il est indiqué dans la *Loi sur la statistique*, les violations des dispositions sur la confidentialité constituent une infraction criminelle. Après avoir prêté le serment ou affirmé son engagement à garder le secret professionnel aux termes de la *Loi sur la statistique*, toutes les personnes qui cherchent à obtenir des renseignements qu'elles ne sont pas autorisées à avoir, qui abandonnent leurs fonctions ou font une fausse déclaration ou un faux relevé dans l'exercice de leurs fonctions, ou qui divulguent des renseignements statistiques identifiables, sont passibles d'une amende maximale de 1 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines. De plus, la *Loi sur la statistique* prévoit également des peines plus sévères pour les employés et les personnes réputées être des employés qui, après avoir prêté le serment professionnel, divulguent illégalement des renseignements qui pourraient avoir une influence sur la valeur de titres ou d'autres biens, ou qui se servent de ces renseignements pour spéculer. En pareil cas, les peines encourues sont une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines.

Serment professionnel et engagement au secret professionnel de la *Loi sur la statistique*

Le Serment professionnel et engagement au secret professionnel aux termes de la *Loi sur la statistique* est une exigence de la *Loi sur la statistique*. Ils reflètent et corroborent les dispositions de la *Loi sur la statistique* sur la confidentialité. Les personnes qui prêtent ce serment ou qui prennent cet engagement promettent de remplir leurs fonctions en acceptant de respecter les exigences en matière de confidentialité de la *Loi sur la statistique*. La promesse de ne jamais divulguer de données identifiables concernant une personne, une entreprise ou une organisation dont ces personnes prennent connaissance lorsqu'elles exercent leurs fonctions à titre d'employé ou de personne réputée être employée de Statistique Canada revêt une importance clé. Le serment dure toute la vie. Ainsi, même après avoir quitté l'emploi de Statistique Canada, les personnes doivent continuer d'honorer leur serment et de protéger la confidentialité de tout renseignement statistique auquel elles ont eu accès.

Je, **(nom)** jure **(ou affirme)** solennellement que j'exercerai fidèlement et honnêtement mes fonctions d'employé de _____ conformément aux exigences de la *Loi sur la statistique*, ainsi qu'à toutes les règles et instructions établies sous son régime, et que je ne révélerai ni ne ferai connaître, sans y avoir été dûment autorisé(e), rien de ce qui parviendra à ma connaissance du fait de mon emploi.

Veuillez écrire lisiblement et signer le document dans le bloc-signature

--	--	--

Nom de l'employé — en caractères d'imprimerie

Type d'employé—Indiquez LEFP*, intervieweur, personne
réputée employée **ou** entrepreneur

Signature de l'employé

*LEFP comprend les employés indéterminés, ceux nommés pour une période déterminée, les étudiants, les employés occasionnels et les employés à temps partiel

Administrateur des serments et des engagements en vertu de la *Loi sur la statistique*
Déclaré ou assermenté devant moi à l'endroit et à la date indiqués ci-dessous

--	--	--

Ville

Province ou territoire

Date (AAAA-MM-JJ)

--	--	--

Nom

Titre

Signature



Annexe B – Base de paiement

1.0 GÉNÉRALITÉS

1.1 La présente Annexe B définit le cadre et le barème tarifaire à partir desquels le Canada établira les montants à verser au fournisseur en échange des travaux réalisés aux termes du contrat. Le cadre et le barème définis dans les présentes continueront de s'appliquer pendant toute la durée de validité du contrat, y compris pour les périodes d'option s'il y a lieu.

1.2 Tous les services et les produits livrables doivent être facturés à destination FAB et comprendre, s'il y a lieu, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada, ainsi que les taxes applicables.

1.3 La ventilation détaillée des coûts pour tous les prix proposés, qui accompagne la proposition financière de l'entrepreneur, fait partie intégrante du contrat et pourra venir au besoin appuyer sur toute modification du contrat ou de l'autorisation de tâches (TA).

2.0 PAIEMENTS DE LOCATION MENSUELS POUR LA SOLUTION MOBILE COMPLÈTE POUR LES ENQUÊTES DE SÉCURITÉ

Chaque mois, l'entrepreneur recevra le paiement des prix unitaires fermes tout compris, excluant les montants applicables au titre de la taxe sur les produits et services (TPS), de la taxe de vente du Québec (TVQ), et de la taxe de vente harmonisée (TVH). Le paiement des frais de location mensuels tout compris comprend tout le matériel et la location de tous les logiciels et équipements définis dans le contrat et matériellement, électroniquement ou fonctionnellement connectés pour assurer la fourniture de la solution mobile complète pour les enquêtes de sécurité aux termes du contrat.

Prix ferme tout compris de location mensuelle – Période de contrat initiale	Prix ferme tout compris de location mensuelle – Période d'option d'un an, par unité
\$	\$

3.0 ACHAT FACULTATIF DE NUMÉRISERS D'EMPREINTES DIGITALES MOBILES

L'entrepreneur recevra le paiement des prix fermes tout compris, excluant les montants applicables au titre de la TPS, de TVQ, et de la TVH. Le prix unitaire tout compris comprend tout le matériel, les logiciels et les équipements définis dans le contrat et matériellement, électroniquement ou fonctionnellement connectés aux appareils fournis aux termes du contrat.

Nombre d'unités dans la solution mobile pour les enquêtes de sécurité	Prix unitaire ferme tout compris par année
0 à 10 unités	\$
11 à 30 unités	\$
31 à 50 unités	\$
51 à 100 unités	\$

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/A
Client Ref. No. – N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

101 à 550 unités	\$
-------------------------	-----------

4.0 PRIX UNITAIRE FIXE FERME TOUT COMPRIS POUR LA LOCATION FACULTATIVE MENSUELLE DE LA LICENCE D'EXPLOITATION DU LOGICIEL

L'entrepreneur sera rémunéré selon des prix unitaires mensuels tout compris, excluant les montants applicables au titre de la TPS et de la TVH. Le paiement des frais de location mensuels tout compris inclut la livraison, l'installation, l'intégration et la configuration du logiciel sous licence, ainsi que la documentation à l'appui du logiciel, conformément à ce qui est stipulé dans le contrat. Les prix fermes comprennent la garantie pendant la période de garantie du logiciel ainsi que la maintenance et le soutien pendant la période de soutien du logiciel (y compris pour toute licence supplémentaire achetée pendant la durée du contrat).

Nombre estimatif d'appareils	Prix annuel ferme tout compris par appareil pour la location du logiciel – Période initiale du contrat de 2 ans	Prix ferme tout compris par appareil pour la location du logiciel – Période d'option d'un an
550	\$	\$

5.0 COÛT DE TRANSACTION PAR ENQUÊTE DE SÉCURITÉ RÉALISÉE

Chaque mois, l'entrepreneur sera rémunéré en fonction de prix unitaires fermes tout compris, excluant les montants applicables au titre de la TPS, de la TVQ, et de la TVH. Le coût de transaction par enquête de sécurité réalisée comprend la transmission à la Gendarmerie royale canadienne (GRC) et le travail corollaire à l'autofiltrage : traitement des courriels de la GRC et traitement des vérifications du crédit (incluant les frais des fournisseurs de crédit).

Transactions d'enquête de sécurité réalisée	Prix ferme tout compris par transaction
	\$

6.0 SERVICES PROFESSIONNELS

6.1 Tarifs quotidiens fixes pour les services professionnels

Les tarifs journaliers (7,5 heures) fermes tout compris ci-après (coûts indirects et marge bénéficiaire inclus) serviront au calcul des coûts de main-d'œuvre associés aux autorisations de tâches (AT). Le personnel doit détenir les compétences figurant à l'Annexe A de l'Énoncé des travaux (EDT).

Catégorie de services professionnels	Période de contrat initiale – 30 mois	Année d'option
Spécialiste du soutien administratif- Niveau de base	\$	\$
Spécialiste du soutien administratif- Niveau avancé	\$	\$
Spécialiste du soutien technique - Niveau de base	\$	\$

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/A
Client Ref. No. – N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

Spécialiste du soutien technique - Niveau avancé	\$	\$
Instructeur	\$	\$

6.2 Autres tarifs journaliers fixes pour la main-d'œuvre

Les tarifs journaliers fixes pour les catégories de services professionnels qui ne sont pas indiquées ci-dessus et qui sont requis pour réaliser des « travaux sur demande » aux termes de l'article 7.1 du contrat (« Autorisations de tâche »), seront négociés à la demande de l'autorité contractante. Les tarifs journaliers doivent être justes et raisonnables, et l'entrepreneur doit démontrer qu'ils ne sont pas plus élevés que les prix les plus bas pratiqués pour des travaux de la même qualité et du même volume. Le gouvernement du Canada se réserve le droit d'appliquer les Principes des coûts contractuels 1031-2 et la Politique de TPSGC sur la marge bénéficiaire en vigueur. Les tarifs ne s'appliqueront qu'à l'AT pour laquelle ils ont été négociés, à moins que les tarifs n'aient été intégrés au contrat par modification de contrat officiellement apportée par l'autorité contractante.

6.3 Définition de la journée de travail et calcul proportionnel

Une journée est définie comme équivalant à 7,5 heures, excluant les pauses-repas. Seules les journées travaillées seront rémunérées, aucune indemnité n'étant prévue pour les congés annuels, les jours fériés et les congés de maladie. On doit calculer au prorata les heures travaillées qui correspondent plus ou moins à une journée afin de tenir compte des heures réelles travaillées, selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Heures travaillées} \times \text{tarif journalier fixe pour la main-d'œuvre}}{7,5 \text{ heures}}$$

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SUBSISTANCE – AUTORISATIONS DE TÂCHES – FRAIS REMBOURSABLES

7.1 L'entrepreneur sera remboursé au prix coûtant pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il aura raisonnablement et convenablement engagés pour réaliser les travaux, sans aucune indemnité pour les frais généraux ou le profit, conformément aux dispositions sur le remboursement des repas, l'utilisation d'un véhicule privé, et les frais définis dans les Appendices B, C et D de la [Directive du Conseil national mixte](#) et aux autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt qu'à celles visant les « employés ». Tout déplacement doit avoir préalablement été approuvé par le chargé de projet. Tous les paiements pourront faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

7.2 Les frais de déplacement et de subsistance relatifs à l'exécution de tout ouvrage requis dans le cadre d'une AT sont compris dans les tarifs journaliers fixes pour la main-d'œuvre susmentionnés lorsque les travaux sont menés à un maximum de 50 km de l'établissement principal du personnel. Au-delà de cette distance, les frais de déplacement et de subsistance ne sont pas compris et seront remboursés selon les modalités définies dans l'article 7.1 des présentes.

7.3 Le Canada n'acceptera aucune dépense de déplacement ou de subsistance engagée par l'entrepreneur, sauf si le contrat stipule le contraire.

8.0 AUTRES COÛTS DIRECTS

Les autres coûts directs, approuvés par le chargé de projet, engagés de manière raisonnable et convenable pour réaliser des travaux liés à une AT seront remboursés au coût réel, sans aucune indemnité pour les coûts indirects ou la marge bénéficiaire, sous réserve que le montant ait été jugé

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/A
Client Ref. No. – N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC – FMS No./N° VME

acceptable, juste et raisonnable par le Canada et autorisé au préalable dans l'AT. Tous les coûts doivent être appuyés par des reçus ou des justificatifs appropriés.

9.0 TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES/TAXE DE VENTE HARMONISÉE

- 9.1 Sauf sur indication contraire, les prix et les montants définis dans le contrat excluent les montants applicables au titre de la TPS et de la TVH, lesquels viendront s'ajouter au prix indiqué et seront acquittés par le Canada.
- 9.2 Les montants estimés au titre de la TPS ou de la TVH sont inclus dans le coût estimatif total. Le montant de la TPS, de la TVH et de toute autre taxe applicable apparaîtra sur toutes les factures. Tous les articles exonérés ou auxquels la TVH ne s'applique pas doivent être précisés à ce titre sur toutes les factures. L'entrepreneur s'engage à verser à l'Agence du revenu du Canada toutes les sommes acquittées ou exigibles au titre de la TPS ou de la TVH.

10.0 VÉRIFICATION DU TEMPS

La présente disposition s'applique uniquement aux AT utilisant les catégories de main-d'œuvre décrites dans l'article 6.1 ci-dessus.

- 10.1 Des représentants du Canada pourront vérifier le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur, avant ou après le versement du paiement à ce dernier aux termes des modalités du présent contrat. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement, à la demande du Canada, tout montant reçu en trop.
- 10.2 À tout moment, le Canada pourra retenir, recouvrer, déduire ou compenser toute somme due à l'entrepreneur par le Canada conformément au présent article. Si le Canada devait décider de ne pas se prévaloir de ce recours à un moment donné, il ne faudra pas en conclure qu'il abandonne ce droit qui, du reste, n'en sera aucunement modifié.

Solicitation No. - N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE C

Liste de Vérification des Exigences Relatives à la Sécurité (LVERS)



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

45045-180072

Security Classification / Classification de sécurité

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine Statistics Canada		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Census Operations	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Mobile Security Screening			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
		Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
- Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes
Non Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☐ No ☒ Yes
Non Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☐ No ☒ Yes
Non Oui



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

45045-180072

Security Classification / Classification de sécurité

PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens		✓														
Production																
IT Media / Support TI		✓														
IT Link / Lien électronique		✓														

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.

File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003_{XS}
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

ANNEXE D de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

PIÈCE JOINTE 4.1 de la partie 4 — CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES

Table des matières

PIÈCE JOINTE 4.1 de la partie 4 — CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES ..	1
1 Critères d'évaluation techniques	Error! Bookmark not defined.
2 Définitions	3
3 Critères d'évaluation obligatoires — Qualifications de l'entreprise	3
O-1 Expérience de l'entreprise en matière de mise en œuvre d'une solution de vérification de crédit et de saisie d'empreintes digitales Live Scan	3
4 Critères d'évaluation obligatoires — Matériel.....	6
O-3 Numériseur d'empreintes digitales Live Scan	6
5 Critères d'évaluation obligatoires — Approche proposée	7
O-4 Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire et plan de gestion du projet	7
6 Critères d'évaluation obligatoires — Protection de la vie privée.....	8
O-5 Aperçu de haut niveau du processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité du soumissionnaire.....	8
7 Critères d'évaluation obligatoires — Reprise après sinistre et poursuite des activités	8
O-6 Aperçu de haut niveau du plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités du soumissionnaire.....	8
8 Critères d'évaluation obligatoires — Ressources professionnelles	8
O-7 Gestionnaire de projet de l'entrepreneur	8
9 Critères d'évaluation cotés — Qualifications de l'entreprise	12
C-1 Contrats de référence du client.....	12
C-2 Numériseur d'empreintes digitales Live Scan	14
10 Critères d'évaluation cotés — Approche proposée	15
C-3 Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire et plan de gestion du projet	15
11 Critères d'évaluation cotés — Processus proposé de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité.....	21
C-4 Aperçu de haut niveau du processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité proposé par le soumissionnaire	21

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

12 Critères d'évaluation cotés — Plan proposé de reprise après sinistre et de poursuite des activités	22
C-5 Aperçu de haut niveau du plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités proposé par le soumissionnaire	22
13 Critères d'évaluation cotés — Ressource proposée.....	25
C-6 Gestionnaire de projet de l'entrepreneur	25

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Le soumissionnaire doit inclure dans sa soumission une réponse à chacun des critères d'évaluation techniques obligatoires et cotés qui suivent.

1 Définitions

Les définitions ci-dessous s'appliquent aux critères d'évaluation qui suivent :

Terme	Définition
Contrat de référence du client	Décrit un contrat que le soumissionnaire détenait pour fournir des services à un client et sert à démontrer l'expérience du soumissionnaire.
Projet de référence du client	Décrit un projet d'un client auquel la ressource proposée a travaillé et sert à démontrer l'expérience de la ressource.

2 Critères d'évaluation obligatoires — Qualifications de l'entreprise

O-1 Expérience de l'entreprise en matière de mise en œuvre d'une solution de vérification de crédit et de saisie d'empreintes digitales Live Scan

Le soumissionnaire doit fournir deux contrats de référence du client en vertu desquels le soumissionnaire a mis en œuvre avec succès des solutions biométriques pour les enquêtes de sécurité.

Pour être recevables, les contrats de référence du client fournis **doivent** satisfaire aux exigences suivantes :

- i) Les contrats de référence du client doivent avoir été exécutés dans les trois années précédant la date de lancement de la présente DP ou, si le contrat est toujours en cours, il doit avoir été en vigueur pendant au moins les six mois précédant la date de lancement de la présente DP;
- ii) Un montant d'au moins 300 000,00 \$ (en dollars canadiens, taxes comprises) doit avoir été facturé aux termes d'au moins un contrat de référence du client à la date du lancement de la présente DP;
- iii) Les travaux exécutés par le soumissionnaire en vertu d'au moins un contrat de référence du client, à la date du lancement de la présente DP, doivent avoir compris les éléments suivants :
 - a) une transmission par lien de communication directe accrédité par la GRC vers son centre de liaison directe,
 - b) la transmission de demandes à Equifax ou à TransUnion par voie électronique au moyen d'une interface de système à système pour obtenir le dossier de crédit du candidat sans qu'il soit nécessaire de saisir de nouveau les renseignements du candidat dans le portail du fournisseur de services de vérification de crédit,
 - c) l'utilisation du chiffrement des données tout au long du processus pour protéger la confidentialité des renseignements,
 - d) la formation du personnel du client sur tous les aspects du système.

Notes :

- 1) Au moment de préparer sa réponse au critère O-1, le soumissionnaire doit remplir entièrement le tableau ci-après en ce qui concerne les deux contrats de référence du client.
- 2) Le soumissionnaire est prié d'inclure des renseignements complets sur le contrat de référence du client tels qu'ils sont demandés dans le tableau. Le Canada se réserve le droit de demander les coordonnées d'une personne-ressource pour le contrat de référence du client, à tout moment pendant le processus

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.

File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003_{xs}
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

d'évaluation, aux fins de vérification conformément au processus énoncé à l'alinéa 4.2c) de la PARTIE 4 de la présente DP.

- 3) Si le soumissionnaire fournit plus de contrats de référence du client que le nombre demandé, le Canada évaluera uniquement les deux premiers contrats, selon l'ordre dans lequel ils figurent dans la soumission.

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

O-1 Expérience de l'entreprise en matière de mise en œuvre d'une solution de vérification de crédit et de saisie d'empreintes digitales Live Scan			
Élément	Exigence obligatoire	Réponse du soumissionnaire	
		Corroborations de la conformité technique	Renvoi à tout document supplémentaire à l'appui dans la soumission
1.0	Renseignements sur le client du contrat de référence		
a)	Nom de l'organisation		
b)	Adresse		
c)	Personne-ressource du client (aux fins de vérification des références) <ul style="list-style-type: none"> Nom et titre Numéro de téléphone ou adresse de courriel 		
2.0	Description du contrat de référence du client		
a)	Dates de début et d'achèvement du contrat de référence du client (mois-année)		
b)	Montant total facturé (en dollars canadiens, taxes comprises) à la date de lancement de la présente DP		
c)	Le soumissionnaire doit fournir un aperçu du contrat de référence du client qui démontre que le soumissionnaire a mis en œuvre avec succès une solution biométrique pour les enquêtes de sécurité et que les travaux qu'il a exécutés, à la date de lancement de la présente DP, comprennent les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> i) une transmission par lien de communication directe accrédité par la GRC vers son centre de liaison directe; ii) la transmission de demandes à Equifax ou à TransUnion par voie électronique au moyen d'une interface de système à système pour obtenir le dossier de crédit du candidat sans qu'il soit nécessaire d'entrer de nouveau les renseignements sur le candidat dans le portail de l'agence de crédit; iii) l'utilisation du chiffrement des données tout au long du processus pour protéger la confidentialité des renseignements; iv) la formation du personnel du client sur tous les aspects du système. 		

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

O-2 Attestations

- O-2.1 Le soumissionnaire doit fournir une preuve de la GRC selon laquelle le système Live Scan proposé, dont le numériseur d'empreintes digitales mobile FAP (de l'anglais « Fingerprint Acquisition Profile » [profil d'empreintes digitales]), est certifié par un fournisseur comme étant conforme à la version la plus récente du Document de contrôle d'interface 1.7.8 de la GRC. La preuve doit être fournie et être en vigueur à la clôture des soumissions.
- O-2.2 Le soumissionnaire doit fournir une preuve de la Sous-direction de la sécurité ministérielle de la GRC, au moyen d'une évaluation de la menace et des risques approuvée, qu'il est autorisé à transmettre des empreintes digitales par voie électronique à partir d'emplacements urbains, ruraux et éloignés au Canada. La preuve doit être fournie et être en vigueur à la clôture des soumissions.
- O-2.3 Le soumissionnaire doit fournir une preuve d'accréditation de la GRC selon laquelle le système Live Scan proposé est doté d'un lien de communication directe accrédité par la GRC. La preuve doit être fournie et être en vigueur à la clôture des soumissions.
- O-2.4 Le soumissionnaire doit démontrer qu'il est accrédité par Equifax ou TransUnion pour la transmission électronique automatique de demandes à l'agence d'évaluation de crédit afin d'obtenir le dossier de crédit du candidat. L'entrepreneur doit démontrer qu'il est autorisé par Equifax ou TransUnion à revendre les résultats aux clients. La preuve doit être fournie et être en vigueur à la clôture des soumissions.

3 Critères d'évaluation obligatoires — Matériel

O-3 Numériseur d'empreintes digitales Live Scan

Élément	Exigence obligatoire	Conforme	Critères d'évaluation	Corroboration de la conformité
O-3.1	Le numériseur d'empreintes digitales mobile proposé par le soumissionnaire doit figurer sur la liste des produits certifiés du FBI dans la catégorie FAP 50 ou FAP 60.	Oui ou non	Le soumissionnaire doit démontrer que le numériseur d'empreintes digitales mobile qu'il propose figure sur la liste des produits certifiés du FBI dans la catégorie FAP 50 ou FAP 60.	
O-3.2	De par ses dimensions, le numériseur d'empreintes digitales proposé par le soumissionnaire doit être mobile.	Oui ou non	Le soumissionnaire doit démontrer que les dimensions du numériseur d'empreintes digitales mobile qu'il propose sont inférieures à :	

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Élément	Exigence obligatoire	Conforme	Critères d'évaluation	Corroboracion de la conformidad
			<ul style="list-style-type: none">6 po de longueur sur 5 po de largeur sur 4 po de profondeur.	
O-3.3	De par son poids, le numériseur d'empreintes digitales proposé par le soumissionnaire doit être mobile.	Oui ou non	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que le poids du numériseur d'empreintes digitales mobile qu'il propose est inférieur à :</p> <ul style="list-style-type: none">2 livres.	
O-3.4	Le numériseur d'empreintes digitales mobile proposé par le soumissionnaire doit être résistant à la chaleur, à l'humidité, à la lumière solaire et au froid extrême caractéristiques des conditions météorologiques du Canada.	Oui ou non	<p>Le soumissionnaire doit démontrer, au moyen d'une attestation, que le numériseur d'empreintes digitales mobile qu'il propose fonctionne à des températures allant :</p> <ul style="list-style-type: none">de -10 C à 50 C.	
O-3.5	Le numériseur d'empreintes digitales mobile proposé par le soumissionnaire doit être résistant aux empreintes latentes, c'est-à-dire que la surface n'a pas à être lavée entre les saisies.	Oui ou non	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que le numériseur d'empreintes digitales mobile qu'il propose est résistant aux empreintes latentes.</p>	

4 Critères d'évaluation obligatoires — Approche proposée

O-4 Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire et plan de gestion du projet

Pour satisfaire aux exigences imposées à l'entrepreneur qui sont résumées à la section 4 de l'énoncé des travaux, le soumissionnaire doit fournir :

- un aperçu de haut niveau de l'approche qu'il propose;
- le plan de gestion du projet de haut niveau qui s'y rattache (tel qu'il est décrit à la section 4.5.4 de l'énoncé des travaux).

Note : Prière de se reporter au critère coté C-3 pour connaître les autres critères d'évaluation cotés associés à l'exigence O-4.

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

5 Critères d'évaluation obligatoires — Protection de la vie privée

O-5 Aperçu de haut niveau du processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité du soumissionnaire

Pour satisfaire aux exigences imposées à l'entrepreneur qui sont résumées à la section 7 de l'énoncé des travaux, le soumissionnaire doit fournir :

- a) un aperçu de haut niveau de son approche relative à la protection de la vie privée;
- b) le processus de haut niveau de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité qui s'y rattache (tel qu'il est décrit à la section 7.4 de l'énoncé des travaux).

Note : Prière de se reporter au critère coté C-4 pour connaître les autres critères d'évaluation cotés associés à l'exigence O-5.

6 Critères d'évaluation obligatoires — Reprise après sinistre et poursuite des activités

O-6 Aperçu de haut niveau du plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités du soumissionnaire

Pour satisfaire aux exigences imposées à l'entrepreneur qui sont résumées à la section 7 de l'énoncé des travaux, le soumissionnaire doit fournir :

- a) un plan de haut niveau de reprise après sinistre et de poursuite des activités (tel qu'il est décrit à la section 7.5 de l'énoncé des travaux).

Note : Prière de se reporter au critère coté C-5 pour connaître les autres critères d'évaluation cotés associés à l'exigence O-6.

7 Critères d'évaluation obligatoires — Ressources professionnelles

O-7 Gestionnaire de projet de l'entrepreneur

À l'aide de la catégorie de ressources professionnelles « gestionnaire de projet » décrite à la section 5 de l'énoncé des travaux, le soumissionnaire doit proposer un gestionnaire de projet de l'entrepreneur attiré pour l'exécution des travaux de gestion du contrat décrits à l'annexe A pendant la période initiale de deux ans du contrat.

a) Le soumissionnaire doit fournir deux projets de référence du client qui démontrent que le gestionnaire de projet proposé satisfait aux exigences obligatoires décrites au critère O-7.1 du tableau O-7, « Gestionnaire de projet de l'entrepreneur proposé », ci-dessous.

Pour être conformes au critère O-7.1, les projets de référence du client **doivent** démontrer ce qui suit :

- i) Au moins un des deux projets de référence du client doit avoir eu un budget minimal de 300 000,00 \$ (en dollars canadiens, taxes comprises);
- ii) Chaque projet de référence du client doit avoir fait l'objet d'une gestion directe par la ressource proposée comme gestionnaire de projet de l'entrepreneur;

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- iii) La ressource proposée comme gestionnaire de projet de l'entrepreneur doit avoir fourni les services de gestion de projet dans le cadre du projet de référence du client pendant au moins six mois au cours des trois années précédant la date de lancement de la présente DP.

Si le soumissionnaire fournit plus de projets de référence du client que le nombre précisé au critère O-7.1, le Canada évaluera uniquement les deux premiers projets, selon l'ordre dans lequel ils figurent dans la soumission.

b) En outre, le soumissionnaire doit fournir des projets de référence du client qui démontrent que le gestionnaire de projet proposé satisfait aux exigences obligatoires décrites aux critères O-7.2 à O-7.5 du tableau O-7, « Gestionnaire de projet de l'entrepreneur proposé », ci-dessous. Le soumissionnaire peut soit utiliser les mêmes projets que ceux qu'il a fournis dans sa réponse au critère O-7.1, soit fournir jusqu'à deux projets de référence supplémentaires pour chacun des critères O-7.2, O-7.3, O-7.4 et O-7.5. Les projets de référence du client **doivent** démontrer ce qui suit :

- i) Selon le critère O-7.2, le gestionnaire de projet proposé doit avoir accumulé, au cours des cinq années précédant la date de lancement de la présente DP, au moins trois ans d'expérience confirmée dans la planification, le déploiement et la mise en œuvre de projets d'envergure nationale;
- ii) Selon le critère O-7.3, le gestionnaire de projet proposé doit avoir réalisé, au cours des cinq années précédant la date de lancement de la présente DP, au moins deux projets faisant appel à l'utilisation de la biométrie dans le cadre d'une solution de sécurité;
- iii) Selon le critère O-7.4, le gestionnaire de projet proposé doit avoir réalisé, au cours des cinq années précédant la date de lancement de la présente DP, au moins deux projets dans le cadre desquels la ressource proposée était responsable de la réussite du projet dans les délais, les coûts et les paramètres de rendement précédemment convenus;
- iv) Selon le critère O-7.5, le gestionnaire de projet proposé doit avoir réalisé, au cours des cinq années précédant la date de lancement de la présente DP, au moins un projet comportant des flux de travail automatisés à l'appui des opérations à volume élevé.

Si le soumissionnaire fournit plus de projets de référence du client que le nombre précisé aux critères O-7.2, O-7.3, O-7.4 et O-7.5, le Canada évaluera uniquement les deux premiers projets, selon l'ordre dans lequel ils figurent dans la soumission.

Dans sa réponse à l'exigence O-7, le soumissionnaire doit :

- i) donner une brève description du rôle qu'exercera le gestionnaire de projet;
- ii) remplir entièrement le tableau ci-après en ce qui concerne le gestionnaire de projet de l'entrepreneur proposé pour chaque projet de référence du client; (Note : Le gestionnaire de projet de l'entrepreneur fera l'objet d'une évaluation plus poussée au regard du critère C-6 décrit plus loin.)
- iii) inclure des renseignements complets sur le projet de référence du client tels qu'ils sont demandés dans le tableau. Le Canada se réserve le droit de demander les coordonnées d'une personne-ressource pour le projet de référence du client, à tout moment pendant le processus d'évaluation, aux fins de vérification conformément au processus énoncé à l'alinéa 4.2c) de la PARTIE 4 de la présente DP.

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

O-7 Gestionnaire de projet de l'entrepreneur proposé		Le soumissionnaire doit inscrire le nom de la ressource proposée.	
Critères	Exigence obligatoire	Réponse du soumissionnaire	
		Corroboracion de la conformidad técnica	Renvoi à tout document supplémentaire à l'appui dans la soumission
O-7.1	<p>Le soumissionnaire doit fournir deux projets de référence du client qui démontrent que la ressource proposée comme gestionnaire de projet de l'entrepreneur a fourni des services de gestion de projet dans le cadre d'un projet d'identification biométrique.</p> <p>Pour que les projets de référence du client soient pris en considération :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) l'un des projets de référence du client doit avoir eu un budget minimal de 300 000,00 \$ (en dollars canadiens, taxes comprises); ii) chaque projet de référence du client doit avoir fait l'objet d'une gestion directe par la ressource proposée comme gestionnaire de projet de l'entrepreneur; iii) la ressource proposée comme gestionnaire de projet de l'entrepreneur doit avoir fourni les services de gestion de projet dans le cadre du projet de référence du client pendant au moins six mois au cours des trois années précédant la date de lancement de la présente DP. 		
O-7.2	<p>Le gestionnaire de projet proposé doit avoir accumulé, au cours des cinq années précédant la date de lancement de la présente DP, au moins trois ans d'expérience confirmée dans la planification, le déploiement et la mise en œuvre de projets de grande d'envergure* dans différents emplacements.</p> <p>L'expérience requise peut être démontrée par un ou deux projets de référence du client. Pour être prise en considération, la ressource</p>		

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

O-7 Gestionnaire de projet de l'entrepreneur proposé		Le soumissionnaire doit inscrire le nom de la ressource proposée.	
Critères	Exigence obligatoire	Réponse du soumissionnaire	
		Corroboracion de la conformidad técnica	Renvoi à tout document supplémentaire à l'appui dans la soumission
	doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins six mois. *Un projet de grande envergure désigne un projet d'une valeur de 300 000 \$ ou plus.		
O-7.3	Le gestionnaire de projet proposé doit avoir réalisé, au cours des cinq années précédant la date de lancement de la présente DP, au moins deux projets faisant appel à l'utilisation de la biométrie dans le cadre d'une solution de sécurité. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins six mois.		
O-7.4	Le gestionnaire de projet proposé doit avoir réalisé, au cours des cinq années précédant la date de lancement de la présente DP, au moins deux projets dans le cadre desquels la ressource proposée était responsable de la réussite du projet dans les délais, les coûts et les paramètres de rendement précédemment convenus. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur chaque projet pendant au moins six mois.		
O-7.5	Le gestionnaire de projet proposé doit avoir réalisé, au cours des cinq années précédant la date de lancement de la présente DP, au moins un projet comportant des flux de travail automatisés à l'appui des opérations à volume élevé. Pour être prise en considération, la ressource doit avoir travaillé sur le projet pendant au moins quatre mois.		

8 Critères d'évaluation cotés — Qualifications de l'entreprise

Critères d'évaluation techniques	Maximum de points	Note de passage
C-1 Contrats de référence du client	90	
C-2 Numériseur d'empreintes digitales Live Scan	120	
C-3 Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire et plan de gestion du projet	240	
C-4 Aperçu de haut niveau du processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité du soumissionnaire	120	
C-5 Aperçu de haut niveau du plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités du soumissionnaire	120	
C-6 Gestionnaire de projet de l'entrepreneur	100	
Total des points	790	560

C-1 Contrats de référence du client

Le soumissionnaire doit démontrer que chacun des deux contrats de référence du client (fournis en réponse au critère obligatoire O-1, « Expérience de l'entreprise en matière de mise en œuvre d'une solution de vérification de crédit et de saisie d'empreintes digitales Live Scan ») satisfait aux critères cotés indiqués dans le tableau ci-après.

Critères d'évaluation : Chacun des deux contrats de référence du client sera évalué séparément. Le soumissionnaire recevra jusqu'à 45 points par contrat de référence du client, des points étant accordés pour chaque critère démontré, comme il est précisé ci-après.

Nom de l'organisation cliente :		Le soumissionnaire doit inscrire le nom de l'organisation cliente précisée au critère O-1.		
Élément	Exigence cotée	Maximum de points	Critères d'évaluation	Corroborations de la conformité technique
C-1.1	À la date de lancement de la présente DP, le soumissionnaire a facturé au moins 300 000,00 \$ (en dollars canadiens, taxes comprises) en vertu du contrat de référence du client.	5	<ul style="list-style-type: none"> 400 000,00 \$ ou plus = 5 points 300 000,00 \$ à 399 999,99 \$ = 3 points Moins de 300 000,00 \$ = 0 point 	

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

C-1.2	La solution mise en œuvre en vertu du contrat de référence du client comprenait la prestation d'un soutien technique spécialisé au client.	5	<ul style="list-style-type: none"> Soutien par courriel et assistance téléphonique spécialisés = 5 points Ligne d'assistance téléphonique spécialisée sans frais = 3 points Soutien par courriel spécialisé = 1 point Non = 0 point 	
C-1.3	La solution mise en œuvre était fournie dans les deux langues officielles du Canada.	5	<ul style="list-style-type: none"> Oui = 5 points Non = 0 point 	
C-1.4	La solution mise en œuvre était conforme à la Norme sur le filtrage de sécurité du gouvernement du Canada.	10	<ul style="list-style-type: none"> Oui = 10 points Non = 0 point 	
C-1.5	Les travaux exécutés par le soumissionnaire en vertu du contrat de référence du client comprenaient une interface avec un portail externe en tant que partie intégrante de la solution.	5	<ul style="list-style-type: none"> Oui = 5 points Non = 0 point 	
C-1.6	La solution mise en œuvre par le soumissionnaire en vertu du contrat de référence du client offrait une fonctionnalité de gestion des cas.	5	<ul style="list-style-type: none"> Oui = 5 points Non = 0 point 	
C-1.7	La solution mise en œuvre par le soumissionnaire en vertu du contrat de référence du client offrait une fonctionnalité de gestion des risques.	5	<ul style="list-style-type: none"> Oui = 5 points Non = 0 point 	
C-1.8	La solution mise en œuvre comprenait une fonctionnalité de vérification des empreintes digitales ainsi qu'une fonctionnalité de vérification de crédit.	5	<ul style="list-style-type: none"> Oui = 5 points Non = 0 point 	
Nombre maximal de points par contrat de référence du client		45		
Nombre maximal de points au total (pour deux contrats de référence du client)		90		

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

C-2 Numériseur d'empreintes digitales Live Scan

Marque et numéro de modèle		Le soumissionnaire doit inscrire la marque et le numéro de modèle du numériseur d'empreintes digitales Live Scan proposé.	
Élément	Exigence cotée	Maximum de points	Critères d'évaluation
C-2.1	De par ses dimensions, le numériseur d'empreintes digitales mobile proposé par le soumissionnaire est portable.	40	<p>Les dimensions du numériseur d'empreintes digitales mobile proposé par le soumissionnaire sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> inférieures à 5 po de longueur sur 4 po de largeur sur 2 po de profondeur = 40 points; inférieures à 6 po de longueur sur 5 po de largeur sur 4 po de profondeur = 25 points; <p>* Pour recevoir des points, le soumissionnaire doit fournir les dimensions du numériseur d'empreintes digitales mobile qu'il propose.</p>
C-2.2	De par son poids, le numériseur d'empreintes digitales mobile proposé par le soumissionnaire est portable.	40	<p>Le poids du numériseur d'empreintes digitales mobile proposé par le soumissionnaire est :</p> <ul style="list-style-type: none"> de 1 livre ou moins = 40 points; de plus de 1 livre et de moins de 2 livres = 25 points; <p>* Pour recevoir des points, le soumissionnaire doit fournir le poids du numériseur d'empreintes digitales mobile qu'il propose.</p>
C-2.3	Le numériseur d'empreintes digitales proposé par le soumissionnaire figure actuellement sur la liste des produits certifiés du FBI dans la catégorie FAP 50 ou FAP 60.	40	<ul style="list-style-type: none"> FAP 50 = 40 points FAP 60 = 25 points <p>* Pour recevoir des points, le soumissionnaire doit démontrer que le numériseur d'empreintes digitales qu'il propose figure sur la liste des produits certifiés du FBI dans la catégorie FAP 50 ou FAP 60.</p>
Nombre maximal de points au total		120	

9 Critères d'évaluation cotés — Approche proposée

C-3 Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire et plan de gestion du projet

Critères d'évaluation : La réponse du soumissionnaire au critère obligatoire O-4, « Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire et plan de gestion du projet », sera évaluée plus amplement, et le soumissionnaire recevra jusqu'à **240 points**, accordés de la manière suivante :

C-3 Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire et plan de gestion du projet		
A	B	C
Critère coté	Maximum de points	Critères d'évaluation
<p>a) Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire</p> <p>L'approche proposée par le soumissionnaire en réponse au critère O-4 doit comprendre une description narrative de l'approche que le soumissionnaire propose d'utiliser pour exécuter les travaux prévus au contrat subséquent, ce qui comprend à tout le moins les travaux associés aux éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) la composante sécurisée du formulaire Web du SCT (telle qu'elle est décrite à la section 4.1.1 de l'énoncé des travaux); ii) la composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales (telle qu'elle est décrite à la section 4.1.2 de l'énoncé des travaux); iii) la composante sécurisée de la décision (telle qu'elle est décrite à la section 4.1.3 de l'énoncé des travaux); iv) les exigences techniques (telles qu'elles sont précisées à la section 4.2 de l'énoncé des travaux); v) le matériel (tel qu'il est décrit à la section 4.3 de l'énoncé des travaux). 	120	<p>Jusqu'à 120 points, accordés de la manière suivante :</p> <p>120 points — Excellent (dépasser les exigences). La réponse du soumissionnaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) traite de chaque élément du critère de l'alinéa a) de la colonne A du présent tableau; b) démontre que l'approche proposée répond à toutes les exigences minimales précisées aux sections 4.1.1, 4.1.2, 4.1.3, 4.2, 4.3, 4.4 et 4.5 de l'énoncé des travaux et livre une solution ayant fait l'objet d'essais complets et prévoyant que 50 numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC et licences seront livrés et installés à Statistique Canada dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat, et que les 500 autres numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC et licences seront livrés et installés à Statistique Canada au plus tard le 5 août 2020; c) fournit tous les détails de l'approche proposée, dont les tâches, les activités et les produits livrables, lesquels sont fondés sur les leçons apprises, les méthodologies établies et les pratiques exemplaires;

C-3 Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire et plan de gestion du projet		
A	B	C
Critère coté	Maximum de points	Critères d'évaluation
		<p>d) démontre qu'il comprend parfaitement l'exigence et présente un avantage en proposant une approche qui tient compte de toutes les spécifications, qui recense les risques possibles et une stratégie d'atténuation, et qui inclut un plan d'assurance de la qualité et une stratégie de poursuite des activités.</p> <p>85 points — Bien (satisfait à la plupart des exigences). La réponse du soumissionnaire :</p> <p>a) traite de la plupart des éléments du critère de l'alinéa a) de la colonne A du présent tableau;</p> <p>b) démontre que l'approche proposée répond à la plupart des exigences minimales précisées aux sections 4.1.1, 4.1.2, 4.1.3, 4.2 et 4.3 de l'énoncé des travaux et livre une solution ayant fait l'objet d'essais complets et prévoyant que 50 numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC et licences seront livrés et installés à Statistique Canada dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat, et que les 500 autres numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC et licences seront livrés et installés à Statistique Canada au plus tard le 5 août 2020;</p> <p>c) fournit suffisamment de renseignements, mais elle ne contient pas assez de détails concernant l'approche proposée, dont les tâches, les activités et les produits livrables, lesquels sont fondés sur les leçons apprises, les méthodologies établies et les pratiques exemplaires;</p>

C-3 Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire et plan de gestion du projet		
A	B	C
Critère coté	Maximum de points	Critères d'évaluation
		<p>d) démontre une compréhension partielle de l'exigence et propose une approche qui tient compte de la plupart des spécifications, qui recense la plupart des risques possibles et une stratégie d'atténuation, et qui inclut un plan d'assurance de la qualité et une stratégie de poursuite des activités.</p> <p>55 points — Incomplet (ne satisfait pas à certaines exigences). La réponse du soumissionnaire :</p> <p>a) traite de certains éléments du critère de l'alinéa a) de la colonne A du présent tableau;</p> <p>b) démontre que l'approche proposée répond à certaines exigences minimales précisées aux sections 4.1.1, 4.1.2, 4.1.3, 4.2 et 4.3 de l'énoncé des travaux et livre une solution ayant fait l'objet d'essais complets et prévoyant que 50 numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC et licences seront livrés et installés à Statistique Canada dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat, et que les 450 autres numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC et licences seront livrés et installés à Statistique Canada au plus tard le 5 août 2020;</p> <p>c) fournit des renseignements concernant l'approche proposée, dont les tâches, les activités et les produits livrables, mais les renseignements ne sont pas assez détaillés ou ils sont insuffisants, ou des éléments sont manquants;</p>

C-3 Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire et plan de gestion du projet		
A	B	C
Critère coté	Maximum de points	Critères d'évaluation
		<p>d) démontre une compréhension partielle de l'exigence et propose une approche qui tient compte de certaines des spécifications ou qui ne tient pas compte de tous les besoins.</p> <p>0 point — Inacceptable. La réponse du soumissionnaire ne traite pas du critère coté énoncé à l'alinéa a) de la colonne A du présent tableau.</p>
<p>b) Plan de gestion du projet (PGP)</p> <p>Le PGP proposé par le soumissionnaire en réponse au critère O-4 doit être fourni en format Microsoft Project. Il doit montrer le calendrier global et indiquer clairement les tâches, les grandes étapes, les produits livrables, les interdépendances et le chemin critique pour exécuter les travaux prévus au contrat subséquent, ce qui comprend à tout le moins les travaux associés aux éléments suivants :</p> <p>vi) la composante sécurisée du formulaire Web du SCT (telle qu'elle est décrite à la section 4.1.1 de l'énoncé des travaux);</p> <p>vii) la composante sécurisée de la prise d'empreintes digitales (telle qu'elle est décrite à la section 4.1.2 de l'énoncé des travaux);</p> <p>viii) la composante sécurisée de la décision (telle qu'elle est décrite à la section 4.1.3 de l'énoncé des travaux);</p> <p>ix) les exigences techniques (telles qu'elles sont précisées à la section 4.2 de l'énoncé des travaux);</p>	120	<p>Jusqu'à 120 points, accordés de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> 120 points — Excellent (dépasse les exigences). La réponse du soumissionnaire : <ul style="list-style-type: none"> a) traite de chaque élément du critère de l'alinéa b) de la colonne A du présent tableau; b) démontre que le PGP proposé répond à toutes les exigences minimales précisées aux sections 4.1.1, 4.1.2, 4.1.3, 4.2 et 4.3 de l'énoncé des travaux et livre une solution ayant fait l'objet d'essais complets et prévoyant que 50 numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC et licences seront livrés et installés à Statistique Canada dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat, et que les 500 autres numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC et licences seront livrés et installés à Statistique Canada au plus tard le 5 août 2020; c) fournit un PGP proposé qui décrit en détail les tâches, les activités et les produits livrables, lesquels sont fondés sur les leçons apprises, les méthodologies établies et les pratiques exemplaires;

C-3 Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire et plan de gestion du projet		
A	B	C
Critère coté	Maximum de points	Critères d'évaluation
<p>x) le matériel (tel qu'il est décrit à la section 4.3 de l'énoncé des travaux).</p> <p>Notes :</p> <p>1) Pour le présent besoin, le soumissionnaire doit supposer qu'il faut au moins 10 jours pour obtenir l'approbation, les décisions ou la rétroaction du gestionnaire de projet de Statistique Canada pour chaque produit livrable ou grande étape, et un minimum de 5 jours supplémentaires pour obtenir l'approbation, les décisions ou la rétroaction du gestionnaire de projet de Statistique Canada pour chaque version d'un produit livrable révisé.</p> <p>2) Le soumissionnaire doit mettre à jour le présent PGP en y ajoutant de plus amples détails et y mettre la dernière main en tant que produit livrable conformément à la section 4.5.4 de l'énoncé des travaux.</p>		<p>d) démontre qu'il comprend parfaitement l'exigence et présente un avantage en proposant un PGP qui améliore ou rehausse l'approche envisagée par Statistique Canada tout en assurant ou en facilitant l'atteinte des objectifs du projet de solution mobile pour les enquêtes de sécurité, tels qu'ils sont décrits dans l'énoncé des travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 85 points — Bien (satisfait à la plupart des exigences). La réponse du soumissionnaire : <ul style="list-style-type: none"> a) traite de la plupart des critères de l'alinéa b) de la colonne A du présent tableau; b) démontre que le PGP proposé répond à la plupart des exigences minimales précisées aux sections 4.1.1, 4.1.2, 4.1.3, 4.2 et 4.3 de l'énoncé des travaux et livre une solution ayant fait l'objet d'essais complets et prévoyant que 50 numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC et licences seront livrés et installés à Statistique Canada dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat, et que les 500 autres numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC et licences seront livrés et installés à Statistique Canada au plus tard le 5 août 2020; c) démontre une compréhension partielle de l'exigence et propose un PGP qui décrit la plupart des tâches, des activités et des produits livrables détaillés, lesquels sont fondés sur les leçons apprises, les méthodologies établies et les pratiques exemplaires.

C-3 Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire et plan de gestion du projet		
A	B	C
Critère coté	Maximum de points	Critères d'évaluation
		<ul style="list-style-type: none"> 55 points — Incomplet (ne satisfait pas à certaines exigences). La réponse du soumissionnaire : <ul style="list-style-type: none"> a) traite de certains éléments du critère de l'alinéa b) de la colonne A du présent tableau; b) démontre que le PGP proposé répond à certaines des exigences minimales précisées aux sections 4.1.1, 4.1.2, 4.1.3, 4.2 et 4.3 de l'énoncé des travaux et livre une solution ayant fait l'objet d'essais complets et prévoyant que 50 numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC et licences seront livrés et installés à Statistique Canada dans les 30 jours suivant l'attribution du contrat, et que les 500 autres numériseurs d'empreintes digitales mobiles FAP certifiés par la GRC et licences seront livrés et installés à Statistique Canada au plus tard le 5 août 2020; c) démontre une compréhension partielle de l'exigence et propose un PGP qui décrit une partie des tâches, des activités et des produits livrables détaillés. 0 point — Inacceptable. La réponse du soumissionnaire ne traite pas du critère coté énoncé à l'alinéa b) de la colonne A du présent tableau.
Total	240	

10 Critères d'évaluation cotés — Processus proposé de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité

C-4 Aperçu de haut niveau du processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité proposé par le soumissionnaire

Critères d'évaluation : La réponse du soumissionnaire au critère obligatoire O-5, « Aperçu de haut niveau du processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité proposé par le soumissionnaire », sera évaluée plus amplement, et le soumissionnaire recevra jusqu'à **120 points**, accordés de la manière suivante :

C-4 Aperçu de haut niveau du processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité proposé par le soumissionnaire		
A		B
Critère coté		Maximum de points
a) Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire Le processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité proposé par le soumissionnaire en réponse au critère O-5 doit comprendre une description narrative du processus que le soumissionnaire propose d'utiliser pour exécuter les travaux prévus au contrat subséquent, ce qui comprend à tout le moins les travaux associés à la section 7.4 de l'énoncé des travaux.		120
		<p>Jusqu'à 120 points, accordés de la manière suivante :</p> <p>120 points — Excellent (dépasse les exigences). Le soumissionnaire démontre que l'entreprise dispose d'un processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité et d'un plan de gestion des incidents robustes et détaillés. Les protocoles établis tiennent compte des principaux éléments normalisés, notamment d'une période d'évaluation acceptable, d'une stratégie de notification et d'un plan d'action suivant les atteintes. Le processus de gestion des atteintes est adapté à l'exigence de Statistique Canada.</p> <p>85 points — Bien (satisfait à la plupart des exigences). Le soumissionnaire démontre que l'entreprise dispose d'un processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité et d'un plan de gestion des incidents. Les protocoles établis tiennent compte de la plupart des éléments normalisés, notamment d'une période d'évaluation, d'une stratégie de notification et d'un plan d'action suivant les atteintes. Le processus de gestion des atteintes est facilement adaptable à l'exigence de Statistique Canada.</p>

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

C-4 Aperçu de haut niveau du processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité proposé par le soumissionnaire		
A	B	C
Critère coté	Maximum de points	Critères d'évaluation
		55 points — Incomplet (ne satisfait pas à certaines exigences). Le soumissionnaire démontre que l'entreprise dispose d'un processus de gestion des atteintes à la vie privée ou à la sécurité et d'un plan de gestion des incidents, mais ils doivent être améliorés. Les protocoles établis tiennent compte de certains des éléments normalisés. Certains détails sont manquants ou insuffisants.
		0 point — Inacceptable. La réponse du soumissionnaire ne traite pas du critère coté énoncé.
Total		120

11 Critères d'évaluation cotés — Plan proposé de reprise après sinistre et de poursuite des activités

C-5 Aperçu de haut niveau du plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités proposé par le soumissionnaire

Critères d'évaluation : La réponse du soumissionnaire au critère obligatoire O-6, « Aperçu de haut niveau du plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités proposé par le soumissionnaire », sera évaluée plus amplement, et le soumissionnaire recevra jusqu'à **120 points**, accordés de la manière suivante :

C-5 Aperçu de haut niveau du plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités proposé par le soumissionnaire		
A	B	C
Critère coté	Maximum de points	Critères d'évaluation
<p>a) Aperçu de haut niveau de l'approche proposée par le soumissionnaire</p> <p>Le plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités proposé par le soumissionnaire en réponse au critère O-6 doit comprendre une description narrative du processus que le soumissionnaire propose d'utiliser pour exécuter les travaux prévus au contrat subséquent, ce qui comprend à tout le moins les travaux associés à la section 7.5 de l'énoncé des travaux.</p>	120	<p>Jusqu'à 120 points, accordés de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> 120 points — Excellent (dépassé les exigences). Le soumissionnaire démontre que l'entreprise a un plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités robuste et détaillé. Les protocoles établis tiennent compte des principaux éléments normalisés, notamment d'un énoncé de politique acceptable, d'une évaluation des risques, de mesures d'intervention d'urgence détaillées et de procédures en cas de problèmes financiers ou juridiques. Le plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités est adapté à l'exigence de Statistique Canada. 85 points — Bien (satisfait à la plupart des exigences). Le soumissionnaire démontre que l'entreprise a un plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités. Les protocoles établis tiennent compte de la plupart des éléments normalisés, notamment d'un énoncé de politique acceptable, d'une évaluation des risques, de mesures d'intervention d'urgence détaillées et de procédures en cas de problèmes financiers ou juridiques. Le plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités est facilement adaptable à l'exigence de Statistique Canada. 55 points — Incomplet (ne satisfait pas à certaines exigences). Le soumissionnaire démontre que l'entreprise a un plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités, mais ce plan doit être amélioré. Les protocoles établis tiennent compte de certains des éléments normalisés. Certains détails sont manquants ou insuffisants.

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

C-5 Aperçu de haut niveau du plan de reprise après sinistre et de poursuite des activités proposé par le soumissionnaire		
A	B	C
Critère coté	Maximum de points	Critères d'évaluation
		<ul style="list-style-type: none">0 point — Inacceptable. La réponse du soumissionnaire ne traite pas du critère coté énoncé.
Total		120

12 Critères d'évaluation cotés — Ressource proposée

Le soumissionnaire doit démontrer plus avant l'expérience du gestionnaire de projet proposé en réponse au critère obligatoire O-7, « Gestionnaire de projet de l'entrepreneur », conformément aux critères cotés qui suivent.

C-6 Gestionnaire de projet de l'entrepreneur

C-6 Gestionnaire de projet proposé de l'entrepreneur		Le soumissionnaire doit inscrire le nom de la ressource proposée en réponse au critère O-7.	
Critère coté		Maximum de points	Critères d'évaluation
a)	Le gestionnaire de projet de l'entrepreneur doit détenir un diplôme ou un certificat d'une université ou d'un collège reconnu au Canada dans une discipline d'entreprise, dans les domaines scientifique et informatique.	10	<ul style="list-style-type: none"> 10 points — Copie d'un diplôme ou d'un certificat universitaire ou collégial valide dans les domaines mentionnés à l'alinéa a) jointe à la soumission. 0 point — Aucune copie d'un diplôme ou d'un certificat universitaire ou collégial valide dans les domaines mentionnés à l'alinéa a) jointe à la soumission.
b)	Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée comme gestionnaire de projet de l'entrepreneur possède de l'expérience, acquise dans le cadre d'un projet d'une durée minimale de six mois mené au cours des trois années précédant la date de lancement de la présente DP, à titre de gestionnaire de projet chargé de mettre en œuvre avec succès une solution pour les enquêtes de sécurité qui comprenait la transmission électronique d'empreintes digitales et de demandes de vérification de crédit.	25	<ul style="list-style-type: none"> 25 points — Démonstre que l'expérience a été acquise dans le cadre d'un projet ayant mené à la mise en œuvre réussie d'une solution pour les enquêtes de sécurité qui comprenait la transmission électronique d'empreintes digitales et de demandes de vérification de crédit. 15 points — Démonstre que l'expérience a été acquise dans le cadre d'un projet ayant mené à la mise en œuvre réussie d'une solution pour les enquêtes de sécurité qui comprenait uniquement la transmission électronique d'empreintes digitales. 0 point — Ne démontre pas qu'une expérience a été acquise dans le cadre d'un projet ayant mené à la mise en œuvre réussie d'une solution pour les enquêtes de sécurité qui comprenait la transmission électronique d'empreintes digitales et de demandes de vérification de crédit, ou uniquement la transmission électronique d'empreintes digitales.
c)	Le soumissionnaire doit démontrer, à l'aide de descriptions de projet, que la ressource proposée comme gestionnaire de projet de l'entrepreneur possède de l'expérience, acquise dans le cadre d'un projet d'une durée minimale de six mois mené au cours des trois années précédant la date de lancement de la présente DP, à titre de	25	<p>Jusqu'à 25 points par projet (maximum de 1 projet), accordés de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> 25 points — La réponse du soumissionnaire : <ul style="list-style-type: none"> i) traite du critère coté énoncé à l'alinéa c); ii) démontre tous les aspects de l'expérience de la ressource désignée en fournissant une description du

C-6 Gestionnaire de projet proposé de l'entrepreneur		Le soumissionnaire doit inscrire le nom de la ressource proposée en réponse au critère O-7.	
Critère coté	Maximum de points	Critères d'évaluation	
gestionnaire de projet chargé de mettre en œuvre avec succès une solution pour les enquêtes de sécurité qui comprenait une application opérationnelle de gestion des dossiers de cas semblable à celle décrite à la section 4 de l'énoncé des travaux.		<p>travail qu'elle a accompli dans l'exercice de ces fonctions.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 15 points — La réponse du soumissionnaire : <ul style="list-style-type: none"> i) traite du critère coté énoncé à l'alinéa c); ii) fournit des renseignements qui démontrent quelques-uns (mais pas la totalité) des aspects de l'expérience déclarée. • 5 points — La réponse du soumissionnaire : <ul style="list-style-type: none"> i) traite du critère coté énoncé à l'alinéa c), mais ne fournit aucun renseignement démontrant l'expérience déclarée. • 0 point — La réponse du soumissionnaire ne traite pas du critère coté énoncé à l'alinéa c). 	
d) Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource possède de l'expérience, acquise dans le cadre d'un projet d'une durée minimale de six mois mené au cours des trois années précédant la date de lancement de la présente DP, à titre de gestionnaire de projet chargé de mettre en œuvre avec succès une solution pour les enquêtes de sécurité qui lui a permis de s'acquitter de toutes les tâches de la gestion de projet, notamment du développement, de la planification, l'exécution, de la surveillance, du contrôle et de l'évaluation.	25	<p>Jusqu'à 25 points par projet (maximum de 1 projet), accordés de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 25 points — La réponse du soumissionnaire : <ul style="list-style-type: none"> i) traite de chaque élément du critère coté énoncé à l'alinéa d); ii) démontre tous les aspects de l'expérience de la ressource désignée en fournissant une description du travail qu'elle a accompli dans l'exercice de ces fonctions. • 15 points — La réponse du soumissionnaire : <ul style="list-style-type: none"> i) traite de chaque élément du critère coté énoncé à l'alinéa d); ii) fournit des renseignements qui démontrent quelques-uns (mais pas la totalité) des aspects de l'expérience déclarée. • 5 points — La réponse du soumissionnaire : <ul style="list-style-type: none"> i) soit ne traite pas de chaque élément du critère coté énoncé à l'alinéa d); ii) soit traite de chaque élément du critère coté énoncé à l'alinéa d), mais ne fournit aucun renseignement démontrant l'expérience déclarée. • 0 point — La réponse du soumissionnaire ne traite pas du critère coté énoncé à l'alinéa d). 	
e) Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource possède de l'expérience en tant que gestionnaire de projet responsable d'un système de mise en place dans de multiples emplacements	15	<p>Jusqu'à 15 points par projet (maximum de 1 projet), accordés de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 15 points — La réponse du soumissionnaire : <ul style="list-style-type: none"> i) doit démontrer que la ressource proposée satisfait aux exigences 	

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

C-6 Gestionnaire de projet proposé de l'entrepreneur		Le soumissionnaire doit inscrire le nom de la ressource proposée en réponse au critère O-7.
Critère coté	Maximum de points	Critères d'évaluation
géographiques, et ce, d'au moins un projet s'étalant sur au moins six mois.		décrites au paragraphe e) cinq projets ou plus. <ul style="list-style-type: none">• 10 points — La réponse du soumissionnaire :<ul style="list-style-type: none">i) doit démontrer que la ressource propose satisfait aux exigences décrites au paragraphe e) trois ou quatre projets.• 5 points — La réponse du soumissionnaire :<ul style="list-style-type: none">i) doit démontrer que la ressource propose satisfait aux exigences décrites au paragraphe e) un ou deux projets.
Note maximale	100	

Solicitation No. - N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. - N° de réf. du client
45045-180072

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID - Id de l'acheteur
003xs
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Pièce jointe 4.2 de la partie 4 – soumission financière

Veillez-vous reporter à la feuille de calcul en format Microsoft Excel, en pièce-jointe, pour la soumission financière.

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif. 003xs	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N°VME 003xs.45045-180072

Pièce jointe 4.3 à la partie 4 - Démonstration

Fiche d'évaluation par consensus

Démonstration
MSSS – Recensement de 2021

Soumissionnaire : _____

1. MÉTHODOLOGIE DE LA DÉMONSTRATION

Démonstration au premier rang (description du processus)

- (i) Le soumissionnaire doit démontrer de quelle manière la solution proposée respecte les exigences en matière de fonctionnalité technique en effectuant un ou plusieurs cas d'utilisation.
- (ii) Jusqu'à quatre (4) représentants du soumissionnaire peuvent être présents sur place pendant la Démonstration. Deux autres représentants du soumissionnaire peuvent être joints par téléphone.
- (iii) La Démonstration de la solution proposée doit être effectuée.
- (iv) Les captures d'écran et les présentations PowerPoint, vidéos, etc. ne sont pas permises comme équivalent de la Démonstration.
- (v) Au cours de la Démonstration du soumissionnaire, le gouvernement du Canada n'agira qu'à titre d'observateur et pourra poser des questions.
- (vi) Le soumissionnaire doit exécuter la Démonstration dans les installations de Statistique Canada dans la région d'Ottawa/Gatineau.
- (vii) Le soumissionnaire doit fournir sa solution LiveScan, un accès à Internet, un accès à un service de réunions virtuelles (le cas échéant) et tout autre matériel et équipement nécessaires pour effectuer sa Démonstration, à ses frais. Statistique Canada fournira un dispositif de projection avec connexion HDMI.
- (viii) Si un problème technique survient et concerne le gouvernement, le soumissionnaire aura droit à du temps de rattrapage équivalent au temps perdu afin de compléter sa Démonstration. La détermination de la responsabilité en cas de problèmes et de leur résolution est entièrement à la discrétion de l'autorité contractante du gouvernement du Canada.
- (ix) Après avoir été informé par l'autorité contractante, le soumissionnaire sera mis au courant de la date, de l'heure et du lieu de la Démonstration ainsi que des différents cas d'utilisation requis, et il aura cinq jours ouvrables pour s'y préparer. La solution proposée doit à ce moment-là être complète et fonctionnelle en vertu des cas d'utilisation.
- (x) Le soumissionnaire aura un délai maximal de trois heures pour terminer la Démonstration. Si le Canada détermine que la solution proposée ne répond pas à chacune des exigences obligatoires de l'appel d'offres, la Démonstration sera considéré comme un échec et le soumissionnaire sera disqualifié. À la suite de la Démonstration, le Canada peut réduire la note accordée au soumissionnaire à l'égard de toute exigence cotée si ce contrôle ne valide pas la note attribuée au soumissionnaire en fonction de sa soumission écrite. La note du soumissionnaire ne sera pas augmentée à la suite d'une Démonstration. S'il réduit la note du soumissionnaire à la suite de la Démonstration de la soumission, le Canada procédera à un nouveau classement des soumissionnaires.
- (xi) S'il est retenu pour effectuer une Démonstration, le soumissionnaire devra servir d'interface avec l'environnement d'essai ou de certification de la GRC et avec l'environnement d'essai d'Equifax ou de TransUnion.
- (xii) S'il est retenu pour effectuer une Démonstration, le soumissionnaire devra importer automatiquement des données d'un fichier comprenant des données d'essai fournies par Statistique Canada.

2. Cas d'utilisation/scénario concernant l'attestation de sécurité de bout en bout (le demandeur n'a pas de condition défavorable)

Un nouveau demandeur a posé sa candidature pour un emploi dans le cadre du recensement sur le Portail de gestion de la collecte (PGC) de Statistique Canada a produit un fichier comprenant un enregistrement dont le format correspond au format qui sera fourni 5 jours avant la démonstration. Le demandeur vit au Canada depuis les six dernières années. Le candidat a fait prendre ses empreintes digitales dans un site d'essai représenté par l'endroit où la Démonstration sera présentée. Le soumissionnaire fournira à l'avance à Statistique Canada le nom et l'adresse du demandeur. Ces derniers doivent renvoyer à un dossier de données d'essai de l'environnement d'essai d'Equifax ou de TransUnion. Le demandeur n'a aucun casier judiciaire et son dossier de crédit ne contient aucun renseignement défavorable.

Composante sur le formulaire en ligne du SCT

La Démonstration commencera par la présentation par le soumissionnaire du courriel réel généré et envoyé au demandeur. Un membre de l'équipe du soumissionnaire, représentant le demandeur, montrera ensuite comment il peut cliquer sur le lien indiqué dans le formulaire SCT 330-23 par l'entremise de l'application Web du soumissionnaire. On suppose que ce processus se déroulera dans l'environnement d'essai du soumissionnaire. Il est important que cette démarche ne soit pas réalisée au moyen d'un document PDF éditiable, mais bien en utilisant une application Web conçue par le soumissionnaire. Le soumissionnaire montrera comment il valide les données du formulaire du SCT et évite les erreurs liées à la saisie de données. À la fin de cette étape, il doit y avoir une démonstration d'un formulaire SCT 330-23 en format PDF entièrement produit en respectant les normes sur le filtrage de sécurité du SCT, y compris les signatures requises, le cas échéant.

Composante de prise d'empreintes digitales

Après la présentation du formulaire en ligne du SCT, les données du formulaire doivent être accessibles au moyen du système LiveScan du soumissionnaire certifié par la GRC. Le système LiveScan doit pouvoir importer ces données démographiques dans la solution LiveScan pour ensuite procéder à la prise d'empreintes digitales. Le scanneur permettant de saisir les empreintes digitales doit être un FAP 50 ou un FAP 60 mobile et être celui proposé par le soumissionnaire et certifié par la GRC en vertu de la plus récente version du Document de contrôle d'interface de la GRC DCI 1.7.8. Les données indiquées dans le système LiveScan doivent être les mêmes que les données saisies dans le formulaire de demande en ligne du SCT.

Un membre de l'équipe du soumissionnaire représentera le demandeur à son arrivée au site d'essai pour la prise de ses empreintes digitales. Le soumissionnaire doit démontrer comment le système LiveScan peut saisir les empreintes digitales et consigner les données sur les empreintes du demandeur dans l'ordinateur portatif local de LiveScan sans aucune connexion réseau. Les résultats de la prise des empreintes digitales doivent ensuite être transmis par voie électronique à l'environnement d'essai/de certification de la GRC. Le soumissionnaire demandera, en personne ou par téléphone, à un représentant de la GRC ayant accès à l'environnement d'essai/de certification de la GRC dans le cadre de la Démonstration de valider que les résultats ont été reçus et acceptés par la GRC. Les empreintes digitales faisant l'objet de l'essai ne devraient correspondre à aucune empreinte digitale de l'environnement d'essai de la GRC et devraient donc donner un résultat négatif.

Composante de traitement

Le soumissionnaire doit posséder un environnement d'essai configuré de manière à recevoir le résultat négatif renvoyé par l'environnement d'essai/de certification de la GRC. Le soumissionnaire doit montrer le courriel de réponse de la GRC comprenant le résultat négatif tel que reçu dans l'environnement de courrier électronique. Le soumissionnaire devrait ensuite montrer comment la composante de traitement a automatiquement traité la réponse du processus de vérification de casier judiciaire (VCJ) de la GRC et comment une copie de cette réponse a été placée dans le dispositif de gestion des documents de la composante de traitement. Le soumissionnaire doit avoir accès à un représentant d'Equifax ou de TransUnion en personne ou

au téléphone pendant la Démonstration. Le soumissionnaire doit montrer comment le nom et l'adresse renvoient à un dossier d'essai de l'environnement d'essai d'Equifax ou de TransUnion et montrer le format brut des données transmises. Le soumissionnaire doit montrer les types de règles concernant le crédit défavorable qui peuvent être configurées dans le système et montrer que le demandeur n'est associé à aucune condition défavorable découlant de la vérification de la solvabilité. Le soumissionnaire doit montrer une version lisible par l'utilisateur des données du dossier de crédit du demandeur produites par le système du soumissionnaire.

3. EXIGENCES

SECTION DE L'EDT	Besoin	Tâches que le soumissionnaire doit démontrer pour réussir la Démonstration	Démontrés/ non démontrés
4.1.1.1	La composante sécurisée sur le formulaire en ligne du SCT doit veiller à ce que le processus de filtrage de sécurité respecte la norme du gouvernement du Canada sur le filtrage de sécurité en utilisant le plus récent formulaire approuvé de filtrage de sécurité et de consentement du SCT.	1. Le soumissionnaire doit démontrer la production d'un formulaire SCT 330-23 intégral en format PDF comprenant toutes les signatures nécessaires du demandeur. (Les signatures des responsables de la sécurité du personnel ne seront pas affichées à cette étape du flux des travaux.)	
4.1.1.2	La composante sécurisée sur le formulaire en ligne du SCT doit permettre d'importer les données configurables du demandeur à partir d'un fichier externe (le format sera fourni par Statistique Canada après l'attribution du contrat) et de les utiliser pour générer automatiquement un courriel invitant les demandeurs à remplir leur formulaire d'autorisation et de consentement pour le processus de filtrage de sécurité en fournissant un lien vers une application Web dans le courriel. L'application Web permet au demandeur de saisir les données dans le formulaire SCT 330-23 (ou un équivalent).	Le soumissionnaire doit démontrer que la solution qu'il propose a permis de faire ce qui suit : 1. le fichier transmis par Statistique Canada a été transféré automatiquement; 2. un courriel a été généré et envoyé; 3. le courriel comprenait un lien sur lequel il est possible de cliquer pour accéder à l'application Web.	
4.1.1.3	La composante sécurisée sur le formulaire en ligne du SCT doit permettre aux demandeurs de saisir leurs renseignements personnels et de donner le consentement requis pour le filtrage de sécurité en vertu du formulaire SCT 330-23 (ou son équivalent).	1. Le soumissionnaire doit montrer comment le demandeur peut donner son consentement et ajouter sa signature et ses initiales en ligne dans l'application Web.	

4.1.1.5	La composante sécurisée sur le formulaire en ligne du SCT doit valider automatiquement les données du demandeur pour en confirmer l'intégralité puisqu'elles font partie des renseignements obligatoires requis pour le filtrage de sécurité, en particulier pour remplir le formulaire SCT 330-23 (ou son équivalent). La composante sur le formulaire en ligne du SCT doit permettre d'éviter que les candidats soumettent un formulaire SCT 330-23 (ou son équivalent) incomplet. Le formulaire est soumis et fait partie intégrante du fichier de renseignements du demandeur pour le processus de filtrage de sécurité.	1. Le soumissionnaire doit montrer que l'application Web valide les données, p. ex. que tous les champs sont remplis, que les antécédents de résidence sont complets pour cinq années entières, etc. Remarque : Le soumissionnaire démontrera cette étape avant le point 4.1.1.3.	
4.1.2.1	La composante sécurisée de prise d'empreintes digitales doit importer les données démographiques du demandeur qui se trouvent dans la composante sur le formulaire en ligne du SCT une à la fois ou en lot.	1. Le soumissionnaire doit montrer son système LiveScan en train d'accéder aux données du formulaire du SCT et de les importer.	
4.1.2.2	La composante sécurisée de prise d'empreintes digitales doit comprendre des scanners d'empreintes résistant aux traces latentes, c'est-à-dire que le plateau n'a pas à être lavé entre les saisies.	1. Lorsqu'il prend les empreintes, le soumissionnaire doit démontrer que les deuxième et troisième images ne laissent pas de traces latentes.	
4.1.2.4	La composante sécurisée de prise d'empreintes digitales doit être une solution d'enregistrement et de transmission afin que lorsque le réseautage n'est pas possible, les transactions puissent être enregistrées et transmises lorsque l'accès au réseau est rétabli.	1. Le soumissionnaire doit utiliser la solution qu'il propose pour transmettre le fichier NIST produit pendant cette étape à la ressource de la GRC aux fins de confirmation.	
4.1.3.1	La composante sécurisée de traitement doit permettre de soumettre par voie électronique les demandes à Equifax Canada ou à TransUnion Canada en utilisant une interface de système à système pour obtenir le dossier de crédit du demandeur sans avoir besoin de saisir à nouveau les	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le soumissionnaire doit confirmer avec le représentant d'Equifax ou de TransUnion que la demande électronique a été soumise. 2. Le soumissionnaire doit montrer que la solution qu'il propose peut extraire les dossiers de crédit bruts du serveur. 	

	renseignements du demandeur dans le portail d'une agence de crédit.		
4.1.3.2	La composante sécurisée de traitement doit déterminer s'il y a des conditions défavorables associées aux dossiers de crédit conformément à des règles opérationnelles configurables.	1. Le soumissionnaire doit montrer les règles opérationnelles sur les conditions défavorables qui sont vérifiées, comme la cote de crédit, les saisies-arrêts, les faillites, etc., et démontrer comment chacune de ces règles est configurable. REMARQUE : Comme le cas d'utilisation ne comprend aucune condition défavorable, il n'y en aura pas dans les résultats réels.	
4.1.3.3	La composante sécurisée de traitement doit générer une version lisible en format PDF des renseignements de solvabilité et joindre automatiquement le document au dossier.	1. L'utilisateur généré et les sections des différentes conditions liées aux vérifications de solvabilité dans la solution proposée.	
4.1.3.4	La composante sécurisée de traitement doit assurer l'interface avec les résultats de la vérification du casier judiciaire de la GRC, associer les résultats au dossier du cas et traiter automatiquement les résultats dans le cadre du processus de traitement.	1. Le soumissionnaire doit montrer la réponse par courriel qui se trouve dans sa boîte de réception et confirmer avec la GRC qu'elle correspond à celle qui a été envoyée. 2. Le soumissionnaire doit démontrer comment le flux de travaux a été lancé avec l'envoi de la réponse.	
4.1.3.5	La composante sécurisée de traitement doit joindre automatiquement les résultats de la vérification du casier judiciaire au dossier du cas.	1. Le soumissionnaire doit montrer les résultats de la vérification civile joints dans son système de gestion des documents associé au cas.	
4.1.3.6	La composante sécurisée de traitement doit fusionner les résultats dans un dossier pouvant être facilement consulté et classé par ordre de priorité en fonction des besoins en matière de recrutement.	1. Le soumissionnaire doit montrer le dossier du cas après le traitement des résultats de la vérification du casier judiciaire et du dossier de crédit.	
4.1.3.7	La composante sécurisée de traitement doit comprendre un système de gestion des documents permettant de joindre et de télécharger des fichiers externes comme les résultats de la vérification du casier judiciaire, des dossiers de crédit bruts,	1. Le soumissionnaire doit faire une démonstration de son système de gestion des documents et montrer comment les fichiers qui sont associés manuellement au cas peuvent être téléchargés.	

	des dossiers de crédit lisibles en format PDF et des formulaires du SCT.		
4.1.3.8	La composante sécurisée de traitement doit automatiquement cibler tout demandeur recevant un résultat défavorable à une vérification du casier judiciaire et en aviser Statistique Canada.	1. Le soumissionnaire doit montrer les dossiers existants qui ont été associés à des conditions défavorables (ne faisant pas partie du cas d'utilisation principal).	
4.1.3.9	La composante sécurisée de traitement doit faciliter la gestion des résultats défavorables et non défavorables pour la prise de mesures par le Bureau de sécurité de Statistique Canada. Les résultats défavorables nécessiteront un examen approfondi et devront être approuvés et les résultats non défavorables devront être mis à jour de façon automatique en fonction des règles opérationnelles fournies par Statistique Canada.	1. Le soumissionnaire doit démontrer comment il distingue les résultats défavorables des résultats non défavorables dans l'interface utilisateur de la composante de traitement en montrant un registre complet des activités pour les deux scénarios.	
4.1.3.11	La composante sécurisée de traitement doit suivre l'état de la soumission d'un dossier de bout en bout au moyen d'un tableau de bord sur le Web.	1. Le soumissionnaire doit démontrer comment fonctionne le tableau de bord.	
4.1.3.14	La composante sécurisée de traitement doit fournir les résultats complets de chaque vérification du casier judiciaire et de la solvabilité dans les 10 minutes suivant la soumission des empreintes digitales. Dans le cas d'une demande particulière retardée à la source, la solution doit faire le suivi de la demande et signaler les progrès à Statistique Canada.	1. Le soumissionnaire doit montrer son registre des activités pour prouver le temps écoulé. 2. Le soumissionnaire doit fournir une confirmation de la GRC validant la durée totale de sa partie du processus.	

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B
Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Pièce Jointe 1 de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un [employeur sous réglementation fédérale](#), dans le cadre de la [Loi sur l'équité en matière d'emploi](#).
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté [l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

Amd. No – N° de la modif.

File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- () B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

FORMULAIRE 1 - FORMULAIRES DU SOUMISSIONNAIRE

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
Dénomination sociale du soumissionnaire <i>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Il incombe aux soumissionnaires qui font partie d'une entreprise de désigner la bonne entreprise.]</i>		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
Courriel		
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) <i>[voir les Instructions et conditions uniformisées de 2003]</i> <i>[Note à l'intention des soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, on établira le soumissionnaire en fonction de la dénomination sociale fournie, et le soumissionnaire devra donner le NEA qui correspond à celle-ci.]</i>		
Compétence du contrat : Province ou territoire du Canada choisi par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)		

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

Anciens fonctionnaires Voir l'article à la Partie 2 de l'appel d'offre intitulé « Ancien fonctionnaire », pour obtenir une définition pour ancien fonctionnaire.	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel que le définit la demande de soumissions? Oui ____ Non ____ Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 2, intitulée « Ancien fonctionnaire ».	
	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions de la Directive sur le réaménagement des effectifs? Oui ____ Non ____ Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 2, intitulée « Ancien fonctionnaire ».	
Attestation du contenu canadien Comme décrit dans la demande de soumissions, la préférence sera donnée aux soumissions qui auront au moins 80p. 100 de contenu canadien. [Pour obtenir la définition des produits et des services canadiens, consulter la clause K4000D du Guide des CCUA de TPSGC]	En apposant ma signature ci-après, j'atteste au nom du soumissionnaire que [cocher la case appropriée] :	
	Au moins 80 p. 100 du prix de la soumission consiste en des produits et services canadiens (comme défini dans la demande de soumissions)	
	Moins de 80 p. 100 du prix de la soumission consiste en des produits et services canadiens (comme défini dans la demande de soumissions)	
Matériel : (L'autorité contractante devrait seulement l'insérer lorsque les Conditions générales supplémentaires 4001 ont été insérées à la Partie 7.)	Numéro de téléphone sans frais pour les services de maintenance:	
	Site Web pour les services de maintenance :	
Maintenance et soutien du logiciel sous licence : (Les autorités contractuelles doivent seulement insérer lorsque la condition générale supplémentaire 4004 a été insérée dans la Partie 7).	Accès téléphonique sans frais :	
	Accès par télécopieur sans frais :	
	Accès par courriel :	
	Adresse du site Web pour le soutien Web :	

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
003_{XS}

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

File No. – N° du dossier
003_{XS}.45045-180072

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire

[indiquer le niveau et la date d'attribution]

[Note à l'intention des soumissionnaires : assurez-vous que le nom dans l'attestation de sécurité correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire.]

En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de propositions (DP) en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la DP et que :

1. le soumissionnaire considère qu'il a les compétences et que ses produits sont en mesure de satisfaire les exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions;
2. cette soumission est valide pour la période *exigée* dans la demande de soumissions;
3. tous les renseignements fournis dans la soumissions sont exhaustifs, véridiques et exacts;
4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses concernant le contrat subséquent et comprises dans la demande de soumissions.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Solicitation No. – N° de l'invitation 45045-180072/B	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 003xs
Client Ref. No. – N° de réf. De client 45045-180072	File No. – N° du dossier 003xs.45045-180072	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Formulaire 2 Formulaire d'attestation du fabricant original de matériel (FOM)	
Ce formulaire vise à confirmer que le fabricant original de matériel (FOM) nommé ci-dessous a autorisé le soumissionnaire nommé ci-dessous à fournir et à maintenir ses produits dans le cadre du contrat attribué à la suite de la demande de soumissions indiquée ci-dessous	
Nom du constructeur FOM	_____
Signature du signataire autorisé du FOM	_____
Nom en caractères d'imprimerie du signataire autorisé du FOM	_____
Titre en caractères d'imprimerie du signataire autorisé du FOM	_____
Adresse du signataire autorisé du FOM	_____
N° de téléphone du signataire autorisé du FOM	_____
N° de télécopieur du signataire autorisé du FOM	_____
Titre en caractères d'imprimerie	_____
Date de signature	_____
Numéro de la demande de soumissions	_____
Nom du soumissionnaire	_____

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
003_{XS}

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

File No. – N° du dossier
003_{XS}.45045-180072

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Formulaire 3

Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel

(à utiliser lorsque le soumissionnaire est l'éditeur de logiciel)

Le soumissionnaire atteste qu'il est l'éditeur des logiciels et des composants de logiciel suivants et qu'il a tous les droits requis pour fournir les licences de ces logiciels (et de tous les sous-composants non exclusifs intégrés aux logiciels), libres de redevances pour le Canada :

[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer des lignes au besoin]

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
003xs

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

File No. – N° du dossier
003xs.45045-180072

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Formulaire 4

Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel

(à utiliser lorsque le soumissionnaire n'est pas l'éditeur de logiciel)

La présente vise à confirmer que l'éditeur de logiciel identifié ci-dessous a autorisé l'offrant nommé ci-après à fournir des licences de son logiciel dans le cadre du contrat résultant de la demande de soumissions indiquée ci-dessous. L'éditeur de logiciel atteste qu'aucune condition reproduite dans une licence sous emballage rétractable, et reproduite dans ou sur l'emballage du logiciel ou dans toute autre modalité accompagnant le logiciel ne s'appliquera, et que le contrat attribué à la suite de la demande de soumissions (avec ses modifications successives par les parties) représentera l'entente en entier, y compris pour ce qui concerne les licences des produits logiciels de l'éditeur de logiciel indiqués ci-dessous. L'éditeur de logiciel atteste en outre que, si la méthode de livraison (comme le téléchargement) devait nécessiter que l'utilisateur accepte de quelque façon que ce soit l'application de conditions non prévues par la demande de soumissions, ces conditions ne s'appliqueraient pas à l'utilisation par le Canada des produits logiciels de l'éditeur de logiciel indiqués ci-dessous, et ce même si l'utilisateur accepte de quelque façon que ce soit de se soumettre aux conditions supplémentaires.

Cette autorisation s'applique aux logiciels suivants :

[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer des lignes au besoin]

Nom de l'éditeur de logiciel (EL)

Signature du signataire autorisé de l'EL

Nom en caractères d'imprimerie du signataire
autorisé de l'EL

Titre en caractères d'imprimerie du signataire
autorisé de l'EL

Adresse du signataire autorisé de l'EL

N° de téléphone du signataire autorisé de l'EL

N° de télécopieur du signataire autorisé de l'EL

Date de signature

Solicitation No. – N° de l'invitation
45045-180072/B

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
003_{XS}

Client Ref. No. – N° de réf. De client
45045-180072

File No. – N° du dossier
003_{XS}.45045-180072

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Numéro de la demande de soumissions

Nom du soumissionnaire